3 1761 05438734 5

O MUNDO DO LIVRO
11 - L. DA TRINDADE - 13
TELEF. 369951
LISBOA

ÉTUDE HISTORIQUE

SUR LE

MARQUIS DE POMBAL

1738-1777

PAR

LE BARON ÉDOUARD DE SEPTENVILLE

Grand commandeur de l'Ordre de Charles III d'Espagne
Chevalier des Ordres du Christ, de Notre-Dame de la Conception, de Portugal
et de Notre-Dame de Guadalupe de Mexique
Membre de la Société impériale des Antiquaires de France
de l'Académie royale d'archéologie et de géographie du prince Alfonse
de l'Académie des Quirites de Rome et de divers autres académies et sociétés savantes
de la France et de l'étranger

BRUXELLES
TYPOGRAPHIE DE M. WEISSENBRUCH
IMPRIMEUR DU ROI

1868

28 2-47
44

ÉTUDE HISTORIQUE

SUR LE

MARQUIS DE POMBAL

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

VICTOIRES ET CONQUÊTES DE L'ESPAGNE depuis l'occupation des Maures jusqu'à nos jours.

DÉCOUVERTES ET CONQUÊTES DU PORTUGAL dans les deux mondes.

HISTOIRE HÉROIQUE ET CHEVALERESQUE DES ALFONSE d'Espagne.

L'INTENTION DE L'ANGLETERRE EN 1863.

COMMENT LA RUSSIE ET LA PERSE peuvent anéantir l'influence anglaise en Asie.

LES COLONIES DANOISES sous le règne de Christian IX.

LE MARQUIS DE POMBAL

ÉTUDE HISTORIQUE

SUR LE

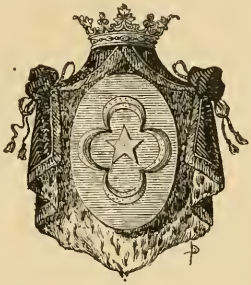
MARQUIS DE POMBAL

1738-1777

PAR

LE BARON ÉDOUARD DE SEPTENVILLE

Grand commandeur de l'Ordre de Charles III d'Espagne
Chevalier des Ordres du Christ, de Notre-Dame de la Conception, de Portugal
et de Notre-Dame de Guadalupe de Mexique
Membre de la Société impériale des Antiquaires de France
de l'Académie royale d'archéologie et de géographie du prince Alfonse
de l'Académie des Quirites de Rome et de diverses autres académies et sociétés savantes
de la France et de l'étranger



BRUXELLES
TYPOGRAPHIE DE M. WEISSENBRUCH
IMPRIMEUR DU ROI

1868

LIBRARY
OCT 0 5 2000
UNIVERSITY OF TORONTO

A sa Majesté Dom Luiz Ier

ROI DE PORTUGAL ET DES ALGARVES

Sire,

En plaçant l'auguste nom de Votre Majesté en tête de ce livre, je ne fais que continuer dans le présent l'œuvre du passé; il est impossible de relater les actes de la vie politique du grand marquis de Pombal sans s'incliner avec respect devant la belle physionomie du roi Joseph Ier, *qui voulut que le souvenir du nom de son premier ministre fut indissolublement lié au sien.*

Votre Majesté qui a déjà tant fait pour la grandeur du Portugal, a montré qu'Elle réunissait aux mâles vertus de Son illustre aïeul, le génie gouvernemental de Pombal.

C'est au souverain continuateur des nobles traditions de la maison de Bragance que j'ose dédier ces pages, comme témoignage du plus profond respect et de la vive reconnaissance avec laquelle je suis de Votre Majesté,

Sire,

Le plus humble serviteur,

Baron Edouard de Septenville.

Château de Lignières, Poix (Somme) France. — 1868.

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Il est un fait qu'on ne saurait méconnaître, c'est que l'histoire des rois ou des grands personnages, ne peut être écrite sans passion, que longtemps après que les événements au milieu desquels ils se sont agités appartiennent au passé, alors qu'il ne reste plus d'eux que le souvenir de leur gloire et les témoignages incontestables des monuments qu'ils ont laissés.

Le contemporain d'un prince ou d'un ministre qui entreprend de retracer les moindres actions de celui dont il se fait l'historien, peut être accusé de partialité, alors même que dans la

sincérité de son âme, il écrit dans le seul but de rendre hommage à la vérité.

Qui assurera que son intérêt n'est pas en jeu?

S'il loue, on le soupçonnera de vouloir arriver à un but secret : c'est une faveur qu'il espère, un honneur qu'il recherche, une récompense qu'il désire.

S'il blâme, c'est un parti qu'il sert, une rancune qu'il satisfait, un sentiment d'hostilité qu'il exhale.

C'est une tâche ardue et difficile que celle d'écrire sans aucune autre préoccupation que celle de dire la vérité; et parfois, même à son insu, l'historien suivant sa propre inspiration, cédant à l'impression qu'il reçoit, est inhabile à se défendre contre les tendances de sa nature.

Combien est différente la mission de celui qui, jetant de longs regards vers le passé, envisage froidement, les hommes et les choses, pèse la valeur des opinions émises par ses devanciers,

scrute au fond les causes et les effets, s'entoure de tous les documents amoncelés par le temps, puise aux sources que nul n'a plus intérêt à céler, et finit enfin par reconstruire pièce à pièce, la grande physionomie, objet de ses études, qu'il a dessein de représenter dans toute la plénitude de sa grandeur et de sa noblesse.

Pombal, le Colbert du Portugal, est une de ces figures qui apparaissent çà et là dans l'histoire des peuples comme pour marquer les jalons de leur gloire, et son souvenir indissolublement lié à celui du grand monarque à l'ombre duquel il s'éleva, est un de ceux dont s'honore le Portugal.

Joseph Ier, Pombal, deux noms qui résument l'époque la plus remarquable de la monarchie portugaise, avant que S. M. dom Luiz Ier en montant sur le trône de ses pères, n'eût imprimé au Portugal cette impulsion nouvelle qui lui ouvre toute une ère de grandeur et de prospérité.

Oui, Pombal fut un de ces ministres précieux que la Providence donne parfois aux rois qu'elle protège parce qu'elle sait que ces rois, pères de leur peuple, sauront faire servir les qualités remarquables de ces habiles conseillers au profit de leur royaume.

Heureux les souverains qui savent s'entourer de bons ministres et qui savent se les attacher en les associant à leurs glorieux travaux et en les récompensant pour la part qu'ils prennent dans les affaires de l'état.

Quel ministre fut plus apprécié par son roi que Pombal et à quel degré de faveur ne parvint-il pas !

Cependant, quand on lit les histoires du premier ministre de Joseph Ier, on est surpris de voir les attaques auxquelles il fut en butte, on devine que l'élévation de Pombal lui suscita un grand nombre de jaloux, et ameuta contre lui tous ceux qui n'avaient pu la lui pardonner.

La mort avait frappé l'homme, que les

traits de la calomnie étaient encore dirigés contre sa mémoire.

Le temps seul devait parvenir à le venger de ses détracteurs et de ses ennemis.

Mais bien qu'aujourd'hui, et depuis longtemps déjà, la lumière se soit faite sur Pombal et ses actes, il est encore bien des faits saillants de son administration qui sont restés dans l'ombre, bien des événements qui sont venus infirmer le jugement qu'on porta jadis sur ses vues.

Au fur et à mesure que, guidé par une série d'observations qui ressortent de l'examen approfondi des choses, on veut rétablir l'exactitude de certains faits, redresser des opinions fausses, on demeure de plus en plus convaincu de la parité d'idées gouvernementales qui existait entre le roi Joseph Ier et son ministre, et comme tout historien qui prend la plume doit avoir un but fixe, déterminé, nous dirons hautement que le nôtre est surtout de montrer que

si le grand Pombal illustra son nom par les services éminents qu'il rendit à l'État, s'il parvint à introduire dans l'administration de sages et utiles réformes, s'il put enfin régénérer, en quelque sorte, le Portugal en lui donnant une vie nouvelle, il est juste, il est raisonnable, il est équitable, de tenir compte de l'extrême confiance que le roi Joseph Ier avait en lui et de l'appui incessant, éclairé que ce prince lui prêta dans les moments difficiles, jusqu'à ce que, battu par une tempête de haines contre laquelle personne plus que lui n'eut pu lutter, il tomba sous les coups de ses ennemis, laissant à la postérité le soin de venger sa mémoire.

La postérité accepta la tâche et aujourd'hui le nom de Pombal, populaire en Portugal, brille d'un éclat que rien ne saurait ternir. Mais les grands hommes d'État n'ont, pour ainsi dire, pas de patrie, puisque de leurs actes dépend parfois la paix ou la guerre entre plusieurs

nations, et la politique de Pombal, diversement jugée par les peuples qu'elle intéressait, est encore à l'étranger l'objet de certaines appréciations erronées ou incomplètes.

Nous avons voulu qu'en France personne ne puisse ignorer jusqu'à quel point le premier ministre de Joseph Ier mérite la grande renommée dont il jouit, à si juste titre, en Portugal et si nous réussissons, nous serons heureux d'avoir pu contribuer pour une part, si modeste qu'elle soit, au tribut d'admiration qui est dû à l'un des hommes politiques les plus remarquables du XVIIIe siècle et au sage monarque dont il fut l'habile conseiller, le fidèle interprète, et surtout le sujet le plus sincèrement dévoué.

Nous considérons comme un devoir impérieux avant d'entrer en matière, l'obligation de témoigner ici nos vifs remercîments aux Portugais qui nous ont aidé de leur précieux concours, en nous envoyant des notes et des indi-

cations que nous ne pouvions nous procurer en France.

Nous devons dire que nous avons trouvé le plus grand empressement à nous être utile, chez les personnes qui par leur haute position ou la nature de leurs fonctions, pouvaient nous fournir les moyens de nous entourer de documents précis.

Au nombre de celles-là, nous placerons en première ligne S. E. M. le comte d'Avila, le protecteur des lettres en Portugal, M. le Marquis de Souza Holstein dont le savoir égale la courtoisie, M. Joaquim Pedro de Souza, un savant modeste et quelques autres dont nous garderons le meilleur souvenir et nous adressons à tous l'expression de notre gratitude.

CHAPITRE PREMIER

SITUATION GÉNÉRALE DU PORTUGAL SOUS JEAN V
JOSEPH DE CARVALHO
SA JEUNESSE, SON MARIAGE, SES AMBASSADES
MORT DE JEAN V, AVÉNEMENT DE JOSEPH Ier AU TRONE
CARVALHO, SECRÉTAIRE D'ÉTAT

CHAPITRE PREMIER.

SITUATION GÉNÉRALE DU PORTUGAL SOUS JEAN V. — JOSEPH DE CARVALHO, SA JEUNESSE, SON MARIAGE, SES AMBASSADES. MORT DE JEAN V, AVÉNEMENT DE JOSEPH Ier AU TRONE. — CARVALHO, SECRÉTAIRE D'ÉTAT.

Si on trouve tout naturel, tout rationnel qu'un roi, fidèlement servi avec zèle par un ministre habile et dévoué à ses intérêts, ne fasse aucune difficulté de soutenir ses vues, d'appuyer ses actes et de prêter une oreille attentive à ses conseils, on ne tardera pas à reconnaître que cette ligne de conduite royale demandait, pour être suivie, un esprit supérieur quand on se sera rendu compte de la situation dans laquelle se trouvait le Portugal, au moment où le marquis de Pombal fut chargé de l'administration des affaires de son pays, et de l'influence énorme, absorbante, qu'exerçaient alors les Jésuites, parvenus au faîte de la puissance et dont le principal mobile était de confisquer, peu à peu, le pouvoir,

à leur profit, en amoindrissant chaque jour l'autorité royale.

C'est pourquoi, avant de passer à l'histoire proprement dite du marquis de Pombal, nous allons esquisser à grands traits, non pas précisément celle du Portugal, mais les conditions d'être de la société portugaise sous le règne de Jean V, père et prédécesseur de Joseph Ier, roi de Portugal et d'Algarve.

Nous prendrons donc le Portugal au moment où la paix d'Utrecht fut signée, c'est à dire en 1713, alors que, par ce traité, le Portugal rentrait en possession de tout ce qu'il avait perdu par suite de son alliance conclue, dix ans auparavant, avec l'Angleterre, et dirigée contre la France et que la France renonçait à toute prétention sur le Brésil. La paix d'Utrecht fut suivie de celle signée le 13 février 1715 entre le Portugal et l'Espagne, qui fut obligée de restituer à la couronne de Jean la colonie del Sacramento.

Tranquille avec le dehors, Jean V put alors donner un libre cours à ses idées gouvernementales, puisées dans un grand amour de ses

sujets et dans le goût du faste et de la munificence qui lui était venu, dit-on, de l'exemple donné par le roi de France Louis XIV.

Certes, Jean V, qui fut un bon roi, commit de grandes fautes en dépensant avec une prodigalité ruineuse les trésors de l'État; toutefois, il nous semble que les historiens, qui se sont trouvés d'accord pour blâmer ses folles dépenses, n'ont pas réfléchi à l'enivrement qui s'était emparé de toute la Cour de Portugal à la suite de la découverte des mines d'or du Brésil, et il est certain qu'il faut attribuer à cette facilité de puiser à même d'un trésor, qu'il était permis de croire, pour ainsi dire, inépuisable, l'abus que Jean fit des immenses richesses qu'il tirait de ses possessions d'outre-mer.

A peine les millions brésiliens étaient-ils dépensés, que de pesants galions en apportaient d'autres aux pieds du monarque éblouï, charmé par cette succession de pièces d'or toujours renaissante.

N'y avait-il pas dans ce seul fait l'explication toute naturelle de cette excessive prodigalité qui fut si amèrement reprochée au roi Jean

après sa mort, et que nul ne songea à incriminer alors qu'il était sur le trône du Portugal.

On a calculé que, de 1699 à 1756, il était sorti du Brésil 2 milliards 400 millions.

L'importance de cette somme vient à l'appui de notre dire, l'abondance du numéraire en amoindrit forcément la valeur.

Le faste dont aimait à s'entourer ce monarque eut d'ailleurs répandu le bien-être et l'aisance dans toutes les classes de la société en enrichissant l'industrie nationale, si le pays lui-même avait pu suffire aux besoins de ce luxe, par la production ou la fabrication des objets qu'il nécessitait; malheureusement, c'était de l'étranger, et particulièrement de l'Angleterre, que le Portugal tirait non seulement les étoffes, les parures dont il avait besoin, mais encore la plupart des choses indispensables à la subsistance, en un mot, tout ce qu'il fallait aux Portugais pour s'habiller et se nourrir; ce qui eut pour résultat de convertir le pays en un marché anglais et de tarir les véritables sources de la prospérité d'une nation : l'agriculture, le commerce et la main-d'œuvre.

Aussi, lorsque Jean V mourut, après avoir

largement fait oublier les excès de sa magnificence, par les grandes fondations dont il dota le Portugal, telles que la fameuse Académie portugaise et la magnifique bibliothèque dont il dota le couvent de Mafra, la nation pleura ce roi juste, bon, pieux qui avait aimé sincèrement son peuple et qui n'avait jamais passé auprès d'une infortune sans tenter de la soulager.

Mais en même temps, les Portugais privés de ressources, appauvris, commencèrent à ressentir les fâcheux effets d'un manque de système gouvernemental, basé non sur la possession passagère d'une fortune périssable, mais sur la production et l'échange, ces deux grandes artères de l'organisme social.

Ils avaient eu, d'ailleurs, de tristes années à traverser pendant ce règne à la fois pompeux et infécond : un fléau terrible était venu s'abattre sur le Portugal, après avoir ravagé l'Espagne. En 1720, la peste se déclara dans plusieurs villes du royaume, et, pendant plusieurs années, elle ne cessa par des apparitions réitérées, de désoler le pays ; en 1723, elle enleva 40,000 personnes dans la seule ville de Lisbonne.

De tels fléaux suffisent pour ruiner une nation!

La Cour de Rome, de son côté, n'avait pas peu contribué à vider les coffres de l'État : le roi Jean désira obtenir du pape l'établissement d'une église patriarchale à Lisbonne, c'est à dire une église romaine dans sa capitale, qui eût un chef et des membres sur le modèle de Saint-Pierre de Rome. Don Thomas d'Almeïda fut le premier que l'on revêtit de cette dignité nouvelle, mais le trésor du Vatican seul sut au prix de quel énorme sacrifice en numéraire fut accordé cette concession par le Saint-Siége. Il en résulta en outre une augmentation de l'influence monacale, et l'inquisition tira profit de la soumission absolue du pieux roi aux désirs de l'Église en ordonnant des exécutions barbares.

En 1745, on vit encore un auto-da-fé s'élever au milieu de Lisbonne et un écrivain expier dans les flammes le tort d'avoir donné prise, par ses écrits dramatiques, aux rigoureuses susceptibilités du tribunal du Saint-Office.

Tels furent les faits principaux du règne de Jean V.

Donc, lorsque le grand roi Joseph monta par droit d'hérédité sur le trône de ses pères, le Portugal était loin d'être dans un état prospère, et le pouvoir royal était tombé peu à peu aux mains d'un récollet, frère Gaspard de Incarnaçao, qui, en abusant de la faiblesse et de la dévotion du roi malade, agonisant, avait obtenu de Jean V la haute main sur les affaires de l'État, qu'il conduisait de la façon la plus déplorable.

Gaspard était tout-puissant à Lisbonne, et c'était lui qui, pendant les dernières années du règne de Jean, gouvernait le pays, donnant les premières charges de l'État à son gré, distribuant selon son bon plaisir les évêchés, les vice-royautés, les gouvernements et les ambassades à des gens qui n'avaient d'autre mérite que celui de savoir montrer les dehors d'une dévotion exagérée.

On sent combien le jeune roi, à qui échéait le pouvoir dans de telles conditions, dut se trouver embarrassé pour l'exercer, tous les emplois étant aux mains, non de personnes pieuses et éclairées, mais de faux dévots qui s'abritaient derrière le masque de la religion pour satisfaire leur ambition démesurée.

Cependant, comme la Providence, qui veille sans cesse sur le destin des rois, se plaît souvent à manifester son action par des coups imprévus, elle fit d'un homme jusqu'alors inconnu, l'instrument de la rénovation du Portugal.

Ce fut la reine mère, Marie-Anne d'Autriche, veuve de Jean V, qui, la première, devina la valeur future de Pombal. Cette princesse, douée d'un esprit pénétrant, d'un jugement sain et d'une sûreté de vues particulière, aimait à s'entourer de personnes distinguées et pensant sagement; la conversation de Pombal, ou plutôt de Joseph de Carvalho, dénotait un grand fonds d'idées pratiques, un sens droit, une facile perception des choses. Ces diverses qualités, si nécessaires chez un homme d'État, frappèrent Anne d'Autriche et l'engagèrent à confier au jeune homme certaines missions qui ne tardèrent pas à augmenter la bonne opinion que la reine mère s'était formé de ses aptitudes. Mais avant d'aller plus loin, traçons d'abord en quelques pages le portrait physique et moral de l'homme qui devait prendre une si large part aux affaires du Portugal.

A ce propos, remarquons comme un signe particulier de la mauvaise foi insigne de certains pamphlétaires du temps, le soin qu'ils ont pris de dénaturer à plaisir la vérité dans le seul but d'essayer — ne pouvant nier la valeur et le mérite exceptionnel de l'homme qu'ils poursuivirent de leur haine — de le déconsidérer, en lui donnant une origine obscure, quand il suffit de jeter les yeux sur sa généalogie pour se convaincre qu'il appartenait, sinon à l'une des grandes maisons du royaume, du moins à une famille noble, dont les membres faisaient profession des armes, et dont les alliances attestaient la considération.

Bien que ce fait, d'ailleurs, ait peu d'importance à notre époque, il en avait une beaucoup plus grande alors, et c'est pourquoi nous avons tenu à l'établir.

Don Sébastien Joseph de Carvalho e Mello naquit à Lisbonne le 13 janvier 1699, dans le palais de la rue Formoza qui appartenait à ses ancêtres; il était fils de don Manuel de Carvalho de Ataïde, capitaine de cavalerie et gentilhomme de la chambre du roi, et de doña Teresa de Mendoza, d'une famille illustre du Portugal.

Fils d'un gentilhomme, le jeune Carvalho reçut une éducation digne de son nom et de son état, et, dès qu'il eut terminé ses études préparatoires, il suivit les cours de droit de la faculté de Coïmbre, où il ne tarda pas à se faire remarquer; toutefois, la nature vive du jeune homme, le goût des armes qu'il tenait de son père, lui firent quitter le droit pour embrasser la carrière militaire, et ce fut, comme c'était l'usage dans la noblesse portugaise, en qualité de simple soldat qu'il servit son pays en entrant dans les gardes du palais.

C'était alors un des beaux hommes de son temps, disent les mémoires de l'époque ; doué de tous les avantages corporels, il était d'une taille excessivement élevée que faisaient valoir encore ses traits réguliers, son air noble et imposant et sa mine fière ; avec cela une bravoure à toute épreuve, une force peu commune, il n'en fallait pas davantage pour que le jeune Carvalho fut un des plus brillants soldats de sa compagnie.

Des succès de tous genres le firent remarquer et nombre d'aventures de jeune homme lui furent attribuées, mais il nous paraît inutile

de nous appesantir sur des faits sans importance, et qui durent, naturellement, accidenter la vie d'un jeune garde, ami de la distraction et du plaisir; mais ce qu'il est bon de faire ressortir, c'est que, contrairement à ce qu'on eût pu attendre d'un jeune homme qui semblait uniquement doué pour s'accommoder d'une existence facile, Carvalho avait d'autres idées.

Chez lui, les pensées folles, les étourderies de la jeunesse n'existaient qu'à la surface; au fond, il nourrissait le grand désir d'arriver promptement et de parvenir aux premiers emplois militaires. Aussi, les nécessités du service ne furent-elles jamais sacrifiées par lui aux sollicitations du plaisir, bien qu'on ait voulu le représenter comme entièrement adonné à la pratique d'une vie de dissipation et de débauches. Et, ce qui prouve que le jeune Carvalho n'était pas homme à se plaire dans les amusements futiles et qu'il avait à cœur de se distinguer dans la carrière qu'il avait embrassée, c'est qu'à la suite d'une promotion d'officiers de laquelle il fut ou crut être injustement exclu, il donna sa démission.

Le Portugal y perdit peut-être une vaillante épée, mais il y gagna sûrement un homme d'État de premier ordre.

Ce fut peu de temps après avoir quitté le service, que Carvalho, ayant remarqué dans le monde les charmes d'une jeune dame, doña Teresa de Noronha d'Almeïda, veuve d'Antoine de Mendoza, de l'ancienne maison de Cova, fit la demande de sa main et l'épousa le 18 janvier 1733.

Cette union était des plus sortables.

Doña Teresa était fille de don Bernard de Noronha, des comtes de Carvalhaes, et de l'unique héritière d'Almeïda, provéditeurs de la maison des Indes.

Pendant quelque temps, Carvalho, tout entier à son bonheur domestique, vécut en gentilhomme provincial, loin de la Cour et des affaires, mais cette existence oisive, incomplète, ne pouvait convenir à Carvalho dont l'esprit prompt et la haute intelligence avaient besoin d'un aliment impossible à rencontrer dans les incidents insignifiants de la vie calme et tranquille d'un modeste gentilhomme.

Toutefois, il s'y fut tenu peut-être, si des

événements imprévus n'étaient venus lui fournir l'occasion de se produire.

Déjà il avait donné à ses idées un cours utile, et des travaux littéraires, au nombre desquels il faut citer le mémoire concernant la vie de Pedro Ier et de Fernando, l'avaient fait admettre au sein de l'Académie d'histoire.

Ce fut alors que, revenu à Lisbonne, et grâce à des relations qu'il s'était ménagées à la Cour, Carvalho fut présenté à la reine mère et parvint à faire partie du cercle d'hommes supérieurs que cette princesse, elle-même si remarquable par l'esprit élevé qu'elle joignait à toutes les vertus de son sexe, aimait à réunir autour d'elle, afin de les préparer à donner, à l'État si besoin était, le concours de leurs lumières et de leurs talents.

Or, parmi toutes ces personnes, Carvalho n'avait pas tardé à attirer l'attention de la reine, par la justesse de ses observations, la sagesse de ses appréciations et la finesse de ses aperçus; sachant converser sur les affaires les plus délicates du royaume, sans se laisser jamais aller à blâmer ouvertement ce qui lui paraissait inhabile ou défectueux, mais ne

louant jamais non plus avec la bassesse de vues d'un courtisan, empressé de plaire quand même, il savait se faire entendre de tous et plus d'une fois, la reine fut frappée de la force de certains arguments qu'il développait avec une netteté et une précision peu communes; cette princesse ne tarda pas à reconnaître qu'il y avait chez Carvalho l'étoffe d'un homme à grandes idées, pratiques et fécondes, et, dès ce moment, elle se promit de lui faciliter le chemin du pouvoir qui devait être en même temps celui de la fortune et des honneurs.

Toutefois, le roi Jean V, tout entier à ses principes de gouvernement, à ses idées religieuses, dominé par des conseils intéressés, et s'occupant plus de discussions théologiques que d'affaires politiques, paraissait peu disposé à protéger Carvalho, malgré la toute puissante recommandation de la reine à laquelle se joignait celle du cardinal Mota qui jouissait d'une grande faveur auprès du roi.

Carvalho avait en outre un appui sur lequel il pouvait compter, c'était celui de son oncle Paul de Carvalho qui, après avoir rempli avec éclat une des chaires de l'université de Coïmbre,

avait été pourvu d'un canonicat de la chapelle royale; ce prélat, homme d'une grande bonté et justement considéré à la cour, avait chaleureusement recommandé son neveu au cardinal Mota, de sorte que celui-ci, désireux d'être agréable à la Reine dont il avait mérité l'estime, et de servir le chanoine, mit tout en œuvre pour décider le roi Jean à confier quelque mission particulière à Carvalho, certain à l'avance que la protection éclairée de la Reine n'avait pu être accordée qu'à un homme d'un mérite réel.

Ses efforts furent couronnés de succès; en 1739, le roi Jean choisit Carvalho pour en faire son envoyé extraordinaire à la cour de Londres.

Une telle faveur, conquise d'emblée, surprit tout le monde, et, à la Cour, elle fit l'effet d'un coup de théâtre. Les courtisans refusaient d'y croire et à peine la nouvelle en fut-elle confirmée, qu'une nuée d'envieux et de détracteurs se levèrent pour jeter les hauts cris et pour peindre le nouvel ambassadeur sous les traits les plus défavorables. C'était à qui attribuerait cette élévation subite aux plus misérables

causes, on voulait absolument qu'elle cachât quelque mystérieuse et secrète raison, les suppositions les plus invraisemblables s'échafaudaient.

Une seule était laissée de côté, parce qu'elle était la seule raisonnable : c'était la vraie. Carvalho avait été choisi par le roi pour remplir une mission de confiance parce qu'il fallait, pour mener à bien cette mission, un homme probe, honnête, intelligent, adroit, habile et fin politique et que Carvalho était précisément cet homme là.

Il fallait, d'ailleurs, peu de temps au roi Jean pour juger les hommes ; ce qu'on lui avait appris de Carvalho lui avait suffi pour deviner avec cette sûreté de coup d'œil que Dieu s'était plu à lui donner, quel parti utile il pouvait tirer de cet homme, nouveau sur le théâtre de la politique, mais rompu par la méditation et l'étude à l'examen de toutes les grandes questions du ressort de la couronne.

Donc, en le choisissant, le roi Jean n'avait nullement cédé à l'un de ces caprices de souverain dont l'histoire offre quelques exemples, mais il avait une fois de plus montré, ce grand

prince, le cas qu'il faisait des gens d'un mérite réel et en ratifiant par son choix, le jugement porté par la reine et par le cardinal sur Carvalho, il rendit un hommage public au discernement de cette princesse et au dévouement du cardinal à sa couronne, puisque celui-ci s'était empressé de seconder les vues de son auguste souveraine.

Quoi qu'il en soit, nous le répétons, la nomination de Carvalho au poste d'envoyé extraordinaire à la Cour d'Angleterre fut un gros événement ; elle suscita à celui qui l'avait reçue nombre d'ennemis puissants et dès qu'il fut parti, ce fut à qui essaierait de le déconsidérer dans l'espoir de le faire rappeler.

Non seulement on fouilla dans sa vie privée et dans sa vie passée, pour y découvrir matière à blâme, mais on incrimina sa conduite à Londres.

Les libelles commencèrent à pleuvoir sur sa tête et quelques-uns le traitèrent de façon à montrer combien était grande la haine de ceux, qui ne lui pardonnaient pas sa rapide fortune.

« Carvalho, réduit à Londres à l'inaction,

dit l'un d'eux, consacrait à ses amusements le loisir que lui laissaient les affaires. L'augmentation de sa fortune et les prérogatives attachées à son état, lui fournissaient, pour satisfaire ses passions ardentes, des moyens qu'il saisissait avec avidité. Il s'était fait à Londres des amis de son goût avec lesquels il se livrait sans ménagement à ces plaisirs tumultueux, si chers à la bouillante jeunesse, surtout, lorsqu'elle a pour se les procurer les ressources de l'or et du pouvoir. Il se trouva plus d'une fois engagé dans des intrigues amoureuses qui le rendirent souvent mécontent, etc., » et tout cela se débitait alors que Carvalho venait d'être cruellement frappé par la mort de sa femme doña Teresa qu'il perdit peu de temps après son arrivée à Londres, c'est à dire le 21 mars 1739.

Quel terrible effet de la haine et de l'envie!

Mais quels hommes en place ont été à l'abri des insinuations malveillantes, des attaques grossières, des reproches de mauvaise foi?

Carvalho se garda bien de donner prise contre lui, en répondant à ses détracteurs, il les laissa entasser mensonges sur calomnies et

se contenta de suivre le mieux qu'il lui fut possible de le faire, les instructions qu'il avait reçues du roi son maître, sourd aux perfides insinuations qui lui arrivaient journellement.

Sa mission terminée au gré de ses désirs, Carvalho revint à Lisbonne et son retour fut le signal d'une nouvelle levée de boucliers contre lui.

Cette fois, ce fut une véritable ligue qui se forma pour le renverser, quelques personnes jouissant à la cour d'un certain crédit s'en servirent à l'effet de perdre Carvalho dans l'esprit du roi, et déjà elles se flattaient de voir leurs efforts couronnés de succès, lorsqu'un événement imprévu vint tout à coup montrer que, loin d'avoir rien perdu de la faveur dont le monarque avait daigné lui donner des preuves, il allait au contraire recevoir une nouvelle marque de la confiance du souverain.

Ce fut à l'occasion d'un démêlé qui s'éleva entre la cour de Rome et la maison d'Autriche, au sujet de l'extinction du patriarcat d'Aquilée; le Saint-Père avait soumis la solution de ce différend à l'arbitrage de la Cour de Portugal.

La question était, si non difficile à éclaircir,

du moins délicate à juger : il s'agissait surtout de concilier certaines susceptibilités, et le roi Jean qui avait reconnu des preuves de tact et d'une grande habileté diplomatique dans la manière dont Carvalho avait conduit son ambassade de Londres, songea à le charger du soin de cette affaire, en l'envoyant à Vienne pour la traiter, de sorte qu'en l'espace de quelques années, Carvalho fut appelé aux deux ambassades les plus importantes.

La façon dont il s'acquitta de cette honorable tâche lui fit le plus grand honneur : ses manières séduisantes, son langage persuasif, eurent un plein succès. Il fit plus que d'amener l'une des deux hautes parties intéressées à se soumettre aux prétentions de l'autre : il opéra une conciliation complète en les contentant toutes deux.

Les marques de sympathie les plus honorables lui furent données à cette occasion et ce fut ce qui l'engagea à prolonger son séjour dans une ville où il n'avait qu'à se louer des personnes les plus recommandables et les plus haut placées.

Parmi celles-là, figurait en première ligne le

Maréchal comte de Daün, père d'une jeune personne d'une grande beauté qui ne tarda pas à produire une vive impression sur le cœur de Carvalho.

Doña Léonor Ernestine de Daün, fille de dom Henrique Ricardo comte de Daün et de Joanna Violante de Baysberg des comtes de Baysberg, séduite par les avantages personnels de Carvalho et par les dons de son esprit, ne tarda pas, de son côté, à éprouver une vive affection pour lui et elle n'eut fait aucune difficulté pour lui accorder sa main, si sa famille, l'une des plus nobles de l'Autriche, n'avait protesté contre la pensée de cette alliance en se retranchant derrière l'ancienneté et l'illustration de la maison de Daün.

Carvalho fut peiné de ce refus ; néanmoins il ne se tint pas pour battu et, sûr de l'agrément de celle dont il voulait faire sa femme, il s'occupa de prouver à son tour que, non seulement il appartenait à une famille dont la noblesse, incontestable, était de celles dont l'on peut justifier, mais il s'appuya surtout sur ce fait que déjà il avait contracté une alliance avec une des plus nobles familles du

Portugal, puisque sa première femme appartenait à l'illustre maison d'Arcos.

Bien que ce précédent eut pu être pris en sérieuse considération, il aurait probablement été impuissant à le faire triompher des scrupules de la famille Daün, si Carvalho n'avait eu recours à la protection de la reine qui lui était toujours acquise. Cette princesse était allemande; en approuvant l'alliance projetée, elle faisait taire tous les honorables scrupules d'une famille poussant à ses dernières limites le respect des traditions nobiliaires : l'assentiment de la sœur de l'empereur d'Autriche faisait disparaître toute trace d'inégalité de rang, en supposant qu'elle existât.

Bienveillante comme toujours, la reine écrivit en Autriche en exprimant le désir que le mariage se fît. Immédiatement après, Carvalho épousa, le 18 décembre 1745, mademoiselle Josepha de Daün, fille du comte de Daün, et il revint à Lisbonne avec sa femme, ayant acquis pendant son séjour en Autriche la réputation d'un profond politique par la façon habile dont il avait su mener à bien la réconciliation de deux cours, et possesseur de grandes richesses que

la belle alliance qu'il venait de contracter lui avait procurées.

Il se trouvait donc désormais placé dans les conditions les plus favorables pour rendre de véritables services à son pays; son entente des affaires, les heureux résultats de ses deux négociations, la haute position de fortune qu'il avait conquise, tout semblait le désigner au roi Jean comme l'un des futurs et des plus fermes soutiens du trône.

Malheureusement, plus la fortune des hommes est rapide, plus les qualités supérieures qui les distinguent, frappent les yeux, plus aussi, ils excitent d'envie et soulèvent de défiances.

Le roi Jean était gravement malade, et le soin des affaires de l'État était tout entier aux mains du frère Gaspard de Incarnaçao, et le récollet, aimant à s'entourer de gens à sa dévotion, se fut bien gardé d'introduire dans le conseil un homme dont les vues larges et les idées de réorganisation se trouvaient complètement en désaccord avec les siennes.

Aussi, tant que dura la maladie du roi, Carvalho demeura-t-il écarté des affaires,

tandis que des gens intéressés à soutenir la politique du frère Gaspard semaient adroitement des bruits qui ne tendaient à rien moins qu'à présenter Carvalho comme un mécontent ambitieux, dont chaque parole était un blâme contre les édits et les règlements publiés par le gouvernement.

L'ambition fut d'ailleurs le grand crime qu'on ne cessa de reprocher à celui qui, par son mérite et ses travaux remarquables, sut s'élever aux premières charges de l'État, comme si l'ambition n'était pas le sentiment le plus naturel de tout homme qui sent en lui le désir de faire de grandes choses et qui a conscience de sa valeur.

Un événement prévu vint bientôt changer cet état de choses et donner à Carvalho le moyen de se produire dans la sphère pour laquelle il semblait avoir été destiné.

Le roi Jean V mourut le 30 juillet 1750; selon les coutumes du Portugal, le corps du roi défunt ne pouvait être livré à ceux qui étaient chargés de ses obsèques que par un secrétaire d'État; or, un seul personnage était alors revêtu de ce titre, c'était Pierre de Motta,

les deux autres Antoine d'Azevedo et Antoine Guedes de Miranda étant morts quelque temps auparavant.

Or, Pierre de Motta était accablé d'affaires par suite de cette position de ministre unique, de plus, sa santé était gravement altérée. Il supplia donc le nouveau roi Joseph Ier de vouloir bien le dispenser de la triste cérémonie à laquelle il se trouvait obligé.

C'était chose difficile, puisqu'à son défaut, il n'y avait personne qui put en être chargé.

Ce fut alors que la reine mère qui n'avait jamais cessé, comme on l'a vu, de protéger Carvalho, proposa à son royal fils un moyen qui conciliait tout, c'était de pourvoir au remplacement des deux secrétaires d'État qui n'étaient plus, et de charger l'un d'eux de la remise du corps du roi défunt.

En même temps elle proposa Carvalho et l'abbé Diego Mendoza.

Joseph Ier confiant dans le choix de sa mère n'hésita pas à suivre son conseil, Carvalho fut nommé ministre-secrétaire des affaires étrangères et Mendoza ministre secrétaire de la marine.

Le premier fut désigné pour présider aux obsèques du feu roi, c'est donc à partir de ce moment que date la vie publique de Carvalho, vie glorieusement remplie, puisque, pendant les vingt-sept ans que dura sa carrière ministérielle, il sut toujours servir les intérêts de son roi et ceux de son pays en élevant le Portugal au plus haut point de prospérité qu'il eut jamais atteint.

Ce sont les actes de ces vingt-sept années que nous allons examiner.

CHAPITRE II

RÉNOVATION DU PORTUGAL. — LES JÉSUITES
LA COLONIE DE SACRAMENTO
TREMBLEMENT DE TERRE DE LISBONNE. — BELLE CONDUITE
DU ROI ET DE POMBAL
CARVALHO EST FAIT PREMIER MINISTRE
RECONSTRUCTION DE LISBONNE

CHAPITRE II.

RÉNOVATION DU PORTUGAL. — LES JÉSUITES. — LA COLONIE DE SACRAMENTO. — TREMBLEMENT DE TERRE DE LISBONNE. BELLE CONDUITE DU ROI ET DE POMBAL. — CARVALHO EST FAIT PREMIER MINISTRE. — RECONSTRUCTION DE LISBONNE.

Afin de se rendre bien compte des améliorations de toute nature que Pombal apporta dans les diverses branches du gouvernement, il est nécessaire de bien préciser l'état de dépérissement dans lequel se trouvait le Portugal au moment où Joseph Ier monta sur le trône et chargea Carvalho du soin de l'aider dans la lourde tâche qu'on appelle faire le bonheur de son peuple.

Nous avons déjà esquissé à grands traits les fâcheux résultats produits, non par l'augmentation de la richesse publique du royaume, mais par l'enrichissement accidentel du Portugal au moyen de l'or du Brésil. Ajoutons que lorsque Pombal prit la direction des affaires, l'agri-

culture et l'industrie étaient à peu près entièrement abandonnées; quant au commerce, il était nul.

De plus, l'énormité et la mauvaise répartition des contributions publiques en rendaient le produit illusoire, et la perception aussi difficile que vexatoire.

Donc, d'un côté un capital improductif.

De l'autre, des recettes aléatoires plus fictives que réelles.

Et des dépenses complètement hors de proportions avec les revenus et dont le chiffre, fabuleusement excessif, se soldait au moyen de fonds venus du Brésil et dont la source pouvait s'épuiser par un excès de rendement, ou pouvait se tarir par suite d'un événement imprévu séparant le Brésil du Portugal, soit par la conquête, soit, comme cela devait arriver plus tard, par une déclaration d'indépendance.

La situation n'était pas brillante. Carvalho, comprit que pour la changer il fallait frapper fort et vite; ce n'était pas des palliatifs qui étaient devenus nécessaires, mais une rénovation complète, basée sur des idées toutes nouvelles.

Or, en pratique, c'était chose difficile à tenter, presqu'impossible à exécuter.

Tout autre que Pombal eut reculé devant l'énormité de la tâche.

Lui, au contraire, puisa dans la lourdeur du fardeau une force nouvelle et il se promit de régénérer son pays quand même.

Pour cela cependant, il comprit qu'il lui fallait autre chose que sa propre volonté; celle du roi était indispensable et cette volonté royale devait être fondée sur une entière confiance dans les projets du ministre, Carvalho ne se le dissimulait pas, pour parvenir à ses vues, pour faire triompher ses idées, il allait froisser bien des convictions, déchaîner bien des colères, amonceler bien des haines, se créer bien des ennemis.

Mais pour braver les reproches, endurer les attaques de la calomnie, résister à ses ennemis, il fallait qu'il pût compter, d'une façon absolue, sur la bienveillance de son roi et sur la coopération de ses collègues, sur leur obéissance même.

Car, il n'y avait pas à s'y tromper, c'était un pouvoir sans bornes que voulait Carvalho,

c'était une dictature qu'il rêvait, non pour satisfaire ses intérêts ou ses passions, mais pour la faire servir aux véritables besoins de son pays.

Pombal trouva en Joseph Ier un soutien et un appui qui ne lui firent jamais défaut et, l'on ne saurait trop le dire, la protection que ce roi ne cessa d'accorder à son ministre est à l'éternel honneur de Joseph, l'histoire confond, dans une même admiration, et le ministre qui accomplit les plus grandes choses et le monarque qui les lui rendit possibles en le couvrant de sa faveur et de son approbation.

Quel magnifique règne fut celui-là!

Les commencements en furent pénibles.

Carvalho eut contre lui, la noblesse, le clergé, puis le peuple; il eut pour lui le roi, sa conscience, et le désir de bien faire : il se crut assez fort pour engager la lutte et l'avenir lui donna raison.

Le premier soin du nouveau ministre, en arrivant aux affaires, fut d'étudier les rapports du Portugal avec les divers États de l'Europe et les moyens les plus propres à en augmenter les richesses, la gloire et la sûreté. Ses ennemis le reconnurent eux-mêmes et dans un libelle,

publié contre son administration, on constate qu'il s'occupa de suite de renouveler les alliances contractées précédemment avec les autres puissances et surtout avec l'Espagne.

Une fois de sages dispositions prises à l'extérieur, Carvalho se hâta de songer à l'intérieur, car c'était là véritablement que le mal existait et qu'il était devenu nécessaire d'apporter un prompt remède.

Carvalho déploya une activité sans égale : nous n'en voulons pour preuve que les lignes suivantes empruntées aux *Mémoires de Sébastien Joseph Carvalho*, un livre écrit par l'un des plus acharnés détracteurs de Pombal, dont chaque page contient une accusation ou un blâme, et qui, cependant, malgré le fiel qu'il distille avec complaisance, ne peut s'empêcher de confesser que les débuts de l'administration de celui qu'il se plaît à peindre sous les couleurs les plus noires furent des plus brillants.

« En effet, dit-il, plusieurs sages règlements publiés presqu'à la fois, ne tardèrent pas à faire changer de face le royaume. Le commerce refleurit; on mit en mer une escadre considérable qui éloigna les corsaires et protégea la

navigation. Des flottes nombreuses, sorties du port de Lisbonne ou qui y abordaient de toute part, rouvrirent dans cette capitale les sources de l'opulence. On ranima les manufactures en abolissant la fameuse loi somptuaire publiée sous le règne précédent. On fit partir pour l'Afrique quelques vaisseaux de guerre chargés de soldats, d'ingénieurs et de matériaux pour élever des forts dans l'Ile de Mozambique, la clef du commerce du Portugal dans les Indes Orientales, et par cette raison, un de leurs plus importants établissements. D'autres prirent la route du Brésil avec plusieurs familles destinées à en augmenter la population. Les places frontières furent fortifiées et les côtes garnies de canons. Divers édits rendirent plus avantageuse la perception des impôts, encouragèrent l'agriculture et donnèrent au Portugal de nouvelles manufactures et de nouveaux arts. Les troupes ne furent pas non plus négligées et on les remit sur le pied convenable à une grande monarchie.

« Tels furent les commencements du gouvernement de Joseph Ier, gouvernement qui lui attira l'admiration de ses voisins et qui, s'il

eût continué avec la même sagesse, la même vigilance, la même activité, aurait en peu d'années porté le Portugal à un point de grandeur et de prospérité qui l'eut fait aller de pair avec les premières puissances de l'Europe. »

Si l'ennemi le plus prévenu, le plus enclin à calomnier Pombal, s'exprima de la sorte sur son compte que purent dire les sincères admirateurs de ce grand homme d'État!

C'est que, il faut bien en convenir, quel que soit l'aveuglement dont soit frappé l'esprit de parti pris, quel que soit le dessein qu'aient certains esprits chagrins et inquiets de dénigrer quand même, il est de ces vérités qui, comme le soleil, éblouissent par leur éclat. En vain l'envie jalouse veut les nier, en vain la mauvaise foi cherche à les amoindrir, rien ne peut les empêcher de se montrer et de s'imposer quand même.

Les diverses réformes que nous venons d'indiquer n'étaient que le prélude de celles que méditait Carvalho. Il en était une surtout dont l'exécution devait lui faire le plus grand honneur, c'était la défense d'exporter de l'or brésilien; pour y parvenir, il fallait

employer un moyen violent, celui-là seul pouvait être efficace; Carvalho n'hésita pas; il proposa au roi de rendre une ordonnance prohibant la sortie du numéraire, en vertu d'une ancienne loi tombée depuis longtemps en désuétude mais qui n'en existait pas moins.

Le roi signa l'édit qui naturellement fit jeter les hauts cris aux mécontents, mais qui eut pour résultat immédiat de diminuer considérablement l'exportation de l'or et de le forcer à demeurer dans le pays.

Bien que les Portugais murmurassent contre cette prohibition, bon nombre d'entr'eux cependant, se rendirent compte de la justesse et de l'opportunité de la mesure, mais l'Angleterre qui, plus que toute autre nation profitait de l'or du Portugal, fut loin d'être de cet avis, et la cour de Londres envoya à Lisbonne un ambassadeur, chargé de faire tous ses efforts pour décider Joseph à retirer l'ordonnance.

Lord Tirawley qui avait été choisi pour cette mission, essaya de démontrer au roi que rien n'était plus propre à maintenir la bonne harmonie qui existait entre les deux États, que de faire de l'un un acheteur et de l'autre un

vendeur, mais ce raisonnement eut peu de succès. Alors quand il vit qu'il ne gagnerait rien par la persuasion, il essaya de l'intimidation, et menaça le Portugal de la guerre pour le cas où, contre toute attente, il refuserait désormais de continuer à se laisser dépouiller au profit de l'Angleterre.

La menace n'eut pas plus d'effet que l'habileté de langage; le roi tint bon, mais lord Tirawlay voyant qu'il ne pouvait arriver à son but par les remontrances appela l'intrigue à son aide et, secondé par l'égoïsme de quelques mauvais citoyens, il s'efforça de paralyser les effets de l'excellente mesure prise par Pombal, néanmoins, si celui-ci n'eut pas la satisfaction de voir qu'il avait réussi à couper le mal dans sa racine, il eut celle de constater qu'il l'avait considérablement amoindri; car, à partir de ce moment, l'exportation du numéraire diminua dans une proportion sensible.

C'était une plaie à demi cicatrisée, mais combien d'autres étaient encore béantes!

L'une des affaires qui donna le plus de souci à Pombal dès son entrée au ministère, fut celle des Jésuites du Paraguay, mais avant d'entrer

dans les détails que comporte le récit de cet important épisode du règne de Joseph Ier, nous devons, pour suivre l'ordre chronologique des faits, mentionner quelques autres traits saillants de l'administration de Pombal qui montrent combien la sollicitude de ce ministre qui n'avait alors que le titre de secrétaire d'État pour les affaires étrangères, s'étendait à toutes les branches du gouvernement, et combien devaient être multiples ses préoccupations, si l'on considère la diversité de leur nature.

Peu de temps après qu'il fut en place, il fut avisé qu'une coutume singulière s'était introduite à Lisbonne : des jeunes gens appartenant à de bonnes familles de la ville, s'amusaient, la nuit, à courir les rues et à attacher des cornes aux portes des nouveaux mariés qu'ils voulaient ridiculiser, en faisant croire que leurs femmes avaient une conduite déréglée.

Pombal s'indigna des fâcheuses suites qu'avait eues cette déplorable mode qui tendait à se généraliser et il fit publier un édit rigide qui, en atteignant les principaux coupables, mit un terme à ce scandale.

Encore une fois, si nous rappelons ici ce

détail administratif, c'est moins afin de louer le ministre d'un acte tout naturel, que pour donner une preuve de son infatigable ardeur à réprimer tout ce qui devait l'être et à réformer ce qui lui semblait abusif.

Ce qui montre qu'en agissant de la sorte, Carvalho n'avait d'autre but que celui du bien général, c'est qu'il s'attaquait indistinctement aux puissants comme aux simples particuliers, aux nobles comme aux prêtres, et que ses principes lui faisaient une loi de suivre la ligne de conduite qu'il avait adoptée sans s'embarrasser de savoir s'il se heurtait à des traditions adoptées, s'il blessait certaines susceptibilités jalouses, et si enfin, en soutenant quand même le parti de la raison et de la justice, il ne se créait pas de nouveaux ennemis.

Ce fut ainsi qu'il s'attaqua nettement à ce tribunal terrible de l'Inquisition, dont le pouvoir redoutable fut si grand dans la Péninsule.

Non seulement il supprima les auto-da-fé, mais il parvint à faire ordonner qu'à l'avenir aucune exécution, émanant de jugements du tribunal de l'Inquisition, n'aurait lieu sans le consentement du pouvoir royal, et ces juge-

ments furent soumis à l'approbation du conseil d'État, qui eut le droit de les casser.

L'année suivante, il fit rendre un édit qui interdisait aux habitants du Brésil d'envoyer leurs filles dans les couvents du Portugal, sans l'autorisation du roi, et aux supérieurs des couvents de les y recevoir.

Tous les historiens se sont accordés pour féliciter Carvalho de ces actes, mais il en est un qui fut diversement apprécié : celui par lequel le roi réunit à la couronne plusieurs fiefs qui en avaient été détachés pour récompenser les services de certaines familles. Ce qui donna prise contre Carvalho, ce fut que, par la suite, il reçut de la libéralité du monarque quelques-uns de ces domaines ; toutefois, s'il eut le tort de les accepter, rien n'autorise à supposer qu'en conseillant au roi de les réunir à la couronne il avait la secrète espérance que plus tard il en profiterait.

Nous voici arrivés aux préliminaires de la grande lutte qui s'éleva entre le ministre de Joseph et les Jésuites et qui se termina par la chute de la puissante compagnie, dont la conduite ambitieuse avait depuis longtemps

donné lieu à des plaintes nombreuses et fondées.

C'étaient de rudes adversaires que les Jésuites, et il fallait que Pombal se sentit bien soutenu par la protection du roi pour essayer de se mesurer contr'eux, et qu'il eut à sa disposition toutes les forces nécessaires; — mais d'ailleurs, les circonstances étaient assez favorables.

On sait qu'à la suite de l'assurance qu'avait donnée un certain Gomez Pereira au gouverneur de Rio-Janeiro, que dans les missions de Paraguay, gouvernées par les Jésuites, il se trouvait une grande quantité de mines très riches, et sur les instances de ce gouverneur lui même, la Cour de Lisbonne avait proposé à celle de Madrid de lui céder l'importante colonie du Sacramento contre les sept districts espagnols du Paraguay appelés missions de l'Uraguay.

Ce traité ayant été conclu, le roi de Portugal chargea de son exécution Freire d'Andrada, gouverneur de Rio-Janeiro, tandis que le roi d'Espagne désignait, de son côté, le marquis de Valdelirios.

Il avait d'abord été convenu que les territoires changeraient de possesseurs et que leurs habitants passeraient tout simplement sous le sceptre de leur nouveau souverain; mais, malheureusement, on ne s'en tint pas là et on imagina d'échanger seulement les territoires, mais non les habitants; en d'autres termes, on voulut obliger les Indiens, établis dans l'Uraguay, d'aller s'installer dans la colonie du Sacramento, tandis que ceux peuplant le Sacramento iraient prendre leur place dans l'Uraguay.

Certes, ce fut une faute. Cependant, avant de reprocher au gouvernement de Joseph de l'avoir commise, on eut dû s'enquérir des raisons qui l'avaient fait faire: le Paraguay n'était pas habité par des particuliers vivant sous le sceptre d'un prince. Bien que soumis à l'Espagne de droit, de fait il était sous la tutelle et sous la domination immédiate des Jésuites. Les missionnaires avaient pris sur la population un empire absolu, les Indiens ne connaissaient qu'eux, se considéraient comme chose leur appartenant en propre, et il était facile de prévoir que les gens de ce pays, exhortés par

les Jésuites, ne consentiraient jamais à être gouvernés par d'autres que par eux.

C'était, d'ailleurs, s'exposer à une lutte sans fin avec les pères de la mission, et, au XVIIIe siècle, on sait quelles étaient la puissance et la force de ce corps considérable qu'on appelait la société de Jésus.

Ce fut donc afin d'éviter ces embarras que le roi de Portugal, sur le conseil de ses ministres, avait résolu d'opérer une transmigration qui laissait chaque peuple gouverné par ses lois et selon ses coutumes, en réduisant la question à un simple changement de résidence.

Mais on ne brise pas facilement les liens qui unissent l'homme à sa terre natale; d'un côté comme de l'autre, on se trouva en face d'une vigoureuse résistance.

Dans la colonie du Sacramento, les habitants se révoltèrent, et pour mieux faire entendre qu'ils refusaient d'abandonner leur territoire à l'Espagne, ils mirent le feu aux poteaux où l'on avait attaché les armes espagnoles.

Dans l'Uraguay, il fallut en venir aux mains, et 4,000 hommes de troupes essayèrent vainement de réduire les Indiens.

Les Jésuites s'étaient, sinon ostensiblement, du moins réellement, mis à la tête du mouvement, et le gouverneur Gomez Freire comprit que c'était contr'eux que devait être dirigée toute son action sous peine d'échouer ou de vouer le pays à une agitation continuelle.

Il écrivit à Carvalho pour lui faire part de l'opposition tenace que faisaient les Jésuites aux volontés du roi.

Carvalho était prêt à agir ; il engagea le roi à nommer son frère, don François-Xavier Mendoça, capitaine général gouverneur du Maranham et du Grand-Para, et à l'envoyer en cette qualité dans l'Inde avec des forces assez considérables pour comprimer la révolte et pour réduire les Jésuites à l'obéissance.

En même temps que son frère faisait voile pour le Nouveau-Monde, Pombal, pour mieux assurer le succès de son entreprise, s'occupa de combattre les Jésuites à la Cour même de Joseph et il chassa peu à peu du palais tous ceux qui y appartenaient, soit comme confesseurs, soit comme employés.

Pour ne donner prise à aucune fâcheuse interprétation par sa conduite, l'habile ministre

eut soin de publier et de faire répandre partout un *Précis exact de la conduite des Jésuites au Paraguay et de leurs intrigues à Lisbonne.*

Aussitôt arrivé au Paraguay, le frère de Carvalho s'occupa moins de sévir contre les révoltés que d'étudier la véritable cause de la désobéissance des indigènes, et il n'eut pas de peine à reconnaître que c'était bien à l'instigation des missionnaires qu'elle était due.

Ces pères, qui étaient allés dans l'Amérique pour convertir les idolâtres à la foi catholique, semblaient s'être beaucoup plus attachés à se former des sujets soumis et dévoués qu'à faire des chrétiens libres sous le protectorat de l'Espagne.

Évangélistes devenus rois, ils avaient façonné le pays à leur guise, établi des lois spéciales, érigé un système gouvernemental, mais surtout travaillé à asseoir leur autorité d'une façon solide et tout à fait indépendante de celle du roi d'Espagne.

Le nouveau gouverneur de Maranham ne put conserver aucun doute à cet égard, et il essaya vainement de faire entendre raison aux Jésuites, en leur démontrant que leur devoir

était d'user de l'influence qu'ils avaient sur les peuplades de ces contrées pour les engager à obéir aux ordres du souverain ; il ne put rien obtenir, ainsi que le constate une lettre qu'il écrivait à son frère quelque temps après son arrivée :

« Je ne puis venir à bout de réprimer ces pères, disait-il, leur politique fine et adroite l'emporte sur mes soins et la force de mes troupes. Ils ont donné aux sauvages des mœurs et des coutumes qui les attachent à eux inviolablement. Telle est la force des maximes qu'ils leur ont gravées dans le cœur, que ces peuples aimeraient mieux mourir que de changer de domination. »

Néanmoins, grâce aux mesures prises par Carvalho en Portugal contre les Jésuites, ceux-ci perdirent peu à peu leur influence, et la fermeté de Xavier de Mendoça aidant, les troubles du Paraguay s'appaisèrent, mais cet échange du Paraguay et de la colonie du Sacramento fut pour l'avenir un sujet de querelles continuelles entre l'Espagne et le Portugal. Il fallut toute l'habileté du ministre de Joseph pour que cette affaire n'entraînât pas le pays dans une guerre sans fin.

Mais les difficultés de tous genres n'effrayaient pas Carvalho. En vain le nombre de ses ennemis grossissait, en vain les Jésuites accablés par lui luttaient en désespérés pour renverser son pouvoir, entraver ses projets, déranger ses vues : fort de l'appui de son souverain, Carvalho n'en cherchait pas d'autre. Il savait que Joseph voulait faire le bonheur de son peuple, et, glorieux de le seconder dans cette magnifique tâche, il marchait à ses côtés dans la voie qui mène droit à l'admiration de la postérité.

Travaillant sans relâche, occupé dès la pointe du jour, c'était à peine s'il prenait le temps de dîner à la hâte. Après son repas, il allait se promener une heure en voiture avec un moine, son parent, et c'était là son unique récréation ; il rentrait bientôt dans son cabinet et poussait le travail fort avant dans la nuit.

Ces détails peignent l'homme.

A tous les soucis que lui causaient les affaires extérieures et le soin du royaume, allaient bientôt s'ajouter de terribles préoccupations.

Le tremblement de terre de Lisbonne, ce fléau que nulle puissance humaine ne put pré-

voir ni conjurer, vint, par ses désastreux effets, ruiner tous les heureux résultats de la sage administration de Pombal.

Il est inutile de faire ici le récit détaillé de cet effroyable événement.

Ce fut le 1er novembre 1755, qu'à neuf heures vingt minutes du matin, on ressentit à Lisbonne une secousse terrible qui renversa la plupart des églises et un nombre considérable de palais, d'édifices et de maisons particulières; un bruit épouvantable, causé par la chute des bâtiments, se fit entendre, et un moment après la ville entière était en flammes.

Ce fut alors un horrible spectacle : partout des mourants, des cadavres, du sang et des larmes, des cris de douleur et des imprécations, ce que l'incendie épargnait, les eaux débordées du Tage l'entraînaient.

Trente mille personnes succombèrent et on évalua les pertes en maisons, en meubles précieux et en numéraire à 2,284,000,000!

Il avait suffi de quelques instants pour changer une ville opulente et superbe en un monceau de ruines et de décombres!

La conduite de Carvalho pendant cet

immense désastre fut admirable ; par un hasard providentiel, la maison qu'il occupait avait été épargnée, sa femme était encore couchée lorsqu'eut lieu la secousse. Soudain la muraille contre laquelle le chevet de son lit était appuyé s'écroula : éperdue, Mme de Carvalho se leva et alla se placer sous le chambranle de la porte de sa chambre. Tout tomba autour d'elle sans l'atteindre. Elle courut à ses enfants : la partie de la maison qu'ils occupaient n'avait pas même été endommagée.

Quant à son mari, il avait déjà couru au secours des victimes.

Le premier soin du ministre fut d'ordonner qu'on donna la sépulture aux morts et de soulager les besoins des vivants. Un nombre incalculable de personnes se trouvaient sans pain et sans abri, mais en même temps qu'il fallait songer à elles, il était indispensable que chacun s'occupa d'abord d'éteindre le feu et d'arrêter l'inondation, ces deux terribles éléments destructeurs qui menaçaient de ne pas laisser pierre sur pierre.

Pombal veilla à tout, prévint tout et pendant plusieurs jours, il ne quitta son carrosse que

pour mettre pied à terre au milieu des travailleurs, les exhortant par ses paroles et les encourageant par son exemple.

Il était à craindre que le grand nombre de cadavres qui se trouvaient amoncelés sous les décombres n'amenât la peste ; il la prévint en les faisant brûler dans la chaux vive.

On évalue à deux cents le nombre des ordonnances que Carvalho fit publier à l'occasion de la terrible catastrophe.

Ne fallait-il pas tout reconstituer?

Par un bonheur providentiel personne de la famille royale n'avait été blessé ; la Cour se trouvait ce jour là sur le chemin de Belem. Quant au palais, il fut totalement renversé.

Les membres de la famille royale restèrent donc, pendant huit jours, campés sous la tente et la vertueuse reine, compagne du roi Joseph, rendait un peu de courage, par sa présence, à tous ces malheureux réduits à la plus extrême misère.

On la voyait prendre sur le peu de nourriture qu'on lui procurait de quoi venir au secours des plus nécessiteux.

Au milieu de cette calamité générale, il

fallait à Carvalho plus que du courage, plus que de la fermeté, il lui fallait un génie exceptionnel : celui qu'il déploya lui mérite l'admiration de l'Europe.

Les lois ne pouvaient plus être appliquées, il n'y avait plus ni maîtres ni serviteurs, le désordre et le chaos régnaient partout. Les couvents de femmes effondrés envoyaient errer dans les rues des femmes à demi-nues, tandis que des hommes à peine couverts, profitant du trouble et de la confusion générale, se livraient à tous les excès. Des scènes de débauche, que rien ne pouvait réprimer, avaient lieu sous les yeux de gens qui se trouvaient sans force pour les empêcher, des misérables, avides de butin, se ruaient sur tous les objets précieux que les flammes avaient épargnés, et les ravages qu'ils commirent pendant les deux premiers jours furent considérables.

Carvalho ne balança pas à employer la plus extrême rigueur à leur égard; il ordonna que quiconque serait pris volant, serait pendu, et, en une seule journée, deux cents de ces bandits, qui exploitaient si odieusement les malheurs publics, payèrent de leur vie leurs lâches attentats.

On pendait tous ceux à qui l'on trouvait dans les poches de l'or qui conservait quelques traces du feu. Celui qui en ramassait ou qui en recevait était pendu avant un quart d'heure à sa fenêtre même ou à sa porte.

Cette mesure expéditive coûta sans doute la vie à bien des innocents, mais elle préserva du pillage ce qui restait de la ville.

Tous les habitants qui avaient pu fuir le danger étaient sortis de la ville et s'étaient réfugiés sur la montagne. Quand ils revinrent dans la ville et qu'ils ne trouvèrent, pour la plupart, plus trace de rien de ce qui leur avait appartenu, leur désespoir éclatait et tous se répandaient en inutiles regrets.

C'était contre ce découragement surtout que Carvalho agissait. Parcourant Lisbonne dans tous les sens, il allait porter à celui-ci des secours, à celui-là des consolations, calmant les craintes et suppliant chacun de travailler à réparer le désastre.

Il fit tant qu'il parvint par son calme et la promptitude des ordres qu'il donna, à faire disparaître, au plus vite, les traces de tout ce bouleversement.

Le roi, de son côté, faisait distribuer des vivres et des planches pour que les malheureux, dénués de tout, pussent se construire des barraques en attendant mieux. On avait conseillé au roi de se retirer à Oporto, mais c'était mal connaître le cœur de Joseph que de croire qu'il consentirait à abandonner son peuple dans cet état de désolation.

Sa présence fut un bien immense.

Bien que le tremblement de terre se fût fait sentir plus cruellement à Lisbonne que partout ailleurs, certaines provinces avaient été aussi victimes du fléau, mais un grand nombre avaient été épargnées. Carvalho donna ordre à celles-ci d'assister les autres; il envoya des courriers dans toutes les cours de l'Europe, chargés d'exposer la triste situation dans laquelle se trouvait tout un peuple, et bientôt des secours en numéraire et en vivres arrivèrent de tous côtés.

On voit que le zèle et l'intelligence de Carvalho suppléaient à tout dans ces malheureuses circonstances ; il ne se contenta pas de pourvoir autant qu'il le put aux besoins matériels de la population, il sut ménager toutes les suscepti-

bilités et condescendre aux vœux populaires, en autorisant une neuvaine au Jésuite saint François de Borgia, patron des tremblements de terre, bien que ses idées particulières eussent un autre courant. Mais, on ne saurait trop le rappeler, Pombal fut avant tout un diplomate, et jamais il n'hésita à sacrifier ses propres pensées à celles qui lui paraissaient devoir être adoptées dans l'intérêt de tous.

Nous n'écrivons pas ici l'apologie de Pombal, mais l'histoire vraie de sa vie politique, et si nous nous laissons souvent aller à l'admiration que nous commandent les actes qui marquèrent sa carrière administrative, c'est que nous avouons que peu d'hommes d'état ont plus fait pour la gloire de leur pays que ne fit ce grand homme.

Tous les historiens sont d'accord pour louer sans réserve, la conduite admirable qu'il tint pendant les tristes événements de ce tremblement de terre.

« Ce tremblement de terre est l'époque la plus brillante de sa vie, » a dit en parlant de l'illustre ministre, le duc du Chatelet, et il a eu raison; c'est une des pages les plus belles

de son histoire et on aime à se rappeler tous les traits qu'elle recèle.

Et cependant, le croirait-on? ce fut précisément au moment où Carvalho prodiguait sa santé, son temps, sa fortune, sa vie, pour soulager ceux qui souffraient, alors que, ne connaissant plus d'autre ambition que celle de venir au secours de ses semblables, ce fut à ce moment que les irréconciliables ennemis du grand ministre songèrent à se liguer pour lui enlever l'estime et l'affection de son roi !

Aveuglés par la haine, ils osèrent insinuer au roi que si le ciel était courroucé contre le Portugal, si le plus épouvantable des fléaux était venu renverser Lisbonne, c'était à cause de Pombal; Dieu n'avait voulu, dirent-ils, que faire éclater d'une manière terrible l'aversion que lui causait l'ami des philosophes et le persécuteur des Jésuites et de la Sainte-Inquisition, et c'était afin de punir l'audacieux coupable, qu'il avait permis que la terre s'ouvrit pour engloutir ce qui était dessus.

Le roi écouta patiemment cette perfide interprétation donnée aux événements, et il se contenta de faire remarquer à ceux qui

parlaient de la sorte qu'il était alors difficile d'expliquer comment le ciel, ayant voulu punir Carvalho, non seulement il n'avait pas même été blessé, mais encore que son hôtel était resté debout au milieu de toutes les maisons du quartier qu'il habitait.

— Oui, sire répondit le comte d'Obidos, célèbre par son esprit et ses saillies, mais toutes les maisons de la rue Zuia ont eu le même privilège.

Or, la rue Zuia était une des plus mal habitées, c'était là que se trouvaient établis les lieux de prostitution.

Le parallèle était peu flatteur pour le ministre, mais le plaisir d'avoir émis un mot méchant fut la seule satisfaction des envieux de Carvalho. Le roi Joseph fut assez sage pour faire bonne justice de ces basses attaques et afin de montrer le cas qu'il en faisait, il donna publiquement une preuve de ses sentiments de reconnaissance pour la belle conduite que son ministre avait montrée dans les pénibles moments qu'on venait de traverser, en lui conférant le titre de premier ministre.

La grandeur de son courage, ses nombreux

actes de dévouement et la sagesse des mesures prises par lui pour parer à toutes les nécessités, lui avaient noblement mérité ces marques de faveur et tous les honnêtes gens s'applaudirent, en voyant Carvalho récompensé, de vivre sous un prince qui savait si bien encourager le mérite et la vertu.

Le peuple Portugais, et cela est digne d'être remarqué, fut d'ailleurs favorisé de ce côté à toutes les époques. La maison de Bragance a conservé toutes les traditions du passé, et, sous S. M. dom Luiz Ier, comme sous les Jean ou les Joseph, jamais un homme de mérite, grand citoyen, homme de guerre, homme d'État, écrivain ne s'est produit sans que la munificence royale ne l'ait récompensé. Et combien de fois la faveur souveraine, ne s'est-elle pas étendue aux étrangers dont le faible mérite ou les travaux appelaient l'attention du roi!

Joseph, en montrant à tous combien était grande la confiance dont il honorait son ministre, affermit encore davantage l'autorité de celui-ci qui fut revêtu, en quelque sorte, d'une puissance qui n'avait d'autre borne que

la volonté du roi et dont il se servit absolument pour le bien de l'État.

La capitale du Portugal était pour ainsi dire détruite, il se donna la tâche de la relever de ses ruines, et ce fut véritablement une chose prodigieuse que de voir comment, presque dénué de ressources, avec une administration qu'il fallut recréer, des services et des rouages qu'il fallut entièrement rétablir, cet homme extraordinaire parvint, en peu de temps, à faire sortir du sol, non pas les édifices que le tremblement de terre y avait enfouis, mais d'autres plus beaux, plus vastes, plus magnifiques avec lesquels il improvisa un Lisbonne nouveau, une capitale devenue l'une des plus belles villes de l'Europe et dont la vue seule inspira à l'auteur du livre : *Au bord du Tage*, ces lignes pleines de charme et de poésie :

« Les constructions de Lisbonne ont une blancheur qui n'est altérée que bien rarement par la fumée. Ses palais aux murs éclatants, reflètent comme d'ardents miroirs la splendeur de son beau ciel; ses terrasses, ses belvédères semblent suspendus entre des touffes de lauriers, de buis gigantesques, d'autres arbres à

la vive verdure; ses parcs sont embellis de pomars; c'est un nom qu'on donne aux plantations d'orangers et de citronniers, arbres charmants qu'on dispose souvent en espalier. Quelques palais sont en partie revêtus à l'extérieur de terre cuite blanche et bleue. »

Mais n'anticipons pas sur les événements. Nous avons vu jusqu'alors Carvalho de simple garde du palais devenir le représentant diplomatique d'une grande nation, puis recevoir en mains le portefeuille de secrétaire d'État, et, dans les diverses phases de sa vie publique, donner les preuves d'un mérite exceptionnel et justifier pleinement la confiance du glorieux monarque dont il était le plus fidèle et le plus dévoué sujet.

Nous allons le voir maintenant parvenu au faite des grandeurs, revêtu de la plus haute dignité, gouverner l'État, se faire l'émule des Richelieu et des Colbert, remplir le monde du bruit de son nom et montrer à l'Angleterre étonnée, comment le Portugal entendait s'opposer à ce qu'elle continuât de s'enrichir à ses dépens.

CHAPITRE III

SAGES MESURES DU MINISTRE. — AFFAIRE DES VINS DE PORTO
ENCORE LES JÉSUITES. — ASSASSINAT DU ROI
POMBAL DÉCOUVRE LES COUPABLES. — LEUR EXÉCUTION
EXPULSION DES JÉSUITES DU PORTUGAL
ÉTAT DU PAYS

CHAPITRE III.

SAGES MESURES DU MINISTRE. — AFFAIRE DES VINS DE PORTO. ENCORE LES JÉSUITES. — ASSASSINAT DU ROI. — POMBAL DÉCOUVRE LES COUPABLES, LEUR EXÉCUTION. — EXPULSION DES JESUITES DU PORTUGAL. — ÉTAT DU PAYS.

L'Angleterre, nous l'avons dit, avait fini par se rendre maîtresse de tout le commerce du Portugal; rien ne se faisait plus que par son canal, et elle avait pris un tel ascendant dans ce royaume, qu'elle avait fini, peu à peu, par s'y considérer comme chez elle.

Les Portugais étaient les simples témoins du commerce qui se faisait devant eux, mais ils n'y prenaient point part.

Les Anglais venaient jusque dans Lisbonne leur enlever le commerce du Brésil.

Depuis le jour où le Portugal, secouant le joug de l'Espagne, avait cru qu'il lui était indispensable d'avoir un allié puissant, dont les forces maritimes pussent venir à son aide

en cas de besoin, il avait aliéné son indépendance et s'était jetté, tête baissée, dans les bras de l'Angleterre.

En un mot, depuis sa révolution, le Portugal était plus esclave de l'Angleterre qu'il ne l'avait été de l'Espagne. Carvalho s'était parfaitement rendu compte de cette situation anormale, et sa plus secrète pensée, son incessante préoccupation avait été d'affranchir son pays de ce servage moral. Malheureusement, vers la fin de 1754, l'État devait cinquante millions à l'Angleterre, et il était difficile, vu le peu de ressources dont il disposait, qu'il pût se libérer.

Le tremblement de terre survenu en 1755, cette terrible catastrophe dont les effets semblaient devoir à jamais ruiner le Portugal, fut, pour l'habile ministre — et c'est là son plus beau titre à la reconnaissance de ses concitoyens — le moyen dont il se servit pour relever moralement l'industrie nationale. Ce fut dans l'excès même du malheur, qui était, venu fondre sur le pays, qu'il tira le remède héroïque qui devait le sauver.

Prétextant le besoin urgent de reconstruire

Lisbonne, et alléguant l'impossibilité dans laquelle le gouvernement, dénué de fonds, se trouvait pour procéder à cette reconstitution, Pombal frappa d'un impôt de quatre et demi pour cent toutes les marchandises provenant de l'étranger.

Le coup fut hardi, et il atteignait directement l'Angleterre, froissée dans ses intérêts et dont il gênait considérablement les opérations commerciales. En effet, maîtres de tout le commerce, plus les négociants anglais faisaient d'affaires avec le Portugal, plus le préjudice devenait notable pour eux.

M. de Castres, l'envoyé de la Cour de Londres, en apprenant l'existence de cette taxe, ne put dissimuler son mécontentement, et il essaya sur le champ de faire revenir le ministre sur sa détermination, en invoquant les traités existants et en représentant avec chaleur le préjudice qu'elle portait à ses compatriotes. Le ministre répondit que, dans les circonstances au milieu desquelles on se trouvait, l'intérêt des Portugais devait passer avant celui de tous.

Ce raisonnement sage et sensé n'était pas du

goût de l'envoyé anglais, qui, ne pouvant rien obtenir en traitant la question au point de vue de l'importance des intérêts engagés et de leur mérite, essaya de se retrancher derrière les services rendus par l'Angleterre, services qui, selon lui, méritaient autre chose que l'oubli de la reconnaissance.

A l'appui de son dire, il rappela à Carvalho qu'il était entré ces jours mêmes dans le port de Lisbonne plusieurs vaisseaux chargés de vivres et de provisions de toute nature, sans compter une somme de 40,000 livres sterling, le tout envoyé par l'Angleterre et destiné à soulager les malheureux habitants de cette capitale, et que de plus, Sa Majesté Britannique venait de faire présent au roi Joseph d'une certaine quantité de vaisselle superbe, travaillée par les meilleurs ouvriers de Londres et dont la valeur était considérable.

Carvalho, loin de nier les services rendus par l'Angleterre en général aux Portugais, et en particulier les témoignages de sympathie et d'amitié donnés à son souverain par le roi d'Angleterre, montra qu'il en appréciait tout le prix et que la nation toute entière avait su gré

à la puissance amie de ce qu'elle avait été l'une des premières à la secourir dans le malheur; mais comme, après tout, le Portugal ne pouvait continuer à vivre de secours, mais devait, au contraire, songer au plus vite à se créer des ressources, l'établissement d'un impôt sur les marchandises étrangères était l'une des mesures financières qui devaient être prises au plus vite, et qui seules pouvaient aider le Portugal à se relever de l'état déplorable où les derniers événements l'avaient plongé.

Non seulement M. de Castres s'éleva contre la taxe, mais les divers représentants des autres puissances l'imitèrent, et ce fut à qui donnerait les meilleures raisons pour obtenir l'immunité; mais à tous Carvalho répondit que le roi n'avait pas pris une résolution de cette importance sans l'avoir sérieusement pesée, et que sa décision était le fruit d'un examen attentif et approfondi de la situation, ce qui éloignait donc tout espoir de la voir modifiée.

Bien plus, Carvalho fit suivre l'ordonnance royale d'un fait qui montra juqu'à l'évidence combien il avait à cœur de favoriser le débit des productions nationales et de l'affranchir

du préjugé si nuisible, qui faisait donner la préférence aux marchandises de provenance étrangère.

La plupart de celles qui se trouvaient chez les marchands, au moment du tremblement de terre, avaient été perdues, soit par le feu, soit par l'inondation ou par l'écroulement des magasins. Or, comme certaines provinces du Portugal fabriquaient une étoffe de laine grossière qui formait l'habillement des gens du peuple dans les campagnes, Pombal songea à faire venir tout ce qu'il put trouver de cette étoffe, et quelques jours plus tard, le roi et les principaux personnages de la Cour parurent en public vêtus d'habits de laine.

L'exemple trouva vite des imitateurs; chacun s'habilla de la même façon, et il en résulta qu'en très peu de temps les fabricants portugais gagnèrent un million de cruzades qui se répandirent dans le pays au lieu d'en sortir pour passer aux mains de l'étranger.

L'année suivante, le ministre imagina de créer une compagnie puissante pour l'exportation des vins, et les avantages que le Portugal devait retirer, dans l'avenir, de cette excellente

institution, a prouvé depuis longtemps combien Pombal avait eu raison de la fonder. Malheureusement, en cette circonstance comme en beaucoup d'autres, ses contemporains ne surent pas lui tenir compte de ce qu'il faisait pour son pays, et, n'envisageant les choses qu'au point de vue mesquin de l'intérêt du moment, ils ne purent apprécier la grandeur des vues du ministre qui, travaillant pour un peuple, non pour un homme, s'appliquait à semer pour l'avenir, sachant bien que plus d'une idée féconde ne peut être mise à exécution sans nuire à quelques-uns. Mais quand le bien-être général de tous doit en résulter, l'homme d'Etat digne de ce nom ne doit jamais hésiter, dût-il, comme cela arriva pour Pombal, voir ses courageux efforts, ses louables entreprises critiqués, attaqués, méconnus jusqu'au jour où une génération nouvelle, récoltant les bienfaits dus à son initiative, ne venge sa mémoire en lui décernant une tardive approbation.

La formation de la Compagnie générale des vins du Haut-Douro, connus sous le nom de vins de Porto, fut un des actes importants du ministère de Pombal.

Quelques détails à ce sujet sont nécessaires.

Le district où l'on recueille ces vins est compris entre le Marão et le Tua, dans les provinces de Tras-os-Montes et de la Beira, le long des bords escarpés du Douro, ayant la largeur moyenne d'une lieue portugaise sur une longueur de huit ce qui donne une surface de huit lieues carrées.

« Ce petit espace, lit-on dans l'*Essai statistique* sur le royaume de Portugal, qui avant l'institution de la Compagnie était presque désert et inculte, est devenu, depuis lors, un des cantons les plus peuplés du Portugal et dont la culture peut être comparée à tout ce que la France, l'Italie, l'Angleterre et l'Autriche offrent de mieux dans ce genre. Ce petit coin du royaume donne depuis plusieurs années à ses nombreux habitants un revenu annuel de 8 à 9 millions de cruzades, outre un million et demi que le gouvernement en perçoit pour les droits d'exportation, sans compter ce qu'il touche par l'impôt territorial. Tous les vignobles de ce district sont divisés en deux classes selon la qualité des vins qu'ils produisent...

« On voit à n'en pouvoir douter, que l'institution de la Compagnie a beaucoup contribué à augmenter la population et l'agriculture sur les bords du Douro ; qu'elle a fait entrer annuellement en Portugal une grande masse d'argent, qui a contribué en grande partie à former les riches négociants de Porto et à fournir, aux habitants de cette ville, les moyens de l'agrandir considérablement, de défricher les terrains d'alentour, de multiplier les branches de son commerce et de son industrie et de faire sentir l'influence de son bien-être dans tout le Minho, dans une partie du Tras-os-Montes et de la partie septentrionale de la Beira. Il faut avouer aussi que l'institution de la Compagnie a fait cesser le monopole exercé par des négociants anglais, qui étaient parvenus, en peu d'années, à ruiner presqu'entièrement la culture de cette branche importante de la richesse territoriale du royaume...

« C'est aussi à la Compagnie que le Portugal doit l'avantage inappréciable de voir des barques remonter et descendre sans danger le Douro jusque près de la frontière, et l'autre, non moins important, d'avoir quelques bons

chemins qui facilitent les communications dans les provinces septentrionales du royaume... »

Les avantages tirés par le Portugal de l'établissement de la Compagnie de Porto furent, on le voit par la simple citation que nous venons de faire, nombreux et importants; et Pombal, en l'instituant, pouvait croire qu'il trouverait des appuis dans toutes les classes de la société, puisqu'en fixant le prix des vins sur un tarif uniforme basé sur la moyenne des dix dernières années, d'une part, il rendait service aux petits propriétaires en leur assurant un bénéfice raisonnable sur une vente non plus variable, mais certaine, et débarrassée de toute chance de perte.

De l'autre, il avait, en centralisant dans les mains des négociants associés en Compagnie, imprimé une voie nouvelle au commerce national, et les 1,200,000 cruzades dont disposa bientôt cette Compagnie par le moyen de souscriptions réalisées dans la ville de Lisbonne et dans la province de l'Estramadure, devaient, en peu de temps, fournir aux associés et à l'État une source continuelle de revenus constituant une richesse véritable, puis que ces fonds

venaient des pays étrangers, qui, en achetant les vins, versaient continuellement des espèces contre des marchandises ce qui est le véritable système commercial productif, celui que le Portugal, plus que tous les autres États de l'Europe, avait intérêt à favoriser et à développer chez lui après avoir commis pendant si longtemps la faute de se vouer au rôle exclusif d'acheteur, grâce à l'or qu'il dépensait comme il le recevait, sans compensation.

Le sage ministre avait parfaitement compris que l'avenir de la nation était dans la création de grandes entreprises commerciales de ce genre, et bien que ses ennemis n'aient pas craint d'avancer qu'en agissant de la sorte, il n'avait eu en vue que le soin d'augmenter sa propre fortune aux dépens de celle des propriétaires et marchands de Porto, nous ne prendrons même pas la peine de réfuter cette ridicule accusation qui serait odieuse si elle n'avait eu pour mobile la méchanceté basée sur l'ignorance où se trouvaient alors les gens mêlés aux affaires touchant les questions d'économie politique et de science commerciale.

Cependant, il faut bien le reconnaître, dans

cette circonstance, comme dans plusieurs autres, Pombal eut un tort : doué d'une grande intelligence pratique des affaires, possédant cette sûreté d'appréciation qui lui faisait facilement juger les choses, il croyait, après les avoir consciencieusement étudiées et approfondies et lorsqu'une fois il était convaincu de leur justesse, qu'il n'avait qu'à les communiquer aux autres pour qu'ils fussent, comme lui, immédiatement frappés de leur excellence.

Certain d'être dans le vrai, il ne supposait pas qu'on put penser différemment, ou plutôt s'il n'ignorait pas que ses plans pussent être incompris, il n'estimait pas qu'il fût nécessaire de les défendre autrement que par leur propre exécution. Peu soucieux de l'opinion des gens qu'il savait mal disposés quand même contre lui, lorsqu'après avoir exposé une idée à son roi, le souverain l'avait acceptée et adoptée, Pombal n'en demandait pas davantage : la sanction du roi valait mieux, à ses yeux, que toutes les approbations du monde et elle le dispensait du désir d'en avoir d'autres.

Ce n'est, certes, pas nous qui blâmerons cette manière de voir, et nous sommes absolument de

cet avis que la première qualité d'un ministre est de chercher dans tous ses actes à seconder les vues de son roi et qu'il doit placer le soin de sa gloire dans celui de mériter son assentiment.

Néanmoins, comme il est bon qu'après tout un ministre soit environné de la faveur publique, son devoir est autant que possible de joindre la persuasion au commandement, et nul doute que si Carvalho eût tâché, par tous les moyens en son pouvoir, d'expliquer et de faire comprendre combien il était important de soutenir la Compagnie des vins de Porto et de combien d'avantages sérieux l'existence de cette Compagnie était le garant, nul doute que les choses eussent pris une autre tournure. Malheureusement, les habitants de Porto surexcités par d'habiles meneurs aux gages des négociants étrangers, dont le mot d'ordre était « ruine à tout prix de la société», les habitants de Porto, disons-nous, se soulevèrent et au lieu d'adresser pacifiquement au ministre un état de réclamations fondées, ou de lui exposer les griefs qu'ils pouvaient avoir contre le nouvel état de choses, ils préférèrent user

de moyens violents. Appelant la révolte au secours de leurs prétentions, un soulèvement eut lieu à Porto, une populace furieuse s'attroupa devant l'hôtel du Juge du Peuple, arracha ce magistrat du lit sur lequel il se trouvait malade, et l'emmenant par les rues, ils le promenèrent par la ville et le forcèrent à demander la liberté du commerce des vins, après quoi, on pilla la maison du directeur de la Compagnie.

Ce fut à la suite de ces excès que le ministre envoya à Porto deux régiments d'infanterie et un de cavalerie sous le commandement de don Juan d'Almada à l'effet de réprimer les désordres commis.

La sévérité que déploya Carvalho dans cette circonstance lui fut vivement reprochée par tous ceux qui souffraient impatiemment son autorité ; mais s'il est vrai que les gouvernants font bien d'user autant que possible de clémence envers ceux que de coupables manœuvres entraînent à la révolte, il est certains cas dans lesquels la mollesse serait considérée comme une faiblesse. L'établissement créé par le ministre se trouvant renversé par la force révo-

lutionnaire, il fallait que la force de l'autorité le rétablît et qu'un châtiment exemplaire fût infligé à ceux qui n'avaient pas craint de se rebellionner ouvertement.

Quand les lois sont violées, c'est un devoir pour ceux qui sont chargés de les maintenir de les faire revivre quand même.

Carvalho savait, par expérience, qu'il lui fallait tenir les rênes du pouvoir d'une main ferme, et que la moindre hésitation lui eut été funeste.

D'ailleurs, ce qui est assez singulier, et ce que ses ennemis lui reprochèrent surtout, ce fut la publication d'un édit déclarant coupable du crime de lèse-majesté quiconque résisterait aux ordres du souverain. Or, il est évident que si le ministre dût recourir à cette extrémité, c'est qu'il se trouvait sans force pour faire exécuter ses ordres et qu'il comprit qu'il lui fallait absolument se placer sous l'égide royale pour donner à ses actes la haute sanction qui les rendait exécutoires sans conteste.

Il est bon encore de remarquer qu'un semblable édit, rendu en des temps ordinaires et dans un pays constitutionnel, serait une anomalie, mais publié dans un pays essentiel-

lement monarchique et dans une époque de troubles, il ne fut qu'une sage mesure et rien de plus; et, pour l'historien qui envisage les faits sans haine et sans passion, il montre, au contraire, le désir qu'avait Carvalho d'éviter l'effusion du sang; car ce n'est pas un paradoxe de soutenir que plus on parvient à élever la crainte du châtiment plus on diminue le nombre des criminels.

Quiconque n'aurait pas craint de s'insurger pour obtenir le retrait d'un édit, n'eut osé le faire en refléchissant qu'il encourait la peine du crime de lèse-majesté.

Ce qui montre que la précaution prise par le ministre fut bonne en soi, c'est qu'elle lui permit de pacifier Porto sans grand'peine et que les chefs du mouvement furent châtiés comme ils méritaient de l'être.

Malheureusement, dès que le calme renaissait d'un côté, de nouvelles complications surgissaient d'un autre, et à peine les affaires de Porto furent-elles arrangées, que le ministre dût s'occuper à réprimer de nouvelles cabales. Le rude châtiment auquel il avait soumis la seconde ville du royaume avait désormais placé

le comte à l'abri de toute entreprise de la part du peuple qui commençait à comprendre que le ministre contre lequel les grands l'ameutaient était plus dévoué à ses intérêts qu'à ceux de la noblesse, puisque tous ses actes avaient pour but d'améliorer son sort, d'encourager son activité et de le mettre à même de vivre largement du fruit de son travail.

Mais les nobles, jaloux de conserver de nombreux privilèges dont quelques-uns avaient besoin d'être réglémentés, les nobles disons-nous, plus soucieux de leur puissance que de celle de la couronne, ne pouvaient pardonner à Carvalho ce libéralisme dont ils ne comprenaient pas la véritable portée, et, tandis que celui-ci cherchait par tous les moyens possibles à faire du Portugal une grande nation, ils ne cessaient eux, de leur côté, d'entraver le mouvement impulsif donné par le ministre.

Au génie de Colbert, celui-ci joignait les grandes vues de Richelieu, il ne rêvait pas l'abaissement de la noblesse, mais il s'opposait de tout son pouvoir à sa trop grande élévation et les plus grands noms du royaume étaient ceux qui lui inspiraient le plus de défiance.

Ce fut, sans doute, dans cette perpétuelle surveillance, qu'il exerçait envers les plus nobles maisons qu'on peut lui reprocher d'avoir parfois cédé à des ressentiments un peu personnels; mais, encore une fois, quand on songe à la haine que lui portaient nombre de puissants personnages, on est bien forcé de reconnaître qu'il lui était difficile de ne pas confondre ses propres antipathies avec le soin jaloux qu'il apportait à maintenir l'autorité du roi son maître, hors de toute atteinte.

Sans jamais s'arrêter devant aucune considération de rang, de fortune ou de position; il ne voyait qu'un coupable dans celui qui blâmait tout acte de son administration revêtu de la sanction royale, et, quand l'occasion se présentait d'éloigner de la cour quiconque cherchait à y former quelqu'intrigue ou à y fomenter quelque levain de discorde, il ne la laissait jamais échapper. Ce fut ainsi qu'il sévit contre don Joseph Galvan de la Cerda, envoyé extraordinaire en France, contre don Juan de Souza Calharis dont il avait surpris une correspondance compromettante, contre don Juan de Bragance, frère du duc de Lafœns,

et contre le marquis de Marialva que des paroles imprudentes lui avaient rendu suspect.

La plupart des gens, qui avaient ainsi encouru la disgrâce du ministre, étaient soutenus par les Jésuites qui, tout puissants en Portugal avant l'entrée de Carvalho aux affaires, avaient vu peu à peu leur influence décheoir, au fur et à mesure que celle du digne conseiller de Joseph Ier grandissait.

Ces pères, en soutenant franchement la politique nationale et la conduite du ministre, eussent pu remplir un rôle digne d'eux et du noble but que celui-ci poursuivait : ils préférèrent se liguer contre lui dans l'espoir de le perdre dans l'esprit du monarque, et ceux du Paraguay ne cessèrent d'entretenir dans ces contrées lointaines des troubles et des dissensions, extrêmement préjudiciables aux intérêts du Portugal.

Ils se flattaient de tourner l'esprit du roi de façon à lui faire considérer les principaux actes de son ministre comme contraires au bien du royaume et cela pouvait leur paraître d'autant plus facile, que, confesseurs du roi et de la reine, chargés de l'éducation de la

famille royale, ils avaient entrée à la cour à toutes heures et pouvaient en profiter pour la réussite de leurs desseins. Mais le roi Joseph Ier était une de ces natures d'élite que l'honnêteté persuade, mais que la ruse trouve inaccessible. Il avait placé sa confiance en son ministre parce qu'il avait reconnu en lui les solides qualités du citoyen probe et dévoué ; il se défia de son confesseur le P. Moreira parce qu'il ne tarda pas à démêler que les paroles dirigées contre Carvalho étaient dictées par le désir d'arriver à obtenir son renvoi.

Jamais peut-être la perspicacité du monarque ne se montra plus ouvertement que dans cette occasion, et jamais non plus, il ne donna de plus grande preuve de son dévouement à son peuple, puisque, sans s'arrêter à aucune considération personnelle, et faisant passer le bien de l'État avant le sien propre, ce prince n'hésita pas à se priver des soins religieux des Jésuites et à ordonner leur renvoi immédiat de Lisbonne, ce qui eut lieu à la fin de 1757 à l'égard de ceux qui se trouvaient à la Cour, en attendant qu'ils fussent tous expulsés du Portugal.

Carvalho ne se contenta pas de renvoyer les Jésuites de la Cour, il voulut que le public sût pourquoi, et en publiant le *Précis exact de la conduite des Jésuites au Paraguay et de leurs intrigues à Lisbonne;* ainsi que nous l'avons dit, il avait eu pour objet de prévenir la colère de Rome, dont il était difficile de prévoir les effets, mais dont on ne pouvait s'empêcher de redouter l'explosion.

Un événement inattendu vint bientôt occuper de nouveau l'attention du ministre, quant à Rome : non-seulement, il n'eut pas besoin de se disculper, mais, de plus, il obtint du pape Benoît XIV, un bref de visite et de réforme pour les Jésuites du Portugal.

N'était-ce pas sanctionner la mesure de rigueur que le roi avait prise contr'eux?

Mais arrivons à l'événement dont nous avons à parler.

Il est de ceux qu'on ne retrace qu'à regret et on a besoin de se dire que l'historien a pour mission de ne rien omettre dans la succession des faits qu'il raconte, pour ne pas ensevelir dans le plus profond oubli le souvenir de cette exécrable action qu'on appelle un régicide!

Oui, il se trouva hélas! en Portugal, sur ce sol lusitanien fécondé par le sang loyal de tant de héros, un gentilhomme, appartenant à l'une des meilleures maisons du Portugal, un cadet de l'illustre maison de Mascarenhas, le duc d'Aveiro, enfin, qui ne craignit pas de se mettre à la tête d'une conjuration ayant pour objet le meurtre de Joseph Ier, coupable de garder auprès de lui un ministre, fidèle observateur de son devoir. L'attentat eut lieu le 3 septembre 1758.

La Providence qui veille sur les jours des rois ne permit pas que cet abominable projet réussit. Le duc d'Aveiro qui avait eu le triste honneur de tirer le premier, un coup de carabine sur son roi, le manqua et les autres conjurés n'arrivèrent qu'à le blesser, grâce au dévouement de Pedro Teixeira qui couvrit son maître de son corps, et le roi, échappé comme par miracle aux balles de ses lâches assassins, put charger Carvalho du soin de punir les coupables, sûr que pas un n'échapperait à sa vigilance.

Or, la persévérance, l'habileté, la fermeté que le ministre déploya dans l'accomplissement

de cette tâche furent au-dessus de tout éloge et le placèrent encore plus haut dans l'estime de son roi.

Les conjurés étaient au nombre de cent cinquante. Le duc d'Aveiro afin de cacher, ou tout au moins de dissimuler autant que possible l'horreur de son crime, avait eu le soin de masquer son entreprise d'un prétexte. La jeune marquise de Tavora était alors la maîtresse du roi, ou du moins passait pour telle ; le duc d'Aveiro exploita habilement l'irritation que les membres de la maison de Tavora ressentaient à ce sujet et la haine qu'ils nourrissaient contre Joseph Ier et ce fut, soit disant pour venger l'offense faite à cette famille, que le mari de la marquise et le duc se mirent en quête de complices destinés à les aider à tirer vengeance de la tache imprimée au nom des Tavora.

Mais dès qu'on sut que le roi n'était que blessé, les conspirateurs changèrent de rôle, et ce fut à qui s'offrirait pour se mettre à la recherche des coupables, que personne n'avait pu reconnaître ni désigner, et parmi les plus empressés à solliciter l'honneur de courir sus

aux assassins se distinguait le duc d'Aveiro!

Pendant six mois durant, l'affaire en resta là et les coupables, qui jusqu'alors, avaient pu éviter d'éveiller les soupçons de la justice, purent croire qu'ils étaient hors de danger.

Ils se trompaient : Carvalho veillait.

Le ministre avait secrètement fait recueillir toutes les informations possibles, et bientôt il acquit la conviction que le duc d'Aveiro et le marquis de Tavora avaient été les principaux instigateurs et acteurs du complot; mais il ne fit rien paraître de cette découverte, qu'il dût, dit-on, à la révélation d'un domestique que le hasard avait rendu témoin d'un entretien entre les conjurés, et il voulut, au préalable, que tous ceux qui avaient trempé dans cette horrible conspiration lui fussent connus. Grâce au plan d'inquisition secrète qu'il établit, à la politique fine et adroite dont il couvrit sa vigilance, il parvint, non sans peine et sans effort, à envelopper comme dans les mailles serrées d'un invisible réseau, les lâches acteurs du terrible drame qui avait failli coûter la vie au grand roi dont le Portugal vénère le souvenir.

Mais dès que Carvalho n'eut plus rien à

apprendre, dès qu'il eut acquis la certitude que ses actives recherches avaient été couronnées d'un plein succès, il se hâta de frapper un grand coup, et, profitant du moment où des fêtes brillantes étaient données à Lisbonne à l'occasion du mariage de sa fille avec le fils du comte de Sampayo, il ordonna l'arrestation des coupables.

Le 4 janvier 1759, parut le décret qui instituait, sous le titre de *Inconfidencia*, un tribunal spécial composé de deux présidents honoraires, de deux secrétaires d'État, de deux membres simples et de sept juges appartenant aux divers tribunaux établis ; le procureur de la couronne faisant office de fiscal complétait cette haute cour.

Le tribunal constitué, il s'agissait de savoir quel jugement pourrait être prononcé. Disons, à l'éternel honneur du peuple portugais, qu'un attentat contre la vie du roi semblait un crime, tellement en dehors de toute prévision, que le Code portugais ne renfermait aucune disposition à son égard; on fut obligé d'invoquer une ancienne loi rendue à cette occasion par Philippe II, et qui, sans rien préciser, disait

seulement que la peine à appliquer en une pareille circonstance devait être cruelle.

On a reproché à Carvalho d'avoir interprété le texte de cette loi trop à la lettre.

De pareils crimes appellent toute la sévérité de la justice, et de terribles châtiments doivent, en terrifiant les coupables, en prévenir à jamais le retour. Cela soit dit sans excuser des supplices que l'état de nos mœurs ne saurait admettre et repousse d'une façon absolue.

Le duc d'Aveiro eut les membres brisés sur la croix d'Aspa, ainsi que le vieux marquis de Tavora; la femme de celui-ci, dona Éléonor de Tavora, eut la tête tranchée, ses fils et son gendre furent étranglés, puis assommés avec la massue de fer, un autre, Alvarez Ferreira, qui avait tiré, fut condamné au feu. Un bûcher fut allumé et les corps de tous les suppliciés y furent jetés, leurs cendres furent enfin ramassées et jetées à la mer par la main du bourreau.

Terminons au plus vite le récit de ces horribles faits.

Après l'exécution de ces grands criminels, le ministre redoubla de zèle pour atteindre tous

ceux qui, sans avoir pris les armes, n'avaient pas moins coopéré à la perpétration du crime d'une façon quelconque, et, en première ligne, il fallait compter les Jésuites. Le tribunal de l'*Inconfidencia* reconnut, par dix articles de son arrêt, la participation de plusieurs religieux de cet ordre au crime de trahison. On procéda contre ceux qui avaient été attachés à la maison du duc d'Aveiro et à celle du marquis de Tavora, plusieurs furent jetés en prison, et trois d'entr'eux, les pères Jean-Alexandre, Jean de Matos et Gabriel Malagrida, furent livrés au tribunal du Saint-Office, Malagrida fut mis à mort par sentence de l'Inquisition.

Certes, nous le reconnaissons, Carvalho déploya, pour la punition des coupables, une grande sévérité, et aucun de ceux qui furent convaincus d'avoir pris part à la conspiration ne trouva grâce devant son inexorable fermeté. Beaucoup de ces malheureux payèrent de leur vie cette criminelle tentative, et cela donna beau jeu aux ennemis du ministre, mais, tout en plaignant ceux qui furent atteints par le glaive des lois, on ne peut nier que ce fut, à partir de cette époque, que la noblesse

hautaine, qui jusqu'alors avait paru vouloir s'affranchir de toute soumission envers la couronne, modéra considérablement sa morgue et son arrogance, et qu'elle montra plus d'égards pour la volonté royale et plus de circonspection envers le ministre, qui tenait haut et ferme le timon des affaires. Sa conduite, pleine de dignité et de grandeur, augmenta encore la confiance et l'estime que le roi lui témoignait, et les gens qui l'accusaient tout bas d'avoir profité des événements pour satisfaire certaines inimitiés personnelles ne pouvaient s'empêcher de lui savoir gré d'avoir, par des exécutions rendues nécessaires, assuré désormais la tranquillité du pays mis en péril par les actes coupables de quelques ambitieux personnages. D'ailleurs si, ce qui ne fut jamais prouvé suffisamment, il avait été établi que Carvalho eut employé les formes judiciaires pour frapper plus surement quelques-uns de ses ennemis, ne serait-on pas autorisé à dire que les ennemis du ministre étaient les ennemis de Joseph Ier et que quiconque cherchait à renverser la puissance d'un ministre, qui ne s'en servit jamais que pour assurer le bonheur de son pays,

était aussi coupable que ceux qui osèrent se liguer pour attenter à la vie du souverain?

Encore une fois, nous ne nous faisons pas l'apologiste des vertus de Pombal, mais nous soutenons hardiment que l'approbation du roi n'ayant fait défaut à aucun des actes qu'il fit en son nom, tous ceux qui étaient contre lui étaient par le fait contre l'autorité royale.

Ce qui prouve que l'approbation du roi ne manqua pas à Carvalho, c'est que, pour le récompenser du zèle intelligent qu'il avait apporté dans l'affaire de la conspiration, et de la façon habile dont il s'y était pris pour atteindre tous les coupables, Joseph Ier le créa comte d'Oeyras, nom d'un petit domaine que Carvalho possédait et qui fut, à cette occasion, érigé en comté, et lui donna en outre la terre de Pombal et une commanderie de 4500 cruzades; mais ces faveurs ne changèrent rien à la simplicité du ministre qui continua à vivre comme eût pu le faire le premier particulier, à l'exception de l'usage qu'il adopta, après l'exécution des assassins du roi, de ne paraître en public qu'escorté d'une troupe à cheval, destinée, non à lui former un appareil pompeux,

mais à préserver sa personne de toute attaque ou au moins de toute offense.

La condamnation du Jésuite Malagrida avait porté un coup funeste à l'ordre, mais le comte d'Oeyras qui connaissait les immenses ressources dont les pères disposaient, dirigea tous ses efforts vers un seul but celui de leur proscription non seulement du Portugal, mais encore des autres cours catholiques.

Ce fut une véritable guerre qu'il eut à soutenir, la Cour de Rome n'avait pu voir sans déplaisir les pères éloignés de Lisbonne sur la demande de Carvalho et elle se mit en devoir d'user de tous les moyens qui étaient en son pouvoir, pour s'opposer au bannissement sollicité; néanmoins, ses efforts furent superflus. Mais, laissons pour un moment de côté cette question des Jésuites qui se termina d'ailleurs à l'entière satisfaction de Carvalho puisque, grâce à la persévérance qu'il mit à éclairer la Cour de Rome sur la fâcheuse influence qu'ils exerçaient et, grâce surtout au courant des idées philosophiques qui étaient alors dans toute leur florescence, le Saint Père, rompant enfin les liens dont ils avaient chargé la papauté

elle même, les abolit comme inutiles et comme funestes le 21 juillet 1773.

Il est temps d'examiner les principaux actes de l'administration du sage ministre touchant d'autres points.

L'un de ceux qui lui fit le plus d'honneur, fut la satisfaction donnée publiquement par la cour de Londres à celle de Lisbonne en 1760, pour une insulte faite à son autorité l'année précédente. La flotte anglaise, commandée par l'amiral Boscawen, avait surpris et brûlé sur la côte de Lagos quelques vaisseaux français aux ordres de M. de la Clue; le comte d'Oeyras s'était plaint hautement de cette violation du droit des gens et avec cette fermeté qui prend sa source dans le sentiment de la dignité du pays, le ministre avait mis en demeure le gouvernement anglais d'avoir à donner réparation au roi son maître.

Après quelques pourparlers, le cabinet anglais, frappé de l'attitude digne et fière de celui de Lisbonne, consentit à la réparation qui lui était demandée. Lord Kinoul, pair d'Écosse, envoyé par la Grande Bretagne en qualité d'ambassadeur extraordinaire, vint demander

au roi Joseph Ier une audience solennelle qui lui fut accordée, dans laquelle il excusa de son mieux l'action blâmable des Anglais.

Cet événement politique fit le plus grand honneur au comte, et ses ennemis les plus acharnés lui en surent gré.

On voit que Carvalho, chargé des intérêts moraux et matériels de l'État savait faire respecter les uns, quant aux autres, ils étaient en bonnes mains. Car, si l'on veut savoir à quel résultat était arrivé l'administration du ministre au bout des cinq années qui s'étaient écoulées depuis la catastrophe du tremblement de terre, on n'a qu'à se reporter à l'extrait de cette lettre qui fut publiée, en 1761, à l'occasion de certaines attaques émanant de l'étranger :

« On débite, dans un certain pays, bien des faussetés contre notre gouvernement, mais dont on connaît les auteurs et les motifs. Quelques négociants jaloux de nos succès s'attachent à nous calomnier auprès des autres nations et à discréditer notre commerce. Depuis le tremblement de terre de 1755, on n'a cessé de répandre du bruit désavantageux à ce royaume. Tantôt on a dit que nous avions

été engloutis par de nouvelles secousses, tantôt qu'une peste dévorante avait moissonné un tiers de nos concitoyens et qu'aucun bâtiment ne pouvait sans danger s'approcher de nos ports; tantôt enfin que la zizanie, les divisions les plus funestes règnaient entre tous les ordres de l'État et faisaient de chacune de nos villes un siège de discorde. On ne pouvait rien imaginer qui fut plus contraire à la vérité. Nous jouissons depuis deux ans d'une paix profonde, et tous nos troubles ont disparu avec les odieux complices de l'exécrable attentat de 1758. Une preuve sans réplique de l'esprit d'union et de concorde qui anime aujourd'hui la nation, c'est que les coffres du roi sont remplis et que sa Majesté a pris des mesures sûres pour acquitter les dettes contractées sous le gouvernement précédent en liquidant les billets d'État connus sous le nom de papiers des Almazems, billets qui se montent à des sommes immenses ».

Les coffres du roi sont remplis! que n'avait-il pas fallu de sage prévoyance, d'habile économie, de savantes combinaisons pour en arriver à ce prodigieux résultat.

Oui, on ne saurait trop le dire, et répéter avec Balbi en parlant de Carvalho :

« Sans finances, sans crédit, sans commerce, sans industrie, sans armée de terre et de mer, sans considération chez l'étranger, luttant contre les éléments qui paralysaient les mesures les plus sagement combinées pour remonter la machine désorganisée de l'Etat, ce grand homme parvint à créer des finances, à redonner le crédit au gouvernement, à étendre considérablement le commerce et la navigation, à rendre florissantes les pêcheries de l'Algarve, à établir un grand nombre de fabriques et de manufactures, à encourager la littérature et les sciences par la restauration de l'université de Coïmbre et par la création de plusieurs établissements d'instruction publique, à réorganiser l'armée de terre, à construire de nouvelles forteresses, à restaurer les anciennes, à créer une flotte respectable, à redonner au Portugal la considération dont il avait joui autrefois chez l'étranger et à faire renaître des ruines de Lisbonne une ville superbe, plus grande et plus peuplée que l'ancienne ».

Oui, c'est là ce que fit celui qui, nous l'avons dit, mérita le nom de Colbert portugais; ce sont ces différents bienfaits dont nous avons à tracer l'historique.

Mais ce fut au moment où il s'occupait activement de cette réorganisation intérieure, objet de tous ses soins, peu de temps après que les Jésuites impliqués dans l'attentat contre le roi avaient été expulsés du Portugal, que de nouvelles préoccupations politiques surgirent; cette fois, il ne s'agissait plus de réprimer de criminelles tentatives, de débarrasser le pays d'ennemis déclarés, de faire face à toutes les éventualités administratives.

Un souci d'un autre ordre allait absorber l'attention de Pombal.

La peste avait visité le Portugal, un affreux tremblement de terre l'avait éprouvé: c'était maintenant la guerre qui était à ses portes.

CHAPITRE IV

LE PACTE DE FAMILLE
GUERRE CONTRE L'ESPAGNE ET LA FRANCE
RÉORGANISATION MILITAIRE ET MARITIME
ADMINISTRATION INTÉRIEURE — COLLÉGE DES NOBLES
ÉCOLES. — LIBERTÉ DE NAVIGATION
NOUVEL ÉDIT CONTRE LES JÉSUITES — LE NOUVEAU MONDE
MESURES CONCERNANT L'AGRICULTURE

CHAPITRE IV.

LE PACTE DE FAMILLE. — GUERRE CONTRE L'ESPAGNE ET LA FRANCE. — RÉORGANISATION MILITAIRE ET MARITIME. — ADMINISTRATION INTÉRIEURE. — COLLÉGE DES NOBLES. — ÉCOLES. LIBERTÉ DE NAVIGATION. — NOUVEL ÉDIT CONTRE LES JÉSUITES. LE NOUVEAU MONDE. — MESURES CONCERNANT L'AGRICULTURE.

Le 16 août 1761 fut, on le sait, signé à Paris, un traité célèbre intervenu entre le roi de France Louis XV, le roi d'Espagne Charles III, le roi des Deux-Siciles Ferdinand, et l'infant duc de Parme. En vertu de ce traité, connu sous le nom de *pacte de famille*, l'Espagne se déclarait l'alliée de la France et, joignant ses forces aux siennes, s'apprêtait à entrer en guerre contre l'Angleterre. Au préalable Charles III écrivit au roi de Portugal, qu'il ne prétendait pas faire valoir ses droits sur la couronne de Portugal, ni porter atteinte à la bonne intelligence qui règnait entre les deux cours, mais que néanmoins, étant obligé de prendre les armes

contre l'Angleterre, il ne pouvait se dispenser de demander à Joseph Ier qu'il n'ouvrît pas ses ports aux Anglais, et que, s'il ne disposait pas de forces suffisantes pour en fermer l'entrée, il était tout prêt à lui en fournir.

En d'autres termes, c'était un traité d'alliance offensive que l'Espagne offrait au Portugal, à la condition que ce serait cette dernière puissance qui servirait de théâtre de la guerre, de telle façon, qu'en cas de succès comme d'échec, c'était le Portugal qui devait se trouver ruiné et anéanti.

Le premier mouvement du roi, mis de la sorte en demeure d'entrer dans une querelle à laquelle il devait rester étranger, fut de refuser une ligue qui ne lui apportait aucun avantage. Le comte d'Oeyras avait un moment hésité à se ranger de cet avis en songeant que pour repousser les armées de France et d'Espagne, le Portugal ne disposait que de quelques milliers d'hommes dont l'équipement et l'armement laissaient beaucoup à désirer.

Or, cet état de choses pouvait bien être de quelque considération dans l'esprit du minis-

tre, mais Pombal n'était pas homme à rester longtemps irrésolu; il répondit aux ambassadeurs des deux puissances alliées, M. O. Dunne qui représentait la France et M. Torrero qui représentait l'Espagne, que le roi son maître, vendrait, s'il le fallait, les tuiles de son palais plutôt que de subir dès conditions aussi humiliantes que celles qu'on lui proposait.

Cette fière réponse ,dictée à Pombal par un sentiment de haute dignité, fit l'admiration de ses concitoyens, mais elle plut médiocrement aux deux ambassadeurs qui s'en retournèrent fort peu satisfaits du résultat de leur négociation et ne comprenant guère que le Portugal, malheureusement placé dans une situation qui ne lui permettait pas de lutter contre deux puissances de premier ordre, osa se mettre si cavalièrement en hostilité avec elles.

Certes, le Portugal jouait gros jeu, mais les offres faites par les représentants de la France et de l'Espagne avaient été formulées sur un ton d'intimidation tel qu'elles ressemblaient plutôt à une injonction qu'à une proposition d'alliance et elles avaient profondément blessé la fibre nationale du ministre.

Sa réponse, c'était la guerre, il fallait s'y préparer.

Réduit à ses propres forces, le Portugal ne pouvait espérer avoir l'avantage des armes. Malgré son peu de sympathie pour l'Angleterre, Pombal comprit que c'était à elle qu'incombait le devoir de le soutenir. L'ambassadeur anglais lord Tirawley lui avait promis un corps de troupes suffisant pour résister à l'agression des deux puissances alliées, et une escadre pour garder les côtes du Portugal s'il voulait engager le roi à refuser toutes les propositions qui pourraient lui être faites par elles.

Le comte fort de cet appui ne perdit pas de temps et ce fut, dans cette circonstance, qu'il montra comment il savait faire face aux événements les plus imprévus : il improvisa une armée.

Depuis la paix d'Utrecht, tout ce qui avait rapport aux choses de l'armée avait été singulièrement laissé à l'abandon. L'esprit militaire était éteint; il n'y avait plus de discipline parmi les soldats, et les officiers, sans éducation , se recrutaient dans les basses

classes de la société, les nobles dédaignant de prendre du service.

On a fait un grand crime à Pombal de cet état de choses et tout semble indiquer que s'il n'avait pas donné à cette branche de sa vaste administration le même soin qu'aux autres, c'est qu'il avait pensé, peut-être avec quelque raison, qu'il fallait d'abord, à la suite de la terrible catastrophe du tremblement de terre, réorganiser tout ce qui était nécessaire à la vie, au commerce, à l'industrie en assurant la production, en favorisant le travail, sauf à penser plus tard à l'armée. Car si dans un pays riche, en pleine prospérité, pouvant en raison même de cette prospérité exciter l'envie des puissances voisines, une armée forte, aguerrie, bien disciplinée est indispensable, en est-il de même d'un territoire ruiné par une calamité soudaine, et à peine sauvé d'une destruction totale?

Était-il permis de supposer qu'une puissance quelconque profiterait de son état d'impuissance forcée pour tomber à l'improviste sur le Portugal et le conquérir?

Évidemment non, et on a vu que, selon

toutes les lois sociales, les rois voisins s'étaient empressés de venir au secours du Portugal, afin de lui permettre de se reconstituer.

Et quand six ans plus tard, l'Espagne et la France, poursuivant un but secret, frappèrent aux portes du Portugal pour atteindre l'Angleterre, elles trouvèrent une résistance qu'elles étaient loin de soupçonner. En effet, dès que le comte d'Oeyras eut été averti que l'Espagne travaillait à des armements considérables, quand il la vit lever une armée formidable, il ne balança pas à mettre le pays en état de défense et, comprenant bien qu'il lui était mathématiquement impossible de trouver sur le sol lusitain les éléments suffisants, il s'adressa à son alliée l'Angleterre, et celle-ci lui envoya huit mille soldats et le comte de Schauenbourg Lippe Buckebourg pour prendre le commandement des forces réunies.

Le comte de Lippe dont le souvenir est encore très vivace en Portugal, était un homme de guerre d'une valeur éprouvée; il avait commandé avec distinction pendant les campagnes du Hanovre, l'artillerie de l'armée du prince Ferdinand de Brunswick.

Il avait appris la guerre à l'école de Frédéric II et dans les grandes luttes de l'Europe centrale.

C'était bien l'homme qu'il fallait dans les circonstances présentes, et en le choisissant pour le mettre à la tête des troupes portugaises, Pombal avait donné une fois de plus la mesure de son intelligente habileté.

Nous avons dit que l'armée était loin d'offrir un chiffre d'hommes suffisant pour opposer une défense sérieuse aux forces combinées de l'Espagne et de la France.

Elle se composait de neuf à dix mille portugais et de huit mille anglais et irlandais recrutés un peu partout par les soins de M. Pinto, chargé d'affaires du Portugal à Londres.

L'Espagne, elle, envoyait quarante mille hommes commandés par le marquis de Sarria et dont les chefs avaient, pour la plupart, fait les campagnes d'Italie; de plus ils étaient soutenus par un corps auxiliaire de douze bataillons français à la tête desquels se trouvait placé le prince de Beauvau.

Qui n'eût prédit, à la vue d'une semblable

disproportion, une fatale issue à la lutte acceptée par le Portugal?

Il n'en fut rien.

Le comte de Lippe jugea d'un coup d'œil la situation et manœuvra en conséquence.

Une bataille en rase campagne, c'était la défaite sûre.

Il se garda bien de la chercher, il fit plus, il essaya de la rendre impossible, et y réussit en courant de suite à la défense des frontières menacées et en organisant une guerre de résistance. Pour cela il suivit un plan excellent qui consistait à harceler continuellement les Espagnols en s'armant contre eux de toutes les difficultés matérielles que lui offrait la disposition du territoire.

Naturellement, les ennemis de Pombal ne manquèrent pas, dans cette occasion, de critiquer le système choisi par le comte de Lippe et en le condamnant, d'en faire remonter l'instigation au ministre, mais celui-ci, confiant dans le calcul du comte de Lippe, se contentait de l'approuver et de le seconder de tout son pouvoir.

Aussi vit-on bientôt ce dernier, non seule-

ment contenir les Espagnols, mais les repousser, grâce à une campagne de marches et de positions que lui facilitaient le patriotisme des paysans et les profonds accidents de terrain qui hérissent tout le pays entre le Duero et le Tage.

Les Espagnols croyaient bien arriver jusqu'à Lisbonne, mais leur espoir fut déçu.

Leurs troupes entrées en Portugal du côté du nord-est par Terra de Campos mirent le siége devant Miranda dont la défense menaçait d'être durable si un magasin à poudre n'était venu à sauter et ayant renversé les fortifications, les Espagnols purent entrer dans la place. Bientôt Bragance, Outeiro, Chaves, Freixel tombèrent en leur pouvoir ainsi qu'Almeïda, après toutefois une capitulation des plus honorables ; la province de Tras-os-Montes allait être presqu'entièrement conquise, lorsque le comte de Lippe chargea le comte Hamilton d'enlever le camp du général espagnol Alvarès, et le succès de cette attaque, joint au manque de munitions qui commençait à se faire sentir dans l'armée espagnole, obligea le marquis de Sarria à se replier sur

Alcantara et bientôt il reprit le chemin de la Castille pour y passer l'hiver: peu de temps après des préliminaires de paix mirent fin à cette guerre fâcheuse.

Le comte d'Oeyras, qui s'était laissé surprendre par les événements, ne voulut pas s'exposer dans l'avenir à se trouver de nouveau pris au dépourvu et il confia au comte de Lippe le soin d'organiser l'état de défense du Portugal.

Ce fut alors que ce *grand comte*, comme on appelait le général dans le pays, forma vingt quatre régiments d'infanterie, douze de cavalerie et quatre d'artillerie sur le pied des troupes prussiennes.

Pombal, il faut bien le reconnaître, avait la guerre en mince estime ; il la considérait comme une nécessité fâcheuse à laquelle il faut mettre fin aussitôt que le moment opportun est venu.

Homme à larges pensées, il avait d'autres idées touchant la grandeur et la prospérité d'un peuple, et novateur hardi, il préparait silencieusement et avec une persévérance qui ne lui fit jamais défaut le Portugal de l'avenir.

L'un des premiers, il avait compris que le

rôle de la puissance maritime d'autrefois était fini, que la nation chevaleresque des temps passés avait une place nouvelle à prendre en Europe et tous ses efforts étaient combinés pour la pousser sans cesse dans cette voie féconde du progrès par le commerce, l'industrie et le travail.

Aussi, la guerre avec l'Espagne terminée, il s'empressa de reprendre avec une activité dévorante la tâche ardue qu'il avait commencée et que cet événement était venu soudain interrompre.

Mais d'abord, secondant le comte de Lippe du mieux qu'il put, il augmenta l'armée, ainsi qu'on l'a vu, et la discipline, qui jusqu'alors avait été fort négligée, fut strictement imposée et observée.

Puis de l'armée de terre, Pombal passa à celle de mer et appelant en Portugal les meilleurs constructeurs de l'Europe, il leur donna des ordres pour qu'une flotte mit désormais le pays à l'abri de toute éventualité. Au moment où le ministre prit cette sage détermination la marine royale composée, après la terrible bourrasque qui fit perdre 180 navires portu-

gais, de 5 à 6 vaisseaux délabrés et de 7 à 8 frégates en fort mauvais état, en était réduite à laisser les corsaires de Tripoli et d'Alger enlever impunément des navires, et cet état de choses avait attiré de graves reproches au comte d'Oeyras, dont on ne cessait d'entraver l'action quand il avait le dessein de prendre des mesures utiles, mais qu'on rendait généralement responsable de tout ce qui était matière à critique ou à blâme.

Le comte n'avait pas été sans regretter plus d'une fois l'insuffisance ou plutôt le manque presque absolu de vaisseaux, mais comme il sentait bien que ce n'était pas avec quelques bâtiments qu'il parviendrait à rétablir une marine, il attendait qu'il fut en mesure de pouvoir la reconstituer complètement.

L'occasion venue, il ne la laissa pas échapper, et ce fut trente vaisseaux de ligne qu'il résolut de créer à l'effet de protéger le commerce en même temps que le pays. Trois cents Anglaïs travaillèrent à la construction de cette importante flotte, avec le concours d'autres ouvriers tirés de la Suède, de la Hollande, du Danemark et de la France.

En peu de temps une marine se forma donc comme par enchantement puisque, en 1766, elle se composait déjà de douze vaisseaux de ligne de 58 à 80 canons, de 14 frégates de 24 à 48 canons et d'un nombre assez considérable de bâtiments légers. Malheureusement, ces événements politiques qui survinrent plus tard et amenèrent la retraite soudaine du ministre ne permirent pas l'achèvement du plan qu'il avait conçu. Mais n'anticipons pas sur ces événements fâcheux et achevons de retracer ceux qui signalèrent la période qui s'écoula entre l'année où fut signée la paix avec l'Espagne et celle de la mort de Joseph; période féconde en créations utiles et en améliorations de toute sorte qui furent introduites dans toutes les branches de l'administration publique.

Après la réorganisation militaire et maritime, vint celle de la justice: les tribunaux étaient alors composés de juges fort accessibles à la corruption et dont la balance s'inclinait d'ordinaire, non du côté du droit et de l'innocence, mais vers celui de l'or; la justice était non rendue, mais vendue au plus offrant, et parmi les magistrats iniques, il en était un

dont les violences et les exactions n'avaient pas de bornes; son nom était l'objet d'une réprobation générale.

Le comte d'Oeyras voulut, par un exemple éclatant, couper le mal dans sa racine: il fit ignominieusement destituer ce magistrat indigne en plein conseil, et dépouiller des marques de sa dignité. Plusieurs autres juges ayant été signalés et convaincus d'avoir également trafiqué de la justice, furent punis de la même façon, à la grande satisfaction des honnêtes gens.

Quelques autres actes de sévérité répressive furent dirigés contre des gens coupables de malversation, de mauvaise gestion, de trahison et jetèrent l'effroi parmi tous les fonctionnaires et les employés de l'État dont la conscience n'était pas à l'abri de tout reproche; on eut dit que le ministre avait pris à tâche de ne laisser aucun méfait impuni. Certes, on peut lui reprocher d'avoir souvent usé, pour connaître la vérité, de moyens violents, et de s'être servi d'une police tracassière, ne mettant pas toujours dans l'accomplissement de ses mandats, les formes désirables; mais il

ne faut pas l'oublier, la corruption s'étendait alors dans tous les rangs de la société; la licence et le désordre étaient grands et il fallait trancher dans le vif pour en arrêter les progrès incessants. Aussi tous les gens intéressés à ce qu'on ne fouilla pas dans la conduite des coupables, jetaient-ils feu et flamme; les gazettes de l'Europe se faisaient les échos de leurs récriminations, habilement colportées et exploitées par les Jésuites qui n'attendaient dans l'ombre que le moment de reparaître.

Les libelles pleuvaient; on y lisait :

« Que le terrible tribunal de l'Inconfidence jetait tant d'effroi dans les esprits que personne n'osaitplus ouvrir la bouche, ni presque se montrer.

« Les habitants de Lisbonne vivaient solitaires dans leurs maisons, livrés à des alarmes, à des soupçons continuels et craignant d'avoir entr'eux la moindre communication, en sorte que cette ville infortunée paraissait bien moins être la capitale d'un grand empire qu'une retraite de sauvages épouvantés, sans cesse renfermés dans leurs cabanes. L'humanité, la bienveillance, toutes

les affections sociales étaient presque éteintes dans tous les cœurs. »

Ce sombre tableau eut suffi pour donner une bien triste idée du gouvernement du Portugal, si de tous côtés les preuves du contraire n'étaient apparues pour montrer l'absurdité de ces calomnies invraisemblables.

Au reste, celui contre qui elles étaient spécialement dirigées, laissait dire, sans nullement s'en préoccuper, toutes les sottises qu'on débitait à l'étranger contre son ministère, et ne s'appliquait qu'à suivre tranquillement son chemin, laissant aux résultats obtenus le soin d'expliquer ses actes.

Ce fut ainsi qu'il sévit contre le comte d'Ega, vice-roi des Indes, accusé d'avoir malversé dans son gouvernement. A peine le vaisseau qui le ramenait fut-il entré dans le port de Lisbonne qu'un détachement de soldats montant à bord s'empara de sa personne et le conduisit dans une prison d'Etat, après qu'il eut rendu à un officier son épée et son bâton de commandement.

Cette mesure de rigueur, prise contre un personnage de ce rang, montre une fois de

plus que, fidèle à ses principes, il ne s'inquiétait en aucune façon de la qualité des coupables, quand il jugeait à propos de punir.

Les mémoires du temps prétendent que le comte d'Ega était innocent du crime qu'on lui imputait et qu'il se justifia plus tard. Cela est fort possible, et, bien que Pombal ne fut pas homme à ordonner légèrement l'arrestation et l'incarcération d'un vice-roi, il est possible qu'il ait été trompé lui-même par de faux rapports ou des témoignages suspects; mais, dans tous les pays du monde et chez les nations les plus éclairées, il arrive tous les jours que la justice s'empare d'un homme présumé coupable, quitte à le renvoyer des fins de la poursuite lorsqu'elle reconnaît qu'il est innocent.

Mais, encore une fois, l'innocence du comte ne fut proclamée qu'après la mort du roi et la chute de Pombal: on ne peut donc véritablement savoir si ce prince ou son ministre n'avait pas eu à se plaindre de l'administration du vice-roi.

En 1764, le comte d'Oeyras fut frappé par

une attaque d'apoplexie et l'on craignit que la mort ne vint le surprendre au moment où il avait encore tant à faire pour le bien de son pays, ce ne fut heureusement, qu'une crainte passagère. Il recouvra promptement la santé et se remit à l'œuvre avec l'énergie qui lui était particulière.

Cette année 1764 fut une mauvaise année; au mois de novembre de la précédente, la famille royale avait failli périr sur le Tage dans une traversée qu'elle faisait de Belem à Villa-Viciosa.

Des inondations terribles avaient eu lieu peu de temps après le rétablissement du ministre; une nouvelle secousse de tremblement de terre avait été si violente qu'on crut à une nouvelle série des désastres de 1755; etenfin, le 27 décembre, le feu avait pris à la Douane et détruit pour environ 5 millions de cruzades de marchandises.

Une grande misère succéda à ces événements et le nombre des voleurs s'accrut de telle sorte qu'ils devinrent un véritable fléau; ce fut afin de remédier aux attaques qu'ils commettaient chaque jour que le comte d'Oeyras

institua une garde civique. Chaque boutiquier et chaque propriétaire d'une maison devait passer une nuit chaque mois en compagnie de ses collègues, à faire des rondes dans la ville, à l'effet d'arrêter les voleurs. On était libre de se refuser à faire ce service à la condition, soit de fournir un homme, soit de payer une somme déterminée pour l'entretien de ce guet qui rendit des services réels, mais cependant, fut inhabile à intimider les mauvais sujets dont la ville était infestée, puisqu'il devint nécessaire de rendre l'édit du 24 octobre 1764 qui déclarait « criminel de lèse majesté au second chef, quiconque résisterait avec armes aux officiers de Justice, même quand il n'y aurait eu aucun coup de donné ».

Cette loi, à l'exécution de laquelle veilla le comte d'Oeyras, eut un excellent résultat; nombre de larrons furent capturés et peu à peu la sécurité publique reparut.

Après avoir sévi contre les voleurs de Lisbonne, le ministre jugea à propos de sévir contre les autres voleurs non de grands chemins, mais de grande mer qui pullulaient sur les côtes portugaises; depuis longtemps

les états d'Alger étaient devenus le repaire de pirates audacieux qui ravageaient tout le pays maritime, enlevant les habitants qu'ils conduisaient en esclavage.

L'Algarve surtout était particulièrement désolée par ces audacieux corsaires dont les pirateries s'augmentaient par l'impunité.

Le comte d'Oeyras parvint à mettre le Portugal à l'abri de leurs insultes; des vaisseaux portugais armés en course éloignèrent bientôt les corsaires et les bâtiments purent désormais naviguer librement, sans crainte d'être capturés.

On sait avec quelle rapidité avait eu lieu la formation des régiments créés en toute hâte, afin de pouvoir opposer à l'Espagne une force raisonnable; naturellement, on avait été obligé de prendre tous les hommes de bonne volonté qu'on avait rencontrés et, dans le nombre, il s'en était trouvé qui eussent été mieux placés dans des bandes de brigands, que dans les rangs d'une armée civilisée.

C'étaient des gens de sac et de corde qui, bannis de leur nation, n'avaient qu'un désir, celui de faire fortune à la solde d'une autre,

en commettant tous les excès que peut jusqu'à un certain point autoriser la guerre.

Des officiers mêmes, recrutés on ne sait où, n'avaient pas craint, dans le régiment royal étranger, de se livrer aux faits de rapine les plus scandaleux en s'appropriant les sommes destinées à la solde de leurs troupes qu'ils licenciaient de leur autorité privée pour n'avoir pas à les payer.

Le comte d'Oeyras, instruit de ces faits regrettables, voulut donner un exemple salutaire à ceux qui seraient tentés de les imiter: il fit assembler ce régiment en ordre de bataille sur une des places de Lisbonne, et, après l'avoir fait environner par plusieurs bataillons de nationaux on en désarma tous les officiers et soldats.

Une instruction fut suivie contr'eux à l'issue de laquelle les officiers furent dégradés, et les soldats cassés et bannis du Portugal sous peine de mort. Le colonel fut pendu, seul, le lieutenant-colonel fut reconnu non coupable.

Chaque jour semblait amener quelque nouvelle réforme à accomplir, quelqu'abus à réprimer, et le ministre, parant à toutes les

éventualités, répondant à tous les besoins du peuple, prévoyant les moindres désirs du roi avec lequel il ne cessait d'être en parfait accord trouvait encore le temps de méditer le plan de certaines grandes entreprises et de doter son pays de fondations aussi utiles que remarquables.

Ce fut ainsi qu'en 1766, on le vit inaugurer en grande pompe l'ouverture du collége royal des nobles dont il s'occupait avec ardeur depuis l'expulsion des Jésuites, jusqu'alors chargés de l'éducation des enfants nobles; le programme de l'éducation qu'il se proposa d'y faire faire était des plus complets: il embrassait les lettres, les sciences et les beaux-arts. Des professeurs émérites, choisis avec discernement parmi ceux dont la réputation était solidement établie à l'étranger, furent chargés d'y enseigner tout ce qu'il était nécessaire qu'un gentilhomme sut pour tenir dignement dans le monde la place que lui assignait sa naissance et sa fortune.

Tout le monde applaudit à la fondation de cette institution dont chacun appréciait l'importance et le mérite, elle fut bientôt suivie

d'une autre qui forme un des plus beaux titres de gloire du comte d'Oeyras, ce fut celle d'écoles pour les enfants pauvres.

C'était une pensée digne d'un grand cœur et le roi Joseph, dont l'âme généreuse compatissait à toutes les infortunes, approuva sans réserve l'établissement d'écoles publiques où pendant huit années, les enfants des artisans et des pauvres gens recevaient les bienfaits de l'instruction et apprenaient un métier qui les mettait en état de gagner leur vie.

Le digne ministre, en créant des écoles élémentaires et professionnelles au profit des enfants du peuple, n'avait qu'un désir, celui que pas une ville, pas un village, ne manquât de professeurs pour instruire la jeunesse; il pensa, un des premiers, que l'ignorance est la honte d'une nation, et l'on peut dire à sa louange que, s'il ne réussit pas à la vaincre, il lutta constamment contr'elle.

Que de choses accomplies par le génie de cet homme!

« A cette réforme de l'éducation nationale, a dit un écrivain distingué, se rattachaient un grand nombre de mesures secondaires,

telles que des encouragements donnés à l'imprimerie, la traduction des meilleurs livres français pour que l'esprit nouveau pénétrât avec eux dans le pays, l'institution d'un subside annuel en faveur des lettres et surtout la suppression de beaucoup de couvents inutiles dont il transféra le revenu, soit à des établissements de bienfaisance, soit au beau monastère de la Mafra, dans l'espérance d'y fonder une congrégation, capable de rivaliser avec celle des Bénédictins de Saint-Maur ».

Oui, le ministre infatigable fit toutes ces choses et bien d'autres encore; l'une de celles qui eût le rare privilége d'être approuvée par tous les Portugais, sans exception, fut la liberté qu'il donna aux vaisseaux du Portugal de naviguer seuls, séparés des flottes. Avant l'administration du comte d'Oeyras, tout le commerce de la navigation se faisait par convois et il était absolument défendu à un navire quel qu'il fût de se séparer des autres, de manière qu'il fallait attendre parfois que quatre-vingt ou cent vaisseaux fussent rassemblés dans le port pour mettre à la voile, ce qui faisait qu'il se passait souvent un ou

deux ans avant que la flotte partît. Le commerce à l'extérieur était complètement impossible dans ces conditions et il était rare que les marchandises qu'on avait dessein d'envoyer en Amérique n'arrivassent trop tard, chacun se plaignait de cet état de choses, mais il ne dépendait de personne de pouvoir s'y soustraire avant que la volonté royale n'y eut remédié.

Il appartenait au comte d'Oeyras qui avait déjà tant fait en faveur du commerce, de détruire cette barrière opposée à la liberté du négoce, frappé des nombreux inconvénients qu'elle occasionnait sans les compenser par aucun avantage réel. Il rendit donc une ordonnance aux termes de laquelle chacun avait la permission d'envoyer en tous temps ses vaisseaux et ses marchandises, soit dans les ports du nouveau monde, soit dans tous ceux de la domination portugaise en Europe.

Il est vraiment extraordinaire que de pareilles mesures, de semblables actes qui portent tous l'empreinte de la justice, de la droiture, de l'équité et de la raison, n'aient pas suffi pour rallier tous les esprits à celui qui en prit l'initiative.

Une haine sourde, vivace, que rien ne justifiait mais que, conséquemment, rien non plus ne pouvait éteindre, continuait à envelopper le ministre. Les Jésuites, ces ennemis acharnés du comte ne lui pardonnaient pas d'avoir été l'instigateur de leur renvoi du Portugal et de leur expulsion d'une partie de l'Europe, et tous leurs efforts tendaient à se faire réintégrer dans les États dont ils avaient été bannis. Grâce à une persévérance de tous les instants, ils étaient arrivés à obtenir du pape Clément XIII une bulle confirmative de leur institut, dont ils eurent soin de faire pénétrer de nombreux exemplaires en Portugal.

Cette manœuvre devait susciter de nouveaux embarras au ministre, car elle ne se bornait pas à reconnaître l'existence de l'ordre, elle confirmait en même temps, les bulles et brefs précédents rendus dans le même sens.

Le comte d'Oeyras donna immédiatement l'ordre au procureur général de la couronne de réclamer publiquement la nullité de ce rescrit pontifical, et le roi, éclairé par le sage mémoire de ce magistrat, rendit le 28 août 1767, un édit, aux termes duquel il défendait

l'introduction et l'usage dans toute l'étendue des états de sa majesté très fidèle des patentes, d'agrégation aux confréries des Jésuites ainsi que toutes professions et associations avec ces religieux, il proscrivit en même temps la bulle *Animarum saluti* la déclara obreptice, subreptice et nulle et enjoignit à ceux des membres de la compagnie de Jésus qui se trouvaient encore dans le royaume et qui y étaient tolérés en vertu de l'édit du 3 septembre précédent et des ordonnances postérieures d'en sortir sans délai.

Le comte d'Oeyras avait beau faire, il s'était attaqué à forte partie et tandis qu'il veillait soigneusement d'un côté, sa vigilance se trouvait trompée de l'autre. Ce fut ainsi qu'au moment même où il faisait tous ses efforts pour mettre le pays en garde contre les menées des Jésuites, ceux-ci fomentaient des troubles; un soulèvement eut lieu dans l'île de Terceire et ce fut un Jésuite échappé des prisons de Lisbonne, qui se mit à la tête du mouvement séditieux.

Le roi fut obligé d'user de la force armée pour réprimer ces désordres et de prendre des

mesures de rigueur contre ceux qui furent convaincus de n'être pas étrangers à ce coup de main.

Vaincus sur le terrain de la violence, les Jésuites prirent une autre voie et cessant de lutter ouvertement, ils eurent recours à un moyen qu'ils savaient bien être toujours le plus sûr, ils s'adressèrent à Marie-Thérèse impératrice de Hongrie et la sppplièrent de demander au roi Joseph la liberté de ceux de leurs frères qui étaient détenus dans les prisons de Lisbonne.

Le comte d'Oeyras, implacable envers ceux qui ne craignaient pas de résister à l'autorité royale et à la sienne propre, qui représentait celle du roi, se laissait facilement ébranler par des marques de soumission, de repentir ou par des prières, et lorsque la reine de Hongrie eut intercédé en faveur des Jésuites qu'elle représenta sous les couleurs les plus favorables, le ministre lui répondit que le roi saisissant avec empressement l'occasion de lui donner une preuve non équivoque du désir sincère qu'il avait de la contenter briserait les fers des Jésuites quoique leurs crimes les rendissent indignes de cette faveur.

Soixante douze de ces religieux furent donc mis en liberté, à la suite de cette royale intervention, et il ne resta en prison que ceux qui avaient pris une part trop active dans les derniers événements ou qu'il eut été dangereux de rendre libres, en raison de l'attitude hostile qu'ils manifestaient.

On crut un moment que la clémence royale obligerait enfin la généralité des Jésuites à se soumettre à l'observation des lois et des édits, mais il fallut renoncer à cet espoir et malgré le désir qu'avait le roi de rétablir les bons rapports qui avaient jadis existé entre sa cour et celle de Rome, il ne put y parvenir, en raison de l'obstination et de l'audace avec laquelle les Jésuites continuaient ouvertement à lui faire la guerre, et le comte d'Oeyras dut de nouveau publier deux édits qui supprimaient la fameuse bulle *in cœnâ domini* et un bref reconnu contraire aux prérogatives de la royauté.

Bientôt, fatigué de cette guerre sourde et incessante, il prit le parti de créer un tribunal suprême, sous le nom de Conseil royal de la Censure ; il avait mission d'examiner les écrits

qui paraissaient et d'empêcher le débit de tous ceux qui, émanant des Jésuites, contenaient des maximes dangereuses ou des conseils pernicieux.

Peu de temps après, le comte ayant retrouvé un peu de tranquillité d'esprit, reprit un projet qu'il méditait depuis longtemps: celui de peupler certaines contrées du nouveau monde, conquises par le Portugal et dont la population avait peu à peu singulièrement décru, à ce point que la colonie de Matto grasso était presque déserte, après avoir été très suffisamment peuplée.

Ce fut alors qu'il imagina, pour arriver au résultat qu'il désirait, d'envoyer dans cette partie de l'Amérique des condamnés libérés et des filles adonnées à la prostitution.

Bien que ces accouplements forcés eussent donné lieu à de vives récriminations, de la part des gens qui, de parti pris, blâmaient tous les actes émanant du ministère, il n'en faut pas moins reconnaître qu'ils eurent les effets que le comte en attendait, forçats et filles perdues s'unirent, et soustraits à l'influence pernicieuse qu'offre aux criminels le

séjour des grandes villes, obligés de travailler pour vivre, ils devinrent sinon d'honnêtes gens dans l'acception réelle du mot, mais des gens utiles, producteurs en même temps que consommateurs, et ils créèrent une génération qui devait plus tard faire profiter la mère-patrie du fruit de son labeur.

Le comte d'Oeyras offre ceci de particulier que, pendant tout le temps qu'il demeura aux affaires, jamais on ne le vit obligé de revenir sur une détermination prise et se tromper sur la portée de ses actes, jamais d'ailleurs, il ne procéda avec légèreté et par caprice, chaque édit avant d'être publié, était l'objet d'une étude particulière et d'un examen attentif, et, autre fait non moins digne de remarque, c'est l'unité de vues qui présida sans cesse à l'ensemble des lois rendues.

On put critiquer chacune d'elles, mais on ne trouva jamais de contradiction entre celles de la veille et celles du lendemain, quelles que fussent les circonstances qui rendirent leur promulgation nécessaire.

Évidemment c'est que toutes formaient les parties détachées d'un vaste plan de réorga-

nisation sociale et lorsque, longtemps après la mort du ministre, ou étudia son œuvre, on put se convaincre de cette vérité, elle explique d'ailleurs la force du sentiment national qui, de nos jours encore, est si favorable à la mémoire de Pombal.

En continuant le récit chronologique des nombreux actes administratifs qui signalèrent la période de 1762 à 1772, on se trouve en face du règlement sur le commerce qui fut établi en 1768 et dont *l'administration du marquis de Pombal* donne la relation exacte:

« Depuis longtemps, dit l'auteur de ce livre, il s'était établi à Lisbonne un monopole sur le commerce des grains, cette denrée, la plus nécessaire à la vie des citoyens et dont par conséquent, la vente doit être exempte de toute sorte de gêne, était restreinte et limitée dans les magasins où ceux qui en faisaient le débit le vendaient ce qu'ils voulaient. Le comte d'Oeyras fit publier un édit qui obligeait indistinctement tous les marchands en grains, à vendre publiquement sur la place celui qu'ils avaient dans leur magasin. Cette ordonnance excita des clameurs. L'amour du gain est avide; il

ne peut souffrir les règlements, surtout ceux qui contribuent à diminuer ses profits. Les Anglais qui avaient coutume d'en faire des amas considérables, furent ceux qui criaient le plus fort. Ils virent avec chagrin que l'arrêt les condamnait à vider leurs magasins de grains pour en remplir les marchés. L'ambassadeur d'Angleterre sollicita vivement la cassation de l'ordonnance, mais le comte d'Oeyras, bien loin de céder à ses remontrances, en fit publier une seconde qui donnait plus de force à la première.

Ce ministre, pour se prêter aux vues de la facturie de Lisbonne, fit valoir auprès de la cour les obligations que la couronne de Portugal avait à celle de l'Angleterre pour une armée de terre et une flotte qui avaient consolidé le trône, qui, sans cet appui, eut été renversé.

Le comte d'Oeyras répondit simplement à ce ministre que les affaires de la politique n'avaient rien de commun avec celles de l'économie; que, d'ailleurs, les Bretons qui fournissaient des grains aux Portugais n'en débiteraient pas moins en les portant au marché qu'en les ven-

dant dans leurs maisons, que c'était une denrée de première nécessité, dont on ne pouvait se passer ; qu'on s'en pourvoierait partout où elle serait ; que d'ailleurs, l'arrêt n'avait d'autre objet que celui de mettre de l'ordre dans la vente.

Ces raisons étaient si plausibles qu'il était impossible de ne pas s'y prêter. Aussi l'arrêt fut-il exécuté en son entier pendant le temps que dura son administration.

On sait que le comte d'Oeyras poursuivit sans cesse l'idée patriotique de soustraire le Portugal à l'influence dominatrice de l'Angleterre. L'édit sur les grains secondait parfaitement ce dessein ; il était, d'ailleurs, la corrélation de celui rendu précédemment pour encourager l'importation des blés français en Portugal, au moment où M. de Choiseul fit rendre une ordonnance pour favoriser leur exportation.

Pour affaiblir le crédit des Anglais sur les blés, le comte d'Oeyras avait ordonné d'arracher une partie considérable de vignes et d'y semer du grain, ce qui, par contre-coup, diminuait l'immense profit que l'Angleterre faisait sur le commerce des vins du Portugal.

A cette époque, le pays était tout en vignes

à l'exception de quelques petits cantons dans l'Entre-Minho-y-Douro et le Tra-los-Montes. Les Anglais avaient acheté tous les bons terrains situés autour d'Oporto, de Lisbonne, de Sétuval et de Faro et leur production leur donnait de gros bénéfices.

Le projet de métamorphoser nombre de vignes en champs de blé excita de nombreuses plaintes et des murmures; comme toujours, on ne songeait qu'à la situation du moment, sans se préoccuper du résultat pour l'avenir, on alla jusqu'à accuser le comte d'Oeyras de malversation, on prétendit qu'il avait fait arracher les vignes à seule fin de pouvoir vendre plus cher le vin qu'il récoltait dans les siennes, bref il n'y eut pas de basses et honteuses suppositions qu'on ne fit à ce propos.

Le comte laissa dire et tint bon.

On commença à obéir.

Quelques-uns des terrains où la vigne avait été proscrite furent semés de blés, mais il fallut, pour cela, sévir contre les récalcitrants et menacer de la prison les propriétaires qui ne s'exécutaient pas; quelques-uns furent provisoirement appréhendés au corps.

Enfin, lorsqu'on vit que l'administration était décidée à employer, au besoin, la force pour arriver à son but, toutes les campagnes de Santarem furent ensemencées sur une étendue d'environ trente à quarante kilomètres.

L'agriculture fut, d'ailleurs, l'objet des constantes préoccupations du comte d'Oeyras; il la regardait avec raison comme la base de tout gouvernement; c'est à lui que les Portugais durent la grande impulsion donnée à la culture du mûrier qui eut pu affranchir le pays du tribut qu'il payait aux étrangers pour la soie qu'ils lui fournissaient, si le système mis en vigueur par le ministre eût été suivi.

Il avait résolu, pour développer complètement l'agriculture, de faire dresser un cadastre général afin de connaître la valeur des terres et de pouvoir combiner avec certitude les travaux à exécuter, mais ce cadastre se fit mal et lentement: ce fut une opération difficile, et il était à craindre qu'il ne fût pas exact. Néanmoins il donna des indications utiles et ce qui est certain, c'est que vers la fin du ministère de Pombal, les productions du sol portugais commençèrent à abonder dans les marchés.

« Pendant que j'étais en Portugal (1777), dit le duc du Chatelet dans son *Voyage en Portugal*, les habitants calculaient déjà qu'ils avaient gagné, par l'encouragement qu'on avait donné à l'agriculture, de quoi suffire à plus de la moitié de leur subsistance, situation dans laquelle ils ne s'étaient pas trouvés depuis le dernier siècle. »

Cette situation donnait un démenti flagrant au dire des Anglais, qui prétendaient que le Portugal, naturellement stérile, ne pouvait fournir à la subsistance de ses habitants, que l'agriculture y devenait inutile parce que les autres États de l'Europe étaient obligés de lui fournir le nécessaire.

Non seulement, ces allégations absurdes étaient répandues à plaisir par les Anglais, mais elles persistèrent longtemps après que les faits furent venus, par leur évidence, en démontrer la fausseté, puisque dans l'ouvrage anglais de James Murphy, publié à la fin du XVIIIe siècle, l'auteur s'évertue à prouver :

« Que les deux tiers du Portugal étaient encore incultes et que la portion cultivée en vignes, olives, blés, légumes, bois, ne l'était

pas au degré de perfection où elle était vers la fin du XIIIe siècle.

« Que les plants d'oliviers étaient en général mal soignés, que les vignobles occupaient beaucoup de terrains sur lesquels on eut mieux fait de semer du grain ou du maïs, qu'on ne renouvelait pas assez souvent les plantations de bois et que les anciennes forêts n'étaient pas administrées avec soin.

« Le lin, dit-il, n'est pas cultivé en quantité suffisante pour la consommation intérieure, et la culture du chanvre est presqu'entièrement négligée.

« Celle des pommes de terre est très peu connue ; on s'occupe, au contraire, en beaucoup d'endroits de celle des topinambours qui sont moins farineux et moins nourrissants.

« Les fermiers sont encore imbus de l'ancien préjugé que toute espèce de sol est également propre à toutes les productions.

« Les prairies sont presqu'entièrement inconnues dans le royaume, quoiqu'on y trouve de belles vallées qui seraient très propres à ce genre de culture.

« Quant à la manière de préparer le terrain,

elle est on ne peut plus imparfaite. La charrue ne fait qu'égratigner la terre. On connaît à peine l'usage de la herse, ainsi que celui de sarcler les champs. On sème aussitôt après avoir labouré sans laisser à la terre le temps de s'imprégner des particules fécondantes de l'atmosphère.

« On n'entend rien non plus aux engrais, car on n'en a d'autres que la bruyère qu'on laisse pourrir le long des grandes routes et dont les pluies entraînent les particules salines et huileuses, si favorables à la végétation.

« Enfin, comme la plus grande partie du pays est montagneuse, il arrive souvent que, faute de soins, les récoltes sont détruites et entraînées par les torrents. »

On voit que le tableau tracé par la main anglaise n'est pas flatté, il montre jusqu'à quel point l'Angleterre était profondément mécontente de ne pouvoir à son gré continuer à traiter le Portugal en tributaire.

Cette maxime que ce royaume, naturellement stérile, ne pouvait suffire à la subsistance de ses habitants, avait d'ailleurs été mise en circulation dès avant le tremblement de terre,

car un écrivain de cette époque s'indignait avec juste raison de cette calomnie.

« Si ce que les partisans du système de l'Angleterre débitent sur la stérilité de ce royaume pouvait avoir quelque fondement, j'avoue que ce serait un des phénomènes les plus extraordinaires de la nature, un cas nouveau depuis la création du monde, c'est à dire que la nature, après avoir produit deux millions d'habitants dans un continent, se refusat à leur fournir leur première subsistance.

« Si une mauvaise influence se répandit en Portugal ce fut directement après le traité de Cromwell; avant cette époque ce royaume se suffisait à lui-même. Ainsi on peut dire que le mauvais air qui l'a rendu stérile est venu d'Angleterre. Je sais que le continent du Portugal est moins abondant en certaines denrées que quelques autres de l'Europe, mais je sais aussi que sa prétendue stérilité prend sa source dans le système d'agriculture de l'Angleterre ».

La logique et le bon sens avaient beau s'élever contre l'opinion intéressée des Anglais, les ennemis du ministre s'en faisaient une arme pour critiquer toutes les mesures qu'il croyait

devoir prendre en faveur de l'agriculture et ce ne fut que, lorsque la mort eut enlevé Pombal à la reconnaissance de ses concitoyens, qu'on put apprécier son œuvre; ce fut alors, comme l'a justement fait remarquer un écrivain de talent, que le Portugal recueillit les fruits des travaux de ce grand homme, fruits augmentés par la création de quelques nouvelles manufactures, par les tentatives faites pour accroître sa population, étendre l'agriculture et l'exploitation de ses mines.

« Excepté les règnes illustres d'Emmanuel le Fortuné et de Jean III, l'histoire portugaise ne présente à aucune époque le commerce aussi brillant que pendant cette période. »

CHAPITRE V

LES BÉATS. — RÉTABLISSEMENT DU TRIBUNAL
DE L'INQUISITION. — MESURES INTÉRIEURES
LE CODE PORTUGAIS. — AFFAIRE DU MAROC
BELLE CONDUITE DU COMTE DANS CETTE CIRCONSTANCE
FONDATION DE L'IMPRIMERIE ROYALE
RÉCONCILIATION AVEC LA COUR DE ROME
TENTATIVE D'UN FOU CONTRE LA VIE DU ROI
LE COMTE D'OEYRAS EST CRÉÉ MARQUIS DE POMBAL

CHAPITRE V.

LES BÉATS. — RÉTABLISSEMENT DU TRIBUNAL DE L'INQUISITION. MESURES INTÉRIEURES. — LE CODE PORTUGAIS. — AFFAIRE DU MAROC. — BELLE CONDUITE DU COMTE DANS CETTE CIRCONSTANCE. — FONDATION DE L'IMPRIMERIE ROYALE. — RÉCONCILIATION AVEC LA COUR DE ROME. — TENTATIVE D'UN FOU CONTRE LA VIE DU ROI. — LE COMTE D'OEYRAS EST CRÉÉ MARQUIS DE POMBAL.

Il faut reconnaître que la conduite des affaires religieuses tint une large place dans l'administration de Pombal, il eut sans cesse à s'occuper de questions se rattachant, soit aux Jésuites contre lesquels il lutta pendant toute la durée de son ministère, soit aux communautés religieuses dont les membres, augmentant sans cesse en nombre, formaient une partie considérable de la population et menaçaient d'absorber, sans profit pour l'État, les forces les plus actives de la nation.

Ce fut pour remédier à ce fâcheux état de choses, et afin d'empêcher que les célibataires, séduits par le calme de la vie religieuse, ne

s'engageassent trop facilement dans les ordres monastiques, que le ministre avait suggéré au roi Joseph la pensée de réglementer les prises d'habits, et le roi avait rendu en 1764 un arrêt par lequel nul Portugais ne pouvait s'engager dans les ordres sacrés, ni être admis à la profession religieuse sans son consentement.

Malheureusement, parmi le grand nombre d'individus qui frappaient à la porte du cloître, la plupart, appartenant à des familles honorables mais pauvres, étaient peu propres à se procurer des moyens d'existence par le travail et l'industrie et se trouvaient, de cette façon, dans la triste condition de végéter misérablement à l'aide de secours qu'ils imploraient de côté et d'autre et finalement l'arrêt, en détournant du cloître ceux que la vocation ou tout au moins le désir de vivre sans souci et sans bruit y conduisait, avait augmenté, dans une proportion notable, répandu dans toute l'étendue du royaume, une quantité d'hommes inutiles, qui, vivant dans l'oisiveté et la paresse, étaient à charge aux habitants, au lieu de trouver leur subsistance dans les monastères richement

dotés par la piété des fidèles; ce fut en considération de ce fait que le comte d'Oeyras, sans revenir sur l'arrêt précédemment rendu, se départit de la grande sévérité qu'il mettait à le faire observer.

Mais informé que certains religieux ne se consacraient pas entièrement aux choses du ciel et qu'à l'ombre des murailles de leurs couvents, ils s'occupaient encore des affaires publiques, le ministre fit faire une enquête qui constata qu'il s'était formé une secte de *béats* composée de réguliers pleins d'une apparente dévotion, mais qui traitaient certaines questions théologiques d'une façon compromettante pour le principe de l'autorité gouvernementale. Tolérer un semblable abus eût été le sanctionner : le comte ne balança pas, il sollicita du roi une lettre au vice-recteur de l'université de Coïmbre qui, dévoilant toutes les menées des religieux augustins connus sous le nom de *béats*, de Jacobites et de Réformés, ordonnait « que tous et chacun de ces religieux fussent à jamais exclus de cette université; que leurs noms soient incessamment, effacés de ses registres, et qu'ils soient déclarés incapables d'y

remplir à l'avenir aucun emploi et même d'assister à ses assemblées attendu qu'on doit désormais et de toute manière, les réputer morts et comme s'ils n'avaient jamais existé. »

Cette sage et sévère mesure eut l'effet désiré; quelques-uns des religieux tentèrent bien de s'opposer aux ordres du roi, mais, appréhendés au corps, ils furent conduits dans les prisons du Saint-Office où ils demeurèrent jusqu'à ce qu'ils eussent fait leur soumission.

Il faut croire que les tendances fâcheuses que le comte d'Oeyras réprimait si promptement chez les *béats*, avaient des ramifications au dehors, ou que des symptômes alarmants avaient été constatés dans l'esprit des masses, car on vit soudain le ministre libéral, le profond politique, l'ennemi de tout pouvoir essayant de se manifester à côté du seul qu'il servit, celui du roi, donner au tribunal de l'Inquisition une suprême consécration de son droit et de sa puissance.

On le vit, lui qui, devançant les idées philosophiques que la fin du siècle devait faire éclore, n'avait jamais hésité à prendre la défense du peuple contre les priviléges des

grands et du clergé, quand ils lui paraissaient attentatoires à la liberté publique ou de conscience, on le vit, disons-nous, protéger ouvertement ce tribunal redoutable, augmenter son autorité et lui donner enfin, par une ordonnance spéciale, le titre de Majesté, qui dut être désormais employé. Dans toutes les lettres, requêtes, mémoires et autres écrits, adressés au Saint-Office, il fut ordonné que ce tribunal jouirait de tous les honneurs et priviléges accordés au Conseil de conscience, à celui de la Bulle de la croisade et aux autres tribunaux souverains du royaume.

Cette faveur singulière, accordée à l'Inquisition a toujours paru inexplicable et, de nos jours encore, on cherche vainement la raison qui a pu pousser Pombal à agir de la sorte. Sans doute quelque secrète pensée l'a guidé dans cette circonstance, le caractère sérieux et profondément réfléchi de ce grand homme ne peut laisser supposer qu'il a cédé à un caprice passager, ou qu'il s'est laissé aller à une faiblesse d'esprit que démentent tous ses actes.

L'histoire de tous les hommes politiques est

fertile en événements dont on a peine à comprendre le sens, dont il est impossible de deviner la véritable signification, mais il faut bien admettre que, comme ceux qui paraissent tout naturels, ils ont eu leur raison d'être et, dans cette occurrence, le plus sage est de mentionner le fait, tout en renonçant à en pénétrer la cause secrète.

D'ailleurs, lorsqu'on se reporte à l'édit en question, on n'y voit rien de surprenant et il serait fort possible que, après avoir été l'objet de tous les commentaires, il put être considéré comme un simple acte politique à l'adresse de la cour de Rome.

Voici, d'ailleurs, les termes de ce fameux édit :

« Nous le Roi, à tous ceux qui le présent édit verront, Salut! sur ce qui Nous a été représenté que, malgré l'usage établi de tout temps, et constamment observé dans ce royaume, de donner le titre de *Majesté* à tous les tribunaux qui composent notre cour, comme dépositaires de notre autorité, et représentant dans tous les cas, de la manière la plus efficace notre royale personne, au nom de laquelle ils expédient les

causes et les affaires de leurs départements respectifs; cependant, par un abus extraordinaire, on ne donne au tribunal général du Saint-Office, un de ceux qui, par leur établissement et leurs fonctions, tiennent de plus près à notre personne royale, d'autre titre que celui qu'on donne à son président, à l'exemple de ce qui se pratique à l'égard de l'hôtel de ville de Lisbonne, sans considérer que les députés qui composent ce tribunal sont tous membres de notre conseil, exerçant dans ledit tribunal général notre royale juridiction, non seulement en ce qui concerne les affaires criminelles et la recherche des délits qui intéressent la religion, mais encore pour l'expédition des causes civiles des privilégiés qui y ont leur *committimus;* instruit, d'ailleurs, que cet abus a été un des moyens dont les soi-disant jésuites ont voulu se servir dans leurs intrigues, pour réprimer l'autorité dudit tribunal du Saint-Office, Nous voulons et ordonnons, pour faire cesser ce désordre, que dorénavant dans tous les discours , lettres et requêtes adressés audit tribunal général, on lui donne le titre de *Majesté* ainsi qu'il s'est toujours pratiqué et se

pratique encore à l'égard du Tribunal de conscience et des Ordres et de celui de la Bulle de la croisade, dans l'exercice et la réunion de leur double juridiction. Voulons pareillement que ledit tribunal général laisse sans réponse toute lettre ou requête où on ne lui donnerait pas le susdit titre de *Majesté* vu qu'il doit savoir, que, semblable aux deux tribunaux ci-dessus nommés, et à tous les autres de notre cour, c'est en notre nom qu'il juge les affaires dépendantes de la juridiction temporelle dont nous lui avons confié l'exercice. En conséquence, Nous ordonnons, etc. »

Il n'y a donc là, strictement, qu'une mesure réglementaire ne créant pas un privilége spécial en faveur du tribunal du Saint-Office, mais le plaçant sur la même ligne que les autres tribunaux du royaume.

Il serait puérile d'insister davantage sur cette affaire qui fit grand bruit en son temps, bien qu'elle méritât plutôt de passer inaperçue.

Inutile d'ajouter que les Jésuites s'en firent une arme sans remarquer combien ils se montraient inconséquents de reprocher au comte d'Oeyras, un acte dont ils eussent dû, les

premiers, se montrer satisfaits, puisqu'il était tout en l'honneur de la religion.

Au moment où le ministre réglait ces diverses questions religieuses, il fut informé qu'un régiment de volontaires royaux avait donné des marques d'insubordination; son premier soin fut de chercher à ramener ces troupes à l'obéissance, en leur envoyant un colonel chargé de faire rentrer chacun dans le devoir; malheureusement, cet officier fut impuissant à remédier au désordre survenu, et une centaine d'hommes, persévérant dans leur coupable rébellion, désertèrent.

C'était un exemple déplorable, le comte d'Oeyras jugea avec raison qu'il fallait le réprimer sévèrement; le régiment fut appelé à Lisbonne; aussitôt arrivé à cette destination, les hommes qui le composaient furent assemblés sur la place de Bélem et là, publiquement, soldats et officiers furent cassés, le régiment déclaré éteint, et les hommes furent incorporés dans d'autres corps.

Depuis les événements malheureux de 1755, bon nombre des biens fonds qui avaient autrefois fait partie du domaine de la couronne en

avaient peu à peu été détachés en faveur de particuliers qui se les étaient appropriés sans qu'on sût en vertu de quel titre.

Ce fut, afin de remettre un peu d'ordre et surtout de clarté dans les droits prétendus de ces détenteurs bénévoles, que le comte d'Oeyras établit, au commencement de l'année 1769, un tribunal chargé de rechercher et d'examiner avec soin les titres des soi-disant propriétaires de ces biens, et de statuer à l'égard de ceux qui se trouveraient dans l'impossibilité de justifier de leur droit de possession. Afin de donner toute garantie à cette commission, composée d'hommes intègres et honorables, il en confia la présidence à l'archevêque d'Angora dont il connaissait l'esprit de droiture et d'équité.

Mais, comme il était facile de le prévoir, une pareille mesure devait exciter de nombreux mécontentements et tous ceux qui s'étaient rendus acquéreurs par le seul fait de la prise de possession, ne manquèrent pas de crier à la tyrannie.

Le ministre laissa dire, et, poursuivant la revendication des droits royaux, le tribunal établi par ses soins adjugea au fisc des biens

considérables détenus à tort et qui, revendus à des particuliers, produisirent à l'État une somme assez considérable.

Le comte ne négligeait, d'ailleurs, aucun moyen de grossir le trésor public, et ce fut, grâce à tout ce qu'il fit pour augmenter la richesse du pays que, peu à peu l'énorme déficit créé par le terrible tremblement de terre et ses suites put être, sinon comblé, du moins considérablement réduit.

Ce fut encore dans ce but, que l'on vit le ministre changer le mode d'administration des biens du chapitre de la patriarcale dont les revenus étaient d'une grande importance par suite des libéralités excessives de Jean V; jusqu'alors, le corps particulier d'ecclésiastiques qui la composaient, jouissait de biens dont personne ne connaissait, à vrai dire, ni l'étendue, ni les bornes : c'était un abus que ne pouvait tolérer un ministre, ami de l'ordre et de la clarté dans les finances. Le comte d'Oeyras réunit les revenus de cette église à ceux de l'administration, sans en rien retrancher, mais de façon à pouvoir se rendre compte du montant de sa fortune. Cette sage détermination

avait été prise par le ministre, à la suite d'un violent incendie qui avait consumé les magnifiques bâtiments de cette riche église.

Le trésor et les archives ayant pu être sauvés des flammes, on fut surpris de la quantité d'objets précieux qu'elle renfermait : une seule pièce, représentant un superbe soleil enrichi de pierres précieuses, fut évaluée 500,000 cruzades.

Jusqu'alors, on a vu le grand ministre de Joseph, créer des ressources au Portugal, réprimer nombre d'abus, établir de sages règlements et faire face, en un mot, grâce à une présence d'esprit qui ne lui fit jamais défaut, aux événements quels qu'ils soient et parer à toutes les éventualités, mais ce n'était pas assez.

Un bon roi et un bon ministre peuvent beaucoup pour la prospérité d'un pays, et il leur est souvent possible d'assurer le bonheur du peuple pendant tout le temps qu'ils ont en mains le pouvoir et la puissance.

Mais qu'est le présent dans la vie d'un peuple!

C'est l'avenir surtout qu'il faut prévoir et assurer dans la limite du possible.

Or, si c'est par de grandes libéralités, par de nobles encouragements, par la pratique de toutes les vertus royales qu'un souverain parvient à conquérir l'amour de ses sujets et à les rendre heureux, c'est par de bonnes et sages lois qu'il peut prétendre à mériter, dans l'histoire, une place parmi les glorieux monarques dont le nom est vénéré.

Au dix-huitième siècle, les lois portugaises tant civiles que criminelles, formaient encore un ensemble confus de coutumes antiques et d'édits tombés en désuétude dont l'explication, l'application et l'exécution étaient également difficiles.

Ces lois portaient encore pour la plupart, l'empreinte des siècles d'ignorance où elles avaient été rédigées, aussi, donnaient-elles continuellement lieu à des interprétations abusives ou erronées.

Les juges s'inspiraient bien plus de leur sentiment particulier pour rendre la justice, que des prescriptions de la loi, et il en résultait cet inconvénient que le sort des affaires soumises à leur examen, dépendait de la façon dont les tribunaux avaient coutume de les traiter au

lieu d'avoir à se prononcer uniquement sur la question de savoir s'il y avait lieu d'appliquer ou non telle ou telle solution.

En maintes circonstances, le comte d'Oeyras avait reconnu la fâcheuse absence d'une législation régulière, sans pouvoir y remédier, mais la rédaction d'un code unique ne s'improvise pas et il attendait que des temps propices lui permissent d'édifier ce monument législatif dont la nécessité devenait chaque jour plus pressante; lorsqu'une paix bienfaisante eut succédé à la guerre allumée par le pacte de famille, après que les affaires des Jésuites furent terminées, le ministre crut pouvoir profiter d'un moment de calme en travaillant à un ensemble de lois qu'il méditait et plusieurs furent élaborées avec succès, mais ce calme fut bientôt troublé par des événements qui réclamèrent tous les soins du ministre.

Ce fut d'abord une lutte qui éclata entre les Portugais établis en Afrique et les Maures qui fondant à l'improviste sur la garnison de Mazagran assiégèrent cette place avec un nombre de soldats qui semblait devoir rendre impossible toute espèce de défense, mais le

gouverneur était un officier de mérite, secondé par une troupe peu importante mais intrépide, il parvint à tenir les assiégeants en échec pendant deux mois, au bout desquels ne recevant aucun secours de Lisbonne, il prit une détermination héroïque; il demanda quatre jours pour capituler et pendant ce temps il fit miner les fortifications, et charger jusqu'à la gueule tous les canons de la place, puis, après avoir fait transporter avec un soin infini à bord des vaisseaux portugais tout ce qu'il y avait de précieux dans la ville, il fit embarquer les soldats et ne prit la mer, le dernier, qu'après avoir tout disposé pour que des mèches allumées communiquant aux pièces chargées et aux mines fissent tout sauter quelques heures après le départ, ce qui eut lieu au moment où, comme il l'avait prévu, les Maures qui s'étaient aperçus des préparatifs d'embarquement, s'approchèrent de la ville pour y entrer. La plupart furent engloutis sous les décombres.

Quant aux Portugais, ils arrivèrent sans encombre à Lisbonne, où les félicitations du roi et de son ministre les récompensèrent de leur conduite; mais l'empereur du Maroc

profondément irrité de ce résultat, publia un manifeste dans lequel il accusait les Portugais d'avoir violé les lois de la guerre et un plénipotentiaire fut envoyé par lui à Lisbonne dans le but de demander et au besoin d'exiger un désaveu du ministre et une réparation.

Le comte d'Oeyras se montra dans cette circonstance plein de dignité, non seulement il ne désavoua pas la conduite de l'officier, mais il la loua hautement et fit comprendre à l'ambassadeur que le gouverneur en agissant comme il l'avait fait, s'était conduit comme un vaillant capitaine et ne méritait que des éloges.

Le ministre fut si éloquent, il peignit si bien dans un manifeste qu'il rédigea à son tour, en réponse à celui de l'empereur du Maroc le devoir d'un officier chargé de défendre quand même une place confiée à sa valeur, que l'empereur cessa de se plaindre et qu'au contraire, plein d'admiration pour la nation portugaise qui produisait de tels hommes, il finit par conclure une trève générale avec le Portugal à la grande satisfaction des négociants portugais qui virent dans ce rapprochement des deux cours le gage d'une prospérité nouvelle et qui

témoignèrent vivement au ministre de leurs sentiments de reconnaissance pour la fermeté et l'énergie qu'il avait déployées dans toute cette affaire et auxquelles ils étaient redevables de la trève conclue.

Ce fut à peu près dans le même temps que le comte d'Oeyras conçut ou plutôt mit à exécution l'heureuse pensée qu'il avait eue de fonder à Lisbonne l'imprimerie royale.

Le palais seigneurial de don Fernando Soares de Noronha fut le lieu destiné à cet établissement qui, dès les premiers jours de mai 1769, commença à remplir régulièrement ses fonctions sous la direction de Miguel Manescal da Costa; bientôt, une fonderie qui jusqu'alors avait été à la charge du conseil de commerce, fut annexée à l'imprimerie, ainsi qu'une école de gravure et une fabrique de cartes à jouer.

Désireux de donner à cette nouvelle et utile fondation une impulsion sérieuse, le comte eut soin d'attirer par l'élévation des salaires, tous les ouvriers intelligents qu'on put découvrir et pour montrer combien il avait à cœur de voir prospérer ce bel établissement il s'en déclara le

protecteur, protection dont il prit à tâche de signaler chaque jour l'existence en prodiguant à l'imprimerie et aux imprimeurs des avantages de toute nature.

Si donc, l'imprimerie portugaise qui lutte victorieusement aujourd'hui avec celles de toutes les autres puissances est parvenue à un si haut degré de perfection, ce fut grâce aux encouragements des deux hommes qu'on trouve sans cesse occupés de la grandeur et de la gloire de leur pays, le roi Joseph et son ministre Carvalho d'Oeyras.

Mais l'événement qui contribua le plus à ramener tous les esprits jusqu'alors hostiles au ministre, fut le rapprochement qui s'opéra entre le Saint-Siége et la cour de Portugal et dont tout l'honneur revint au comte.

Le sacré-collége avait écrit au roi très fidèle pour lui notifier la mort du pape Clément XIII, survenue le 2 février 1769. Ce fut le comte d'Oeyras qui fut chargé d'y répondre, et il le fit dans des termes si conciliants, si pleins de convenance et de courtoisie qu'on ne doutât pas que cette réponse ne fut appréciée comme elle méritait de l'être par le sacré-collége; ce

fut ce qui eut lieu et l'exaltation du pape Clément XIV fut suivie de l'accord également désiré par les deux nations et de la nomination d'un nonce apostolique ; peu de jours après sa prise solennelle de possession le souverain pontife nomma cardinal le propre frère du ministre, Paul de Carvalho, inquisiteur général du royaume.

Or, tandis que le nouveau nonce se préparait à se rendre à son poste à Lisbonne, le comte d'Oeyras fut accablé par deux coups qui le frappèrent violemment à deux mois de distance, il eut la douleur de perdre ses deux frères, Xavier François de Mendoza, ministre de la marine et Paul de Carvalho le Cardinal, le peuple portugais prit part au chagrin que le ministre ressentit de ces deux pertes imprévues et presque simultanées, et de nombreux témoignages de sympathie lui furent donnés à cette occasion.

Mais un nouveau sujet de préoccupation était venu s'ajouter aux tristes pensées d'Oeyras.

Un forcené, qui prétendait avoir à se plaindre de n'avoir pas été remboursé de la perte d'un mulet mort au service du roi, prit prétexte

de ce motif, pour oser attenter à la vie de Joseph Ier, en essayant à deux reprises de lui asséner des coups de bâton sur la tête.

La providence ne permit pas que ce misérable accomplit son forfait, grâce à la présence d'esprit du roi ainsi qu'au dévouement d'un gentilhomme de la chambre, le comte de Prado, aidé d'un garde du corps nommé Barthelemi Bertholdo Picadero, l'assassin fut arrêté et jeté en prison, mais le comte d'Oeyras avait un autre soin à remplir, celui de savoir si cette agression était l'œuvre isolée d'un fou ou le résultat d'une conspiration; on sait avec quelle persévérante sollicitude il s'était adonné à la recherche des auteurs de la première tentative de meurtre sur la personne royale, tentative qui avait affligé l'Europe et comment il était parvenu à se saisir des coupables.

Mais cette fois heureusement, les annales du Portugal n'eurent pas à enregistrer une nouvelle trame criminelle, il fut surabondamment prouvé que le misérable assassin n'avait aucun complice, et que son infâme action était le résultat d'une pensée éclose dans le cerveau d'un malheureux insensé; aussi l'on se contenta de

le laisser dans une prison, afin qu'il ne pût nuire à personne, seul châtiment que l'on puisse infliger à un insensé.

Cet événement donna au nouveau souverain pontife l'occasion d'écrire à Sa Majesté très fidèle un bref de félicitation pour avoir échappé au danger qu'avait couru sa personne royale et tout fit espérer qu'une réconciliation sincère allait enfin combler l'espoir de tous ceux qui avaient vu avec peine les deux cours briser les liens qui les avaient si longtemps unies.

Le comte d'Oeyras se montra dans cette circonstance si véritablement gentilhomme, si empressé de seconder les vues du roi, qu'il parvînt à forcer l'admiration de tous; bien qu'il n'eût pas eu personnellement à se louer de Rome, il voulut que le nonce du Saint-Père fut reçu, non seulement avec les honneurs dûs à son rang et à sa personne, mais encore que son entrée en Portugal fut celle d'un triomphateur.

Dans toutes les villes où il passa, ce ne fut que fêtes et démonstrations publiques de joie.

Enfin, il arriva à Lisbonne, le 28 juin 1770, et cette journée fut marquée par la magnifi-

cence de la réception faite au représentant de sa Sainteté.

Le ministre romain fit le trajet des bords du Tage à Lisbonne, dans la propre chaloupe du roi montée par 70 matelots en habits de fête; arrivé au port il y trouva quatre carrosses, au nombre desquels était celui du roi et ce fut au milieu des acclamations de la multitude, qu'il fut conduit à l'hôtel qu'on lui avait destiné.

Néanmoins, et dans le but très louable d'empêcher qu'à l'avenir de fausses interprétations de certains actes de l'autorité royale ou papale pussent se produire et élever quelque nouvelle contestation, le comte d'Oeyras établit un tribunal exclusivement chargé de faire respecter le droit de la couronne et celui de la papauté en statuant sur toutes les questions litigieuses qui pourraient naître au sujet de certaines attributions qui n'étaient pas assez régulièrement définies, et d'examiner et approuver les actes de la nonciature.

En conséquence, le roi défendit sous les peines les plus sévères de faire aucun usage de brefs, dépêches et autres papiers relatifs à la

nonciature, sans qu'ils eussent au préalable été approuvés par le tribunal, qui prit le titre de tribunal de la nonciature.

Le Pape en apprenant cette nouvelle fondation judiciaire, manifesta quelque surprise et fit même quelque difficulté avant de reconnaître cette juridiction dont il n'approuvait pas complètement le but, néanmoins, lorsque le comte d'Oeyras lui eut fait savoir que l'intention absolue du roi était d'assurer par le moyen de ce tribunal, une entente sérieuse et durable avec Rome, le souverain Pontife se montra satisfait et son premier soin fut de publier une bulle pour l'ouverture d'un jubilé universel.

Le rétablissement définitif de rapports amicaux entre les deux cours fut excessivement agréable au roi. Si le Pape avait été peiné de voir s'élever un désaccord entre lui et Sa Majesté très fidèle; celle-ci n'avait pas été moins affectée de voir que, grâce aux intrigues de toute sorte des Jésuites, les bonnes relations qui avaient toujours existé entre le Portugal et le Saint-Siége se trouvaient rompues.

Le comte d'Oeyras connaissait bien cette disposition d'esprit du souverain et, il fit tous

ses efforts, après avoir obtenu le renvoi des Jésuites, pour éclairer le Saint-Père sur les véritables sentiments de son gouvernement qui n'avait jamais cessé d'être animé des meilleures intentions.

Ce fut donc grâce à son zèle infatigable, à sa profonde habileté diplomatique, et surtout à son ardent désir d'être agréable au roi, que le comte termina si heureusement, à la satisfaction générale l'affaire de Rome.

C'était une de celles qui l'avaient le plus préoccupé; il se trouva amplement dédommagé de ses peines par la satisfaction du devoir accompli, mais le roi Joseph Ier, dont la reconnaissance égalait la bonté, ne laissa jamais ceux qui le servirent sans récompense, et dès que son ministre eut mené à bonne fin la tâche délicate qui lui incombait, il voulut lui donner une nouvelle preuve de sa bienveillance et de son affection, et il lui remit entre les mains une patente honorable en date du 17 septembre 1770, qui le créait marquis de Pombal, lui et ses descendants légitimes et naturels en ligne directe et primogéniturale, avec tous les honneurs, droits, priviléges et immunités

attachés au titre de marquis. Quant à celui de comte d'Oeyras, il fut transféré à l'aîné de ses fils tandis que le second fut fait comte de Redinha.

Le nom de Pombal, sous lequel nous allons désormais désigner ce grand ministre, devint fameux par l'illustration que lui donna cet homme extraordinaire, qui ne se montra pas moins supérieur dans l'adversité qu'il ne s'était montré grand et magnifique au point culminant de sa prospérité.

Ce point culminant nous y sommes arrivés ; la nouvelle dignité dont le premier ministre de Joseph fut revêtu le plaçait au rang des plus nobles du royaume, sa fortune dignement et noblement acquise, lui assurait une existence fastueuse que ses goûts simples ne recherchaient pas, conseiller d'un roi dont il possédait la précieuse amitié, entouré d'une famille qui l'aimait et le vénérait, tout semblait réuni pour lui donner un bonheur durable, si ce bien suprême était possible ici bas. Son seul mérite lui avait acquis la faveur, le pouvoir et la fortune, l'intrigue devait, aussitôt après la mort de son roi, le précipiter du faîte des grandeurs

au banc des accusés jusqu'à ce que la postérité vengeresse soit venue donner un éclatant démenti aux accusations perfides portées contre lui et rendre à sa mémoire le glorieux honneur qui lui est dû.

Mais chose singulière, et qui démontre une fois de plus l'instabilité et la fragilité des choses humaines, de l'aveu même des ennemis de Pombal, les six années qui s'écoulèrent depuis son élévation à la dignité de marquis jusqu'à la mort de Joseph furent les plus glorieuses.

Les *Mémoires* cités plusieurs fois, et qui ne sont qu'un long acte d'accusation dressé contre lui, laissent échapper ce cri de la conscience, si ce mot peut être employé à propos d'un livre, tissu d'allégations mensongères et de calomnies amoncelées systématiquement, qui n'a d'autre excuse que d'avoir été écrit au moment même de la chute de Pombal, alors que chacun s'évertuait à fouiller et à scruter les actes du ministre tombé, pour les travestir et les présenter sous les couleurs les plus sombres, sans s'inquiéter autrement de la vérité ni même du simple bon sens.

Donc ces fameux *Mémoires* disent ceci :

« Il semble qu'en changeant de titre il (Carvalho) ait en même temps changé de caractère, qu'il ait enfin senti que la conduite injuste et violente qu'il avait tenue jusqu'alors était moins propre à lui attirer l'admiration de la postérité qu'à vouer son nom à une éternelle exécration et que la seule route ouverte à un ministre, pour parvenir à l'immortalité, était de travailler par des lois sages et bienfaisantes au bonheur des peuples confiés à ses soins. Divers règlements, qui signalèrent cette dernière partie de sa vie publique, sont une preuve incontestable de cette heureuse révolution dans ses idées et dans ses sentiments. Le législateur semble n'y avoir eu en vue que le bien de l'humanité et les intérêts de la nation. »

Cet aveu est précieux, il importe maintenant de montrer comment Pombal mérita cet hommage rendu quand même à son génie et de tracer rapidement le récit des événements fâcheux qui s'accomplirent pendant la dizaine d'années que nous avons encore à parcourir.

CHAPITRE VI

ENCORE LES QUESTIONS RELIGIEUSES
PROJETS DE RÉFORME. — RÈGLEMENTATION DES ÉTUDES
SUPPRESSION DE COUVENTS D'HOMMES & DE FEMMES
DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE NATIONALE
PROTECTION AUX LETTRES ET AUX ARTS
ÉTABLISSEMENT D'ÉCOLES PUBLIQUES. — LE COMMERCE
ÉRECTION DE LA STATUE DE JOSEPH
MALADIE DU ROI, SA MORT

CHAPITRE VI.

ENCORE LES QUESTIONS RELIGIEUSES. — PROJETS DE RÉFORME. — RÈGLEMENTATION DES ÉTUDES — SUPPRESSION DES COUVENTS D'HOMMES ET DE FEMMES. — DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE NATIONALE. — PROTECTION AUX LETTRES ET AUX ARTS. — ÉTABLISSEMENT D'ÉCOLES PUBLIQUES. — LE COMMERCE. — ÉRECTION DE LA STATUE DE JOSEPH. — MALADIE DU ROI, SA MORT.

Ce fut encore par des questions religieuses que le marquis de Pombal commença l'année 1771. Nous l'avons dit à plusieurs reprises, Pombal était considérablement en avance sur les idées de son siècle et bien que profondément religieux, il déplorait les abus qui, trop souvent, se commettent sous le voile de la religion, et regrettait de ne pouvoir exercer parfois une autorité salutaire sur des actes qui par la nature même de leur essence échappaient à son pouvoir.

Chaque fois que l'occasion se présentait, le ministre ne manquait jamais, soit dans les entretiens qu'il avait avec le roi, soit dans les

conversations particulières, de s'élever avec force contre le nombre toujours croissant des moines, et il cherchait continuellement le moyen de réduire cette armée de consommateurs improductifs, dont la subsistance incombait toujours à la nation.

Or, ces moyens n'étaient pas nombreux, ils se bornaient à empêcher que les Portugais n'entrassent au cloître sans y être autorisés, et à restreindre ces autorisations en exigeant des formalités nécessaires à leur obtention. Mais il était bien difficile, pour ne pas dire impossible, de les refuser sans toucher au principe de la liberté individuelle, et Pombal comprenait bien le peu de valeur des objections qu'on pouvait élever contre la volonté de quiconque désirait se faire moine.

Donc, après avoir obtenu de Joseph, en 1764, un arrêt par lequel nul ne pouvait faire profession religieuse sans le consentement du roi, et s'être trouvé dans la nécessité ou d'accorder ce consentement à tous ceux qui le sollicitaient ou de laisser la loi tomber en désuétude, il préféra s'arrêter à cette dernière résolution, quitte à la faire revivre quand il le

jugerait convenable, mais il prit une mesure beaucoup plus sage. Convaincu de l'inutilité de tous les efforts qu'il pourrait tenter pour diminuer le nombre des moines, il eut le bon esprit de songer à les utiliser en les poussant dans la voie de l'étude et de la science.

Plein d'admiration pour les magnifiques travaux des moines bénédictins de l'abbaye de Saint-Maur, le ministre se demanda s'il ne serait pas possible d'avoir en Portugal une abbaye du même genre.

Ce fut afin de s'éclairer sur le degré d'éducation et de savoir des supérieurs des maisons religieuses, sur l'état des lettres dans ces maisons, qu'il se fit rendre un compte très exact de la situation intérieure de tous les établissements religieux.

Le clergé séculier n'avait pas, à quelques exceptions près, l'influence et la considération dont jouissaient les moines dans les familles. Ceux-ci admis, reçus, recherchés partout, aussi bien chez les gens du peuple que dans les classes élevées de la société, se montraient plus tolérants, mais ils donnaient en même temps le triste spectacle d'une ignorance complète.

Le ministre en acquit la certitude lorsqu'il voulut mettre son projet à exécution ; en examinant de près la conduite des moines, il fut surpris de voir le peu de temps qu'ils donnaient à l'étude, et il publia un édit qui réglait la méthode de les instruire, édit qui fut enregistré à la secrétairerie d'État et au conseil du roi.

Mais c'était toucher une corde sensible. Les religieux que cette réforme, émanant du premier ministre du royaume, troublait singulièrement, s'écrièrent à l'unisson qu'ils n'étaient justiciables que de leurs supérieurs, en tout ce qui concernait le spirituel, et que, conséquemment, le ministre outrepassant son droit n'avait aucune qualité pour se mêler de leur règle et de leur constitution.

Pombal avait tenu tête à de plus forts orages que celui-là ; il laissa dire les moines qui tempêtèrent tout à leur aise, mais qui durent se conformer à ses prescriptions. Ceux qui refusèrent de se soumettre virent leur maison se fermer. Ce fut ainsi que neuf couvents de chanoines réguliers de Saint-Augustin, furent supprimés par bref du pape, les revenus de

ces monastères furent transférés au monastère de Mafra, qui eût pour destination spéciale de servir de maison d'étude aux chanoines de Saint-Augustin.

Ce fut dorénavant le roi qui nomma le prieur et les assistants de ce couvent; quant aux enfants de Saint-François qui s'y trouvaient établis, le ministre leur laissa le choix d'entrer chez les chanoines réguliers de Saint-Augustin, ou de se retirer dans d'autres maisons de leur ordre.

Après quelques criailleries sans conséquence, tout s'apaisa, et les choses marchèrent au gré de Pombal; mais, s'il avait bien l'autorité nécessaire pour faire adopter une mesure quelconque et, même la faire suivre exactement, il ne pouvait rien contre le mauvais vouloir des moines ou leur peu d'intelligence.

Il avait le vif désir de former une congrégation d'hommes instruits, dont les utiles travaux servissent au développement des lettres et des sciences; mais il ne put qu'assembler des moines sans valeur qui ne firent rien pour seconder les vues du ministre.

Toutefois, si les résultats obtenus furent

presque nuls, cela ne saurait en aucune façon diminuer le mérite de l'intention de Pombal qui, sincèrement religieux, voulait qu'on s'attachât plutôt à l'observation des saints commandements du catholicisme qu'à des pratiques extérieures d'une dévotion mal entendue, que la tradition perpétue sans motif plausible et que le vulgaire accomplit par pure habitude.

Ce fut pour essayer de détruire cet état de choses, que Pombal s'attaqua ouvertement à la coutume singulière qui faisait que, chaque soir, les habitants des divers quartiers de la ville répétaient en chœur les litanies de l'Église; il fit comprendre que les prières récitées de la sorte à haute voix, sans motif, et dans le simple but de se conformer à un usage, étaient plutôt propres à troubler la tranquillité publique et le bon ordre, qu'à être agréables à Dieu, et la coutume cessa.

Ce premier point obtenu, il s'occupa des confréries; ces associations religieuses pullulaient en Portugal et particulièrement à Lisbonne, et elles n'avaient guère d'autre objet que celui de faire perdre un temps précieux en réunions et en processions qui, se renouve-

lant sans cesse, enlevaient au commerce et à l'industrie des heures dont nul n'eût songé à regretter l'emploi si elles avaient été sérieusement consacrées à la religion, et non à de simples et vaines pratiques.

Un édit du mois d'avril 1771, rendu sur la proposition de l'habile ministre, vint mettre un terme à cet abus; toutes les confréries furent supprimées, à l'exception de celles du Saint-Sacrement, de Notre-Dame du Mont-Carmel, et de la Miséricorde, qui rendaient de véritables services à la religion, et les revenus des associations supprimées servirent à secourir de pauvres familles; il était difficile de trouver un meilleur emploi de fonds provenant d'établissements religieux, ce qui n'empêcha pas les partisans des confréries de jeter feu et flamme.

Pombal laissa dire, et comme il savait par expérience que les demi-mesures soulèvent autant de récriminations que les mesures radicales, il alla plus loin: après avoir réglementé les couvents d'hommes et les confréries, il s'attaqua résolument aux couvents de filles.

Ce fut un tolle général, il n'y avait pas d'expressions assez fortes pour qualifier cet homme,

sans foi et sans respect pour la religion qui osait porter une main sacrilége sur les institutions monacales.

Fort de sa conscience, et sachant qu'en agissant selon les vues du roi et les siennes propres, il ne faisait, au contraire, que ramener dans la voie sage et honnête des institutions déviées du principe même de leur fondation, le digne ministre supprima les couvents de filles dans lesquels la licence et les abus de tous genres s'étaient introduits, et ramenant à un chiffre raisonnable le nombre de ces maisons, il en réunit jusqu'à trois en une seule, sans amener aucune espèce d'entrave à la liberté que chaque fille avait d'embrasser la vie religieuse.

Enfin, pour compléter le plan de réorganisation religieuse qu'il avait conçu, il s'attacha à faire disparaître les inégalités qui existaient entre les droits et priviléges dont jouissaient les catholiques de race qu'on désignait sous le nom d'anciens chrétiens, et ceux qui, sous celui de nouveaux chrétiens, expiaient, par des vexations continuelles et le mépris public, le tort d'être issus de parents protestants ou israëlites,

et de ne pouvoir, par cette raison, être pourvus d'emplois publics ou contracter d'honorables alliances.

Ces malheureux nouveaux chrétiens étaient sans cesse sous le coup d'accusations directes ou détournées, qui avaient pour résultat de les plonger dans les cachots de l'Inquisition.

Pombal qui souffrait cruellement de tout ce qui était abus et injustice, rendit un édit très sévère à ce sujet, et défendit expressément qu'aucune ligne de démarcation ne vînt, à l'avenir, séparer les nouveaux des anciens chrétiens, en abolissant de la façon la plus formelle cette désignation fâcheuse. Ce fut encore en obéissant au même esprit de justice et d'équité, qu'il ordonna la suppression de la liste d'infamie sur laquelle se trouvait porté le nom de quiconque avait eu le malheur d'avoir dans sa famille un condamné par le Saint-Office.

Enfin, portant son investigation partout où il y avait quelque préjugé à déraciner, quelque abus de pouvoir à réprimer, il ordonna qu'à l'avenir, l'autorité ecclésiastique apportât plus de soin et d'importance à la célébration des

mariages qui jusqu'alors pouvaient se faire avec le seul consentement des parties contractantes, sans qu'il fut besoin de celui des père et mère.

On comprend combien cette facilité donnée aux jeunes gens de s'enchaîner étourdiment dans des liens indissolubles, était contraire à la conservation des biens et de l'honneur des familles.

Il appartenait à Pombal de faire cesser un état de choses si fâcheux, il eut pour lui, dans cette circonstance, l'estime et l'approbation de tous.

Un fait digne de remarque, c'est l'activité prodigieuse du marquis de Pombal. A peine sa pensée était-elle dégagée d'une préoccupation quelconque, qu'elle se reportait immédiatement sur un autre objet.

Religion, industrie, guerre, finances, administration intérieure et extérieure, tout était examiné, réglementé, étudié par lui, et l'on peut dire que chaque rouage du gouvernement passait à l'investigation de son esprit scrutateur.

Sa grande préoccupation, pendant tout le temps qu'il demeura au pouvoir, fut de rendre les Portugais producteurs et de détruire en

eux la tendance qu'ils avaient d'acheter à l'étranger ce qu'avec un peu de travail ils pouvaient trouver dans leur pays. C'était particulièrement l'industrie des tissus de laine et de draperie qu'il voulait encourager. Une concurrence redoutable faite par les manufactures anglaises, à celles du pays, ruinait les fabricants.

Il fallait porter un coup décisif en empêchant l'entrée des marchandises étrangères sur le territoire. Pombal n'hésita pas, il rendit un édit dans ce sens et pour mieux en assurer l'exécution, il fit saisir, non seulement dans les magasins, mais même sur les personnes qui en étaient revêtues les étoffes prohibées et qui, postérieurement à la publication de l'édit, étaient entrées en fraude.

Cet acte de vigueur, diversement jugé par les contemporains de Pombal, eut pour résultat immédiat de donner une rapide impulsion à l'industrie manufacturière qui prit bientôt des proportions jusqu'alors inconnues.

Grâce à toutes ces excellentes réformes, à cette initiative qu'on ne saurait trop louer, le pays vit bientôt se cicatriser et se fermer les plaies terribles qu'avait amenées le fatal

tremblement de terre de 1755. Moins de vingt années avaient suffi pour tout changer et transformer! Ce fut alors que le prévoyant ministre, après avoir assuré la prospérité du pays, songea à ses besoins intellectuels et put travailler au développement des lettres et des arts en commençant par réformer l'Université de Coïmbre qui, après avoir brillé d'un vif éclat, était tombée dans un déplorable état de décadence.

Il forma un conseil d'ecclésiastiques instruits, et ayant sollicité du roi le pouvoir qui lui fut immédiatement donné d'agir selon sa propre inspiration, il partit pour Coïmbre avec ses conseillers et changea de fond en comble la base de l'enseignement en le réglementant. Descendant jusqu'aux moindres détails des travaux universitaires, il se rendit compte de l'insuffisance des professeurs et de l'ignorance de bon nombre d'entr'eux et en nomma près de huit cents qu'il choisit parmi les hommes les plus recommandables du royaume. Puis il enjoignit aux étudiants d'assister régulièrement aux leçons, et institua des examens pour le doctorat; en un mot, il rénova le système des études et

donna aux écoles publiques toutes les garanties de savoir et de bonne organisation désirables.

La réforme de l'Université de Coïmbre et l'établissement des écoles publiques dans tout le royaume, la construction du fameux canal d'Oeyras qui eut lieu à peu près dans le même temps et quelques autres édits importants au nombre desquels il faut citer la magnifique loi, destinée à faire rentrer aux mains de leurs légitimes possesseurs, les biens qui leur avaient été enlevés par la fraude ou l'injustice, le règlement relatif à la contrainte par corps qui se trouva abolie à l'égard des débiteurs réputés insolvables, tous ces beaux et bons actes de l'administration de Pombal furent autant de faits méritoires, dont l'histoire impartiale doit tenir le plus grand compte en faveur d'un homme dont le dévouement et les vertus civiques furent si mal récompensés, quand le bon et noble roi Joseph ne fut plus là pour les apprécier et les défendre.

Mais avant d'en arriver à ce triste épisode de la fin de la carrière de Pombal, notons encore quelques faits importants qui témoignent des

hautes capacités de ce ministre qui ne demeura étranger à aucune espèce de sollicitude.

C'est à lui qu'on doit l'édit qui ordonna que nul ne pourrait tester, en faveur des établissements de piété ou de charité, que pour le tiers de ses biens, de façon à ce que par suite d'une libéralité mal entendue, une famille ne pût être exposée à la ruine.

Certaines réformes dans l'administration de la justice furent d'ailleurs édictées par lui. Ce fut ainsi qu'en Amérique et dans les possessions de la côte d'Afrique, Pombal supprima des tribunaux dispendieux et les remplaça par d'autres coûtant beaucoup moins cher à l'État.

Les colonies furent aussi l'objet de ses soins ; depuis de longues années celles de l'Orient languissaient, Pombal leur rendit une partie de leur activité par la suppression de tous les règlements qui avaient eu leur raison d'être à l'époque des premières tentatives de colonisation, mais dont l'expérience n'avait pas tardé à révéler l'inutilité ou les inconvénients.

Quant à celles du Brésil, il leur fit prendre

un grand développement par la culture des plantes tropicales qu'il favorisa; disons à ce propos que la liberté de la vente du tabac fut octroyée au peuple portugais sous le ministère de Pombal.

Le commerce fut d'ailleurs constamment encouragé par Pombal qui cherchait sans cesse les meilleurs moyens de l'accroître et de le rendre chaque jour plus florissant. Ce fut dans ce but qu'il établit une chambre du commerce et qu'il fit plusieurs règlements spéciaux, qui tous, portent la marque d'un esprit pratique et éminemment supérieur. L'une des excellentes mesures qu'il prit fut celle qui amena la conclusion d'une paix féconde avec le Maroc, ce qui ouvrit un débouché considérable au commerce portugais, qui commençait à prendre aussi de nouvelles proportions en Amérique, lorsque survinrent malheureusement des troubles fâcheux entre les sujets portugais et espagnols qui habitaient le Paraguay. En vain, l'Angleterre et la France s'interposèrent comme médiatrices, il fut impossible d'arriver à une réconciliation, et la guerre éclata. Pombal ne perdit pas son temps en

négociations inutiles; il disposa tout pour soutenir la lutte en complétant les régiments, armant des vaisseaux, faisant réparer des fortifications sur les frontières espagnoles pour le cas où la guerre s'étendrait en Europe, mais il n'en fut rien : elle se localisa dans les possessions américaines et s'éteignit peu à peu.

Vers la même époque, Pombal mit à exécution un projet qu'il nourrissait depuis longtemps, celui d'ériger une magnifique statue en bronze au roi Joseph, son bienfaiteur et son maître, qui n'avait jamais cessé de lui donner les marques d'une amitié sincère et d'une confiance sans bornes.

Un artiste de grand mérite, Joaquim Machado, fit un modèle en cire qui obtint l'assentiment royal; le plus difficile était de le couler en bronze. Un lieutenant-colonel, ayant la direction de l'arsenal, en fut chargé et il réussit complétement; la statue fut fondue d'un seul jet malgré ses proportions colossales.

Le travail de la ciselure n'exigea pas moins de six mois d'un labeur assidu et quatre-vingt-trois artistes furent employés à cette opération qui fut terminée le 13 mai 1775.

Le roi avait voulu que le médaillon de son ministre fut placé à côté de ses armes sur le piédestal, juste récompense du dévouement dont Pombal lui avait donné tant de preuves.

L'inauguration de ce monument fut une véritable fête publique ; il y eut pendant trois jours des réjouissances, des feux d'artifice, des divertissements de toute nature, auxquels prit part tout un peuple qui, en faisant éclater les transports de son amour pour le roi, confondait dans son enthousiasme l'admiration qu'il portait à Pombal en attendant que, quelques années plus tard, il applaudit à l'enlèvement qui fut ordonné du médaillon que le gouvernement d'alors trouva indigne de figurer aux pieds de la statue royale.

Mais la faveur populaire est d'humeur changeante! un misérable n'était-il pas venu à Lisbonne quelques jours avant l'inauguration de la statue, dans l'exécrable dessein d'attenter aux jours du ministre en pratiquant une mine dans le fond de son carrosse.

Il faut reconnaître à l'honneur du peuple portugais que cet assassin était Génois, son projet fut découvert, il fut arrêté et mis à mort.

Sur ces entrefaites, l'horizon s'assombrit de nouveau avec l'Espagne et le cabinet de Madrid fit partir une flotte nombreuse pour l'Amérique, puis, alors même que des nouvelles fâcheuses pour les armes portugaises dans ces contrées parvenaient à Lisbonne, la santé du roi Joseph donnait les plus vives inquiétudes : une attaque d'apoplexie, en lui ôtant l'usage de la parole, le mit dans la nécessité de déclarer la reine régente du royaume.

A partir de ce moment, le pouvoir de Pombal s'échappa de ses mains et l'heure de sa disgrâce avait sonné.

Quand le roi rendit le dernier soupir, le 23 février 1775, c'en était fait de la puissance du ministre, qui, après avoir touché au point culminant de la faveur et de la puissance, allait être calomnié, accusé, condamné, banni, en attendant que la postérité se chargeât de venger sa mémoire en lui rendant pleine et entière justice.

Avant d'interroger les événements qui suivirent la mort du roi et d'examiner si Pombal ne se montra pas encore plus véritablement grand dans son exil qu'il le fut jamais pendant

qu'il tenait le timon des affaires, il convient de jeter un coup d'œil sur l'ensemble de son œuvre et de le juger avec l'impartialité que le temps apporte dans les jugements des hommes.

Dès le début de son administration, il prohiba l'exportation du numéraire, il diminua le pouvoir de l'Inquisition et réunit à la couronne nombre de domaines qui en avaient été indûment séparés. Il organisa l'armée, peupla les colonies, forma la compagnie des Indes et, non sans difficultés, parvint à assurer l'exécution du traité du Paraguay.

Ce fut alors qu'arriva le tremblement de terre de 1755. Quel courage, quelle activité, quelle énergie il déploya pendant cette désastreuse époque! Que ne fit-il pas pour adoucir les malheurs publics!

A partir de ce moment sa puissance s'accrut et à quoi l'employa-t-il? à combattre, non seulement la noblesse, mais encore le peuple abusé qui s'était soulevé contre le monopole commercial du gouvernement, à lutter avec conviction et énergie contre les empiétements des Jésuites, à découvrir et punir ceux qui osèrent conspirer contre la vie du roi.

Il put à la suite de ces événements, et grâce à une indomptable persévérance, obtenir l'abolition complète de l'ordre des Jésuites qui avaient continué leurs sourdes menées en Portugal, il mit le pays à même de soutenir la guerre avec l'Espagne, il favorisa l'agriculture, améliora l'enseignement, donna au commerce tout le développement qu'il pouvait recevoir.

N'étaient-ce pas les titres les plus beaux à la reconnaissance publique?

Certes , ils eussent dû suffire pour que Pombal continuât à jouir après la mort du roi de la confiance qu'il avait su mériter pendant le règne de Joseph, mais ce ne fut pas la reine qui l'en jugea indigne; Pombal, dans le cours de son long ministère, avait froissé bien des amours propres, démasqué bien des hypocrisies, frappé bien des coupables et il avait amoncelé sur sa tête bien des haines, bien des rancunes, qui ne demandaient que la venue d'un moment favorable pour éclater. La mort du roi, protecteur constant de Pombal, ne pouvait fournir une occasion meilleure aux ennemis de l'honnête ministre, pour tenter de le

précipiter du haut de ce pouvoir dont l'éclat offusquait leurs yeux.

Ils ne furent que trop habiles à mettre à profit l'événement malheureux qui privait le Portugal de son roi bien-aimé.

Tandis que le peuple pleurait la perte du souverain qui, avec l'aide de Pombal, était parvenu à ressusciter, pour ainsi dire, le pays mortellement atteint par le fléau du tremblement de terre de 1755, les grands, jaloux, s'assemblaient pour conspirer dans l'ombre la perte de celui qui, secondant les vues de son roi, avait employé toutes les forces vives de son corps et de son âme à faire le bien et qui, complètement dévoué aux intérêts du Portugal, n'avait jamais cessé de se montrer plein de patriotisme et de véritable zèle.

Mais laissons la parole aux faits qui se produisirent et, après avoir considéré Pombal, placé au faîte de la fortune et des honneurs, voyons-le disgracié et déchu du rang important qu'il occupait.

Certains hommes grandissent encore dans l'adversité : Pombal fut un de ceux-là.

CHAPITRE VII

DÉMISSION DE POMBAL, SA RETRAITE
RÉVISION DU PROCÈS D'AVEIRO
DÉCRET QUI EXILE POMBAL A VINGT LIEUES DE LA COUR
SA MORT. — JUGEMENT SUR POMBAL
RETOUR DE SES CENDRES. — HOMMAGE A LUI RENDU

CHAPITRE VII.

DÉMISSION DE POMBAL, SA RETRAITE. — RÉVISION DU PROCÈS D'AVEIRO. — DÉCRET QUI EXILE POMBAL A VINGT LIEUES DE LA COUR. — SA MORT. — JUGEMENT SUR POMBAL. — RETOUR DE SES CENDRES. — HOMMAGE A LUI RENDU.

Pombal ne s'illusionna pas après la mort du roi ; il comprit qu'il allait être sacrifié et son premier soin fut d'offrir sa démission, ne voulant pas être un obstacle aux projets du gouvernement nouveau.

La reine Marie fut profondément touchée de cette marque de désintéressement, et nul doute que si elle n'eût écouté que sa propre inspiration, elle eût conservé auprès d'elle le ministre dont elle appréciait le mérite et les lumières; mais la politique de ses conseillers eut le dessus, et la démission de Pombal fut acceptée. Toutefois cette retraite fut, en quelque sorte, un nouvel honneur pour lui. La reine douairière avait demandé à sa fille si elle se proposait de le conserver dans le ministère.

— Il faut bien le renvoyer, répondit la reine, puisque tout le monde le juge nécessaire.

Et satisfaction fut donnée à « tout le monde » mais la reine conserva à Pombal ses appointements de secrétaire d'État, et lui fit don de la commanderie de Saint-Jacques de Lamozho, de l'ordre du Christ, avec tous les revenus qui y étaient attachés ; le comte d'Oeyras, son fils, continua d'être président du conseil et Pombal choisit lui-même le lieu de sa retraite ; il se retira dans sa terre de Pombal située à 28 lieues de Lisbonne.

Il était alors âgé de 77 ans, mais il avait conservé à cet âge toute la vigueur et la santé de l'âge viril.

Dans un voyage que fit le duc du Chatelet à cette époque en Portugal, il eut le désir de visiter le marquis de Pombal dans sa retraite et voici quelques passages empruntés à la relation qu'il fit de cette visite :

« M. de Pombal a apporté avec lui beaucoup de livres, il lit ou se fait lire continuellement ; ces livres sont tous français, il parle notre langue aussi facilement que nous-mêmes, il possède également bien l'allemand, l'anglais

et l'italien. Il ne prononçait qu'avec attendrissement le nom de *son respectable maître*. « *Il m'honorait,* dit-il, *de sa confiance. Perdre son roi et son ami! C'est une épreuve trop forte pour que je puisse y résister; aussi, le soleil a-t-il perdu pour moi l'éclat de ses rayons; non, rien ne peut me dédommager de la perte que j'ai faite.* » Et quelques larmes s'échappaient de ses yeux. Vainement, je cherchai à détourner la conversation sur un autre objet : il m'y ramenait sans cesse. « *Du moins je serai heureux ici*, poursuivit-il; *vous voyez cette chaumière? elle n'est pas à moi; je la loue. Cet homme qu'on accuse de n'avoir songé qu'à lui, ne s'est même pas bâti un réduit dans sa terre.* » Puis me montrant un grand bâtiment neuf : *C'est un magasin appartenant à la ville. Je l'ai fait construire pour y renfermer les grains dont il est rempli. Enfin ainsi que Sully, je vivrai plus heureux, dans ma retraite, qu'au milieu des grands de la cour. On m'a permis d'apporter mes livres, il me reste peu de choses à désirer.....* En sortant de chez le marquis, je trouvai à sa porte plus de deux cents personnes, à qui on distribuait du pain et de la

soupe. C'est ainsi qu'il s'est encore fait un grand nombre de partisans qui l'exaltent même dans sa disgrâce; et il m'a paru qu'il était chéri de tous les habitants du lieu. Enfin après une promenade de deux heures, je retournai chez M. de Pombal que je trouvai au milieu de ses livres.

« Nous reprîmes la conversation. Il me demanda si j'avais vu la cérémonie du couronnement de la reine; je devinai où il voulait en venir, je lui répondis que oui, et qu'elle m'avait paru s'être faite avec beaucoup de pompe et de majesté. Il voulut savoir si j'avais fait attention à toutes les peines inutiles que, dans cette occasion, ses ennemis s'étaient données pour le perdre; il me demanda même quelques détails sur la manière dont le peuple s'était comporté. Je lui dis ce que j'en savais, et j'ajoutai que cette circonstance était un triomphe de plus pour lui, puisqu'elle prouvait l'impuissance de ses ennemis, autant que leur animosité. Sur quoi il me dit, avec une extrême vivacité, qui lui sied fort bien. « On avance un paradoxe en » se rendant l'interprète du peuple; on lui fait » dire qu'il me déteste, cela est impossible :

« mes actions, ma conduite, tout m'assure du « contraire. Le peuple portugais ne peut me « haïr, et vous allez en sentir la raison. — « Qu'est-ce que le Portugal aujourd'hui? qu'é- « tait-il, il y a quarante ans? Ne l'ai-je pas « mis dans le cas de n'avoir plus besoin de ses « voisins? N'ai-je pas établi partout les arts, « les métiers, les maîtrises? N'ai-je pas, en « outre, fait rebâtir le tiers de la ville de Lis- « bonne? N'ai-je pas établi de l'activité, ré- « pandu de l'aisance parmi les artisans?... Non, « avec tous les droits que je pense avoir à « la reconnaissance de ce peuple, je le crois « trop juste pour m'avoir voulu déchirer, et il « ne l'a pas fait. . . . . .

« . . . . . »

Il disait vrai le duc du Chatelet; l'ex-ministre était aimé non-seulement des habitants de Pombal, mais il avait laissé à Lisbonne des affections sincères et désintéressées.

Toutefois, le calme qu'il avait trouvé dans sa retraite ne devait pas durer.

Ce qui lui fut le plus sensible dans sa disgrâce fut de voir emprisonner ses meilleurs amis et remplacer tous ceux qu'il avait pourvu

d'emplois, en raison de leurs capacités et de leur dévouement; au contraire, tous les gens qui s'étaient ostensiblement déclarés sans cesse contre sa politique, furent placés et comblés d'honneurs et de faveurs.

Une douleur plus grande lui était réservée.

Le roi Joseph avait voulu que le médaillon de Pombal figurât sur le piédestal de sa statue, les nouveaux favoris du pouvoir demandèrent avec instance qu'on enlevât ce médaillon dont la vue les offusquait; on eut dit qu'ils eussent voulu pouvoir effacer jusqu'au souvenir du nom de Pombal. Ils ne songeaient pas que le nom, biffé partout, se fut retrouvé sans cesse accolé aux grands actes et aux grands faits qui avaient illustré le glorieux règne de Joseph.

Quoiqu'il en fut, la reine dut donner satisfaction à ce qu'on s'était attaché à lui représenter comme le vœu de la majorité de la nation. Toutefois, cette auguste princesse ordonna, contrairement à ce que les ennemis de Pombal eussent désiré, que l'enlèvement de ce médaillon s'effectuerait la nuit, et qu'on y substituerait sans bruit les armes de Lisbonne.

Enhardis par ce succès, ceux-ci firent plus ;

ils ne se contentèrent pas de ces marques publiques de défaveur prodiguées à Pombal, ils songèrent à le perdre complètement et ne reculèrent pas devant la pensée d'un procès à lui intenter en abus d'autorité, mais pour cela il fallait que des griefs fussent articulés, il ne manqua pas de gens prêts à en produire.

La reine Marie, dont le caractère était plein de justice et d'équité, voyait avec peine la marche que suivait l'opinion publique, mais elle était animée du désir de donner une grande liberté à son peuple et dans le louable dessein de laisser la lumière se faire au milieu du chaos de récriminations qu'on formulait sans cesse contre Pombal, elle donna à tous ses sujets la permission d'articuler par écrit les faits qu'ils pouvaient avoir à reprocher à Pombal et à celui-ci le droit de les réfuter.

Malheureusement, comme cela était facile à prévoir, la passion dirigea les attaques : un mémoire publié en faveur d'une personne qui avait été exilée par ordre du ministre, Galbardo de Mendanha, contint des attaques tellement offensantes pour Pombal, que celui-ci crut devoir répondre par la publication d'un

autre mémoire dont il eut le tort de confier la rédaction à un avocat trop zélé. Celui-ci, à l'exemple de son confrère, l'avocat de Galbardo Mendanha se servit d'expressions blessantes, critiqua vivement les actes des nouveaux ministres et fit tant que la reine, mécontente de la publication de ces deux mémoires diffamatoires, les supprima et ordonna qu'ils seraient brûlés, d'après l'avis du conseil qui condamna à la prison les deux avocats signataires.

Toute cette affaire tourna contre Pombal. Il fut décidé qu'on lui ferait subir un interrogatoire juridique pour éclaircir certains faits qu'il avait avancés dans son ouvrage.

Ce fut le commencement des persécutions dirigées contre lui par ses ennemis; cet interrogatoire qui se fit dans les derniers jours du mois de septembre dura jusqu'au milieu de novembre et, pendant tout ce temps, le marquis de Pombal dut, comme un criminel d'État, répondre à toutes les questions qui lui furent adressées touchant les divers actes de son ministère. Chacun d'eux fut incriminé et des explications minutieuses lui étaient demandées sur les faits les plus insignifiants. On

sentait que les gens intéressés à perdre Pombal ne sachant exactement sur quel point pouvait se baser une accusation, et bien décidés cependant à la formuler, faisaient tous leurs efforts pour rencontrer un coupable quand même.

Cependant au mois de février suivant, les juges commis à ce fameux interrogatoire furent rappelés et nulle décision n'intervint, mais alors les ennemis du ministre disgrâcié s'y prirent d'une autre façon.

On remit sur le tapis le procès du duc d'Aveiro, et la reine, obsédée par d'incessantes sollicitations, signa le 15 octobre 1780, un édit de révision de ce procès, déclarant qu'il serait examiné par des juges choisis dans les premiers tribunaux du royaume.

Le moment était trop favorable pour que les Jésuites n'en profitassent pas. La révision du procès d'Aveiro admise, ils en conclurent qu'il leur serait facile d'obtenir qu'on révisât aussi les causes qui avaient, disaient-ils, servi de prétexte à leur exil et, en conséquence, ils s'adressèrent au roi don Pedro pour obtenir de son auguste compagne qu'ils fussent jugés.

Le prince remit à la reine un mémoire que dressa le P. Oliveira, qui contenait treize articles, et concluait en suppliant sa Majesté de faire interroger le marquis de Pombal.

Toutes ces protestations qui s'élevaient contre les actes émanant de l'ex-ministre laissaient clairement deviner qu'elles aboutiraient au but que poursuivaient ceux qui ne se contentaient pas de voir Pombal disgrâcié et qui espéraient bien le voir accusé du crime d'avoir trahi son roi et son pays.

On a peine à le comprendre, cette espérance se réalisa le 3 avril 1781. Les juges nommés pour réviser le procès d'Aveiro innocentèrent tous ceux qui avaient été condamnés et aussitôt il fut question de juger à son tour « l'injuste et barbare oppresseur de tant d'infortunés ».

Un procès, intenté dans de semblables conditions, était jugé à l'avance; tous les juges furent d'avis que Pombal était « criminel et digne d'un châtiment exemplaire ».

Devant une semblable déclaration, et quel que fût le sentiment particulier de la reine à cet égard, elle dut s'incliner devant la jus-

tice. Seulement, usant de la prérogative royale, elle refusa de prononcer contre Pombal aucune peine afflictive et se borna à lui enjoindre de se tenir éloigné de la Cour au moins à la distance de vingt lieues.

En agissant de la sorte, la reine ne fit que montrer son respect pour les lois, et l'on doit louer cette princesse d'avoir, tout en subissant la pression qu'exerçait sur sa volonté les ennemis de Pombal, soustrait le noble vieillard à la condamnation qu'ils espéraient et qui eut été une tache ineffaçable pour la mémoire de ceux qui l'eussent prononcée.

Néanmoins cet exil contre la dureté duquel le marquis ne se révolta point, habitué qu'il était à se conformer aux lois et à obéir aux ordres de son roi, cet exil le frappa cruellement; Pombal avait alors 82 ans et après avoir servi son pays avec zèle et fidélité pendant vingt cinq années comme premier ministre, il avait quelque droit d'espérer une autre récompense. Toutefois il accepta cette douloureuse épreuve avec résignation et, dix mois plus tard, le cinq mai 1782, il s'endormit dans la paix éternelle sans avoir fait entendre

une parole amère contre ceux qui, en l'éloignant de la Cour avaient semblé redouter qu'il ne mit à découvert leur incapacité et leur ineptie.

Pombal, en paix avec sa conscience, affronta la mort comme il avait affronté la colère de ses ennemis avec une tranquillité philosophique qu'il puisait dans la certitude d'avoir fait son devoir et d'avoir vécu en honnête homme, frappé par un arrêt injuste. Il ne récrimina pas; il se disait qu'il n'était pas coupable et cela lui suffisait; d'ailleurs, le peuple portugais savait bien qu'il n'avait commis d'autre crime que celui de le défendre et de le protéger, et dans le lieu même où il fut exilé, quand on le voyait calme et simple, on ne le désignait que sous le nom du *grand marquis* et ce nom de Grand, que lui conserva la postérité fut la plus éclatante révision que subit à son tour le procès de Pombal devant l'opinion publique.

Pombal mort, les haines aveugles qui l'avaient poursuivi sans trêve ne s'éteignirent pas: on le persécuta jusque dans le tombeau et, dans la crainte que sa gloire lui survécut,

on alla jusqu'à proscrire une épitaphe qui devait être placée sur sa tombe, comme si le nom du grand marquis de Pombal n'en disait pas plus que l'inscription latine qu'on lui avait consacrée et dont voici la traduction :

Après avoir rebâti Lisbonne
Ranimé le commerce,
Créé les manufactures,
Fait refleurir les lettres,
Affermi l'empire des lois,
Mis un frein au vice,
Récompensé la vertu,
Démasqué l'hypocrisie,
Réprimé le fanatisme,
Rétabli l'ordre dans les finances,
Fait respecter l'autorité souveraine,
Comblé de gloire,
Couvert de lauriers,
Opprimé par la calomnie,
Loué par les nations étrangères,
Diffamé par la sienne,
Égal à Richelieu par la hauteur de ses desseins,
Semblable à Sully dans sa vie et sa destinée,
Grand dans la prospérité,
Sublime dans la disgrâce,
Laissant une ample matière
Aux éloges et à l'étonnement des siècles futurs,
Comme philosophe, comme héros, comme chrétien,

Il est passé à l'éternité,
La 83e année de sa vie,
Et la 27e de son ministère,
Le 5 de mai 1782:
Que la terre lui soit légère!
. . . . . .
. . . . . .

La vérité ne pouvait manquer de se faire jour.

Pombal mort, on commença à examiner ses actes avec plus d'impartialité, et quelques esprits honnêtes exprimèrent hautement ce que bon nombre de gens pensaient tout bas, à savoir que Pombal avait été la victime de la haine implacable que lui avaient portée les Jésuites et tous ceux dont il avait empêché les mauvais desseins ou dont il avait excité l'envie et la basse jalousie.

Bientôt l'opinion publique fit justice des prétendus griefs que les successeurs de Pombal avaient intenté contre son administration, et le premier acte qui commença la réhabilitation de la mémoire du ministre, émana du trône; la reine Marie voulut que son fils, le comte d'Oeyras, porta le titre de marquis de Pombal

et fut en possession des commanderies et des revenus dont jouissait son père. Elle voulut que le nom de Pombal fût et restât honoré comme il devait l'être.

Cette justice rendue au ministre intègre devait être suivie, cinquante années plus tard, d'un grand acte de réparation : un décret royal du 10 octobre 1833, ordonna que le médaillon qui avait décoré le piédestal de la statue équestre de Joseph 1er, y serait solennellement replacé.

Mais il y avait un dernier devoir qui restait à remplir ; les cendres du grand marquis reposaient dans la petite chapelle de la terre de Pombal : sur l'initiative du Roi, don Pedro V, il fut décidé que ces cendres seraient ramenées à Lisbonne.

En 1856, le marquis de Pombal actuel transporta de la ville de Pombal à Lisbonne les restes mortels de son bisaïeul le grand marquis. On lui fit dans la ville de Pombal des obsèques solennelles, et l'on prononça son oraison funèbre en présence de l'évêque de Coïmbre, comte d'Arganil, aujourd'hui patriarche de Lisbonne, des autorités, de per-

sonnages de distinction de tout le district et d'une grande commission représentant l'université de Coïmbre avec son recteur en tête et plusieurs professeurs au nom de chaque faculté. Le lendemain, le cortége quitta Pombal pour Lisbonne, accompagné tout le long de la route par toutes les autorités des districts par où il passait. En entrant à Leiria, à Alcobaça et à Caldas da Rainha, on fit à la mémoire du ministre du roi D. Joseph l'ovation la plus grande et la plus spontanée, car il n'y avait là rien d'officiel. Toute la population, clergé, noblesse, peuple, se porta à l'entrée de ces villes à la rencontre du cortége avec des corps de musique, ce qui rendait ainsi l'acte encore plus solennel. Le marquis de Pombal accompagné de son beau frère D. Antoine-Manuel de Vilhena, de la maison des comtes d'Alpédrinha et du représentant de la maison de Redinha, alla en personne à Pombal pour assister à toutes ces cérémonies. Le 16 juin 1856, le cortége arriva aux portes de Lisbonne, où l'attendaient un grand nombre de personnes dans le couvent des religieuses d'Arroios où l'on déposa, pendant la nuit, les restes mortels. Le 17

vers le soir, le cortége repartit, accompagné de la famille de Pombal, d'une grande partie de la Cour, du ministère, des autorités et de la chambre municipale de Lisbonne. Le marquis actuel remit, par courtoisie, les clefs du cercueil au président de ladite chambre, qui lui avait demandé de se joindre à lui pour aller à l'église de Santo Antonio da Sé, à l'effet d'assister à l'office divin, en souvenir de tout ce que la ville de Lisbonne devait à la mémoire du grand marquis. On monta dans les voitures de la maison royale, accompagné de toutes les troupes qui se trouvaient à Lisbonne, ayant à leur tête le maréchal d'armée, duc de Saldanha, petit-fils de Pombal. Devant cette fameuse église de Santo-Antonio se trouvait attendant le cortége, le vertueux roi de Portugal, D. Pedro V. Le roi assista à l'office, que la chambre avait ordonné, et de là on alla de la même manière à la chapelle das Merces où se trouve l'antique tombeau de la famille Pombal. Là, le président de la chambre municipale de Lisbonne remit au marquis de Pombal la clef du cercueil et il fut célébré un solennel service funèbre commémo-

ratif, auquel assistèrent le cardinal patriarche, divers évêques qui se trouvaient à Lisbonne, le ministère, une partie de la Cour, les divers tribunaux, les autorités de Lisbonne, sans oublier un grand nombre de membres des deux chambres du Parlement, et une partie du Corps diplomatique.

Le lendemain, le marquis actuel de Pombal alla au palais baiser la main de sa Majesté très Fidèle, pour la remercier de l'honneur qu'Elle avait fait à la mémoire du premier marquis de Pombal, en honorant de sa présence le service célébré à Santo Antonio da Sé. Ce fut alors que le roi daigna lui adresser les paroles suivantes : « *Le marquis a fait son devoir en transportant les restes de son aïeul, et moi j'ai fait le mien en allant à Santo Antonio da Sé à l'occasion de leur arrivée, car on ne peut pas en douter, le premier marquis de Pombal fut un des hommes qui ont rendu au pays les services les plus éclatants.*

Ces mémorables paroles honorent le souverain qui les prononça, et ce fut la plus belle réhabilitation qui pût être faite à Pombal.

Néanmoins, il reste encore quelque chose

à faire et il serait à désirer que le grand roi, le sage monarque qui règne aujourd'hui sur le Portugal, et dont chaque acte gouvernemental a pour objet la grandeur du pays, permît qu'un monument, ou tout au moins une statue de Pombal, décorât l'une des places publiques de Lisbonne.

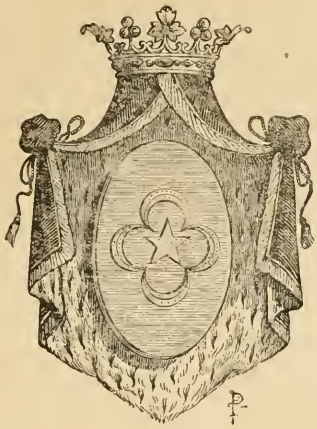
La France a un Panthéon pour ses grands hommes. Il appartient au roi qui a déjà acquitté une dette de reconnaissance nationale en plaçant sous son auguste protectorat la souscription publique qui a été ouverte dans tout le royaume pour élever un monument à l'illustre poëte Luiz de Camoëns.

Il appartient, disons-nous, au glorieux souverain qui a déjà tant fait pour rendre au Portugal sa splendeur première et le rang qu'il doit occuper parmi les nations européennes, de témoigner publiquement par l'érection d'un monument quelconque élevé à l'honneur de Pombal, de l'estime qu'il ne peut manquer d'avoir pour la mémoire de celui qui fut le conseiller et l'ami du roi Joseph 1er, son digne aïeul.

FIN

APPENDICE

GÉNÉALOGIE DE LA MAISON DE POMBAL



GÉNÉALOGIE DE LA MAISON DE POMBAL

I. Paio Carvalho fut un chevalier distingué dans la conquête et l'indépendance du Portugal, il servit avec gloire dans la guerre le comte Henrique et don Alphonse Ier son fils; il se maria avec dona Eamea, dame de qualité, et eut

II. Dominique Paës de Carvalho vulgairement appelé Dominique Feirol, qui fonda le majorat de Carvalho, dans la province de Coïmbra, auquel l'évêque de cette ville joignit le patronage de l'église de Logar; il se maria avec dona Bélida, d'une famille noble et eut :

III. Don Barthelémy Dominique de Carvalho, premier administrateur dudit majorat, auquel il

joignit un hôpital ; il se maria avec dona Mencia, dont il eut :

IV. Sueiro Gomès de Carvalho, deuxième administrateur, marié avec dona Aldonsa, dont il eut :

V. Fernand Gomès de Carvalho, troisième administrateur du majorat, il se maria avec dona Mor Rodrigues da Fonseca, de la maison des seigneurs de Léomil et en eut :

VI. Don Gil Fernand de Carvalho, quatrième administrateur, maître de l'ordre de Saint-Jacques, il se trouva avec don Alphonse IV à la bataille de Salado où il gagna les armoiries de la famille qui sont *d'azur, à l'étoile d'or entourée de quatre croissants appointés d'argent ;* il eut de Marie de Bairro :

VII. Alvaro Gil de Carvalho, légitimé par le Roi don Pedro Ier en 1399 ; il fut cinquième administrateur du majorat et alcade principal à vie du Palais ; il se maria avec dona Stephania Alvares Pereira, de la famille de Condestavel, aujourd'hui ducs de Cadaval, et en eut :

VIII. Diègue Alvares de Carvalho, vassal du Roi, don Alphonse V et sixième administrateur, marié à dona Eamea Soares d'Albergaria, dame très illustre, dont il eut comme second fils :

IX. Maître Jean de Carvalho, qui fut vassal du roi don Jean II et vécut dans la ville d'Anciaès, dans Tra-los-Montes, ainsi que l'atteste la lettre de

priviléges que le même souverain concéda à lui et à sa maison en date de Porto le 9 décembre 1483; il se maria avec dona Isabella Reynâo, fille de Jean Fernand, chevalier natif de cette ville et gentilhomme de la chambre du roi don Alfonse V, et de sa femme dona Maria Almendra Reynâo, native de Almofalla de Riba-Coa et fille d'Alfonse Antâo Reynâo, alcade principal de ladite ville, et il en eut :

X. Diégue de Carvalho Reynâo, qui demeurait à Cernancelhe, fut chevalier et gentilhomme de la maison du roi Don Manuel qui lui confirma les priviléges concédés à son père, il se maria avec don Violante Rebello, fille de Garcia Rebello, homme noble, et en eut :

XI. Sébastien de Carvalho qui demeurait à Cernancelhe où il se maria avec dona Maria de Seixas, fille de Pierre Rodrigue de Souza et de sa femme dona Maria Soares dont il eut :

XII. Belchior de Carvalho, qui fut seigneur de la maison de son père et de son aïeul à Cernancelhe. Il se maria avec dona Véronica Pinto, fille de Ayres Pinto de Fonseca, administrateur du majorat de Balsemâo, et de dona Brites de Macedo, il en eut :

XIII. Sébastien de Carvalho second fils, et sénateur du criminel, corrégidor de la Cour, député du Tribunal de la Conscience, et enfin en 1634, sénateur du Palais, par acte dotal fait à Pesqueira le

15 avril 1590. Il se maria avec dona Maria de Braga, fille de Georges Alvarez de Figueiredo et de sa seconde femme dona Isabella de Braga et Souza; il en eut :

XIV. Paul de Carvalho, successeur de la maison, collégiale de Saint-Pierre, sénateur du Port et du Criminel, provéditeur des douanes de Lisbonne et ministre du palais en 1651. Il bâtit les maisons de la rue Formoza, fonda le majorat dans lequel elles entrèrent avec la maison de campagne d'Alcantara et le patronage das Mercès, à Lisbonne; il se maria avec dona Maria Pereira qui annexa ses biens audit majorat elle était fille de Manuel de Sande et de dona Isabella Pereira, sans succession.

2° Sébastien de Carvalho qui continue la filiation.

XV. Sébastien de Carvalho succéda à la maison de Cernancelhe et au majorat de son frère, comme aussi à celui de Pesqueira, qui venait de sa mère — et pour lequel cette famille a un tombeau dans le couvent de Saint-François dans ladite ville — il fut patron de l'église das Mercès à Lisbonne, sénateur à la haute Cour de justice, et gentilhomme de la chambre de Sa Majesté; il se maria avec dona Luisa de Mello, fille héritière de Gaspard Leitâo Coelho, ministre de la justice et seigneur des domaines de Cezare de Gayate; et de sa deuxième femme dona Isabella de Mesquita et Lucena, il eut :

1° Sébastien de Carvalho qui suit;

2° Jean de Mello de Carvalho, corrégidor au criminel pour la Cour et la Maison du roi, marié à dona Isabella Maria Fereire, fille héritière de François da Cruz Fereire, sénateur à la haute Cour de justice, et de sa femme dona Luisa Pinto avec progéniture dans les familles de Carvalho, Mello, et Poroa de Lumiar;

3° Frère Alvaro de Carvalho, religieux Carme;

4° Simon de Mello, commandeur de Saint Jean de Jérusalem;

5° Manuel de Mello, chevalier du même ordre;

6° Dona Luisa de Mello, femme de Gaspard de Souza et Tavora;

7° Dona Isabella Maria de Mello qui mourut demoiselle.

XVI. Sébastien de Carvalho e Mello succéda au patronage, aux majorats et à la maison de son père et de sa mère, fut capitaine de la cavalerie des gendarmes de Lisbonne, et gentilhomme de la chambre. Il se maria avec dona Leonora Maria d'Athaïde, fille de Gonzale de Costa Coutinho et de sa femme dona Isabella d'Athaïde. Sébastien de Carvalho fut très prodigue et malgré sa vie militaire, il vécut 110 ans, et eut de sa femme les enfants suivants :

1° Manuel de Carvalho e Athaïde qui suit;

2° Paul de Carvalho e Athaïde, docteur en droit ca-

nonique, collégiat de Saint Pierre, député du Saint-Office et du Tribunal de la Conscience, archiprêtre de Sé de Lisbonne et ensuite principal de la sainte église patriarcale ;

3° Antoine de Carvalho de Costa, prêtre de l'ordre de Saint Pierre, littérateur célèbre et auteur de la chorographie portugaise ;

4° Dona Ignès d'Athaïde qui mourut demoiselle ;

5° Dona Maria Antonia d'Athaïde religieuse récolette à Mocambo.

XVII. Manuel de Carvalho Athaïde succéda au patronage, aux majorats, à la seigneurie de Cezare de Gayate, à la maison de campagne de Granja et aux autres maisons de ses pères ; il fut chevalier de l'ordre du Christ, capitaine de la chevalerie de la Cour, et gentilhomme de la chambre ; il se maria avec dona Thresa Luisa de Mendonça e Mello, fille de Jean d'Almada e Mello, administrateur des majorats de Santo d'El Rei — les vicomtes de Villa Nova de Santo del Rei sont aujourd'hui les représentants de cette maison — dans la province de Lamégo et des Olivaes près Lisbonne, alcade principal de Palmella, et commissaire général de cavalerie. De sa femme dona Mayor Luisa de Mendonça, avec qui il se maria le 16 janvier 1698, il eut :

1° Sébastien Joseph de Carvalho e Mello, Ier marquis de Pombal qui suit ;

2° François Xavier de Mendonça Furtado, gouverneur général du grand Para, où il rendit des services éclatants, et ministre de la marine du roi don Joseph. Il naquit en 1700 et mourut à villa Viçoza où se trouvait la Cour en 1768, ayant dans les archives de la maison de Pombal des lettres autographes du roi don Joseph au Ier marquis de Pombal, lettres fort honorables pour sa mémoire;

3° Paul de Carvalho e Mendonça naquit en 1702; il fut provéditeur des chapelles du roi don Alfonse IV, de la reine dona Brites et des institutions de la reine, et de l'Infant don Luis. Président du Sénat de la Chambre de Lisbonne, secrétaire et intendant de la maison et des propriétés de la reine dona Mariana Victoria, Monseigneur du patriarcat, commissaire de la Bulle de la Cruciade, prieur général de Guimarães; il mourut à Bélem le 17 janvier 1770 et ensuite dans le consistoire du 29 janvier de la même année, il fut nommé cardinal par le pape Clément XIV;

4° Joseph Joachim de Carvalho naquit en 1712, alla aux Indes en 1738 et y mourut dans un combat;

5° Dona Maria Madelena de Mendonça, religieuse et abbesse du couvent de Sainte Jeanne à Lisbonne, naquit en 1705;

6° Dona Mayor Luisa de Mendonça naquit en 1708,

religieuse au couvent de la Mère de Dieu sous le nom de sœur Hélène de la Croix.

XVIII. Sébastien Joseph de Carvalho e Mello, premier comte d'Oeyras, premier marquis de Pombal naquit à Lisbonne, le 13 janvier 1699, ministre des Affaires étrangères et de la Guerre le 5 août 1750, comte d'Oeyras en 1759, marquis de Pombal en septembre 1770, mort à Pombal le 8 mai 1782, commandeur de Saint Jacques et du Christ. Il avait épousé : 1° dona Theresa de Noronha, fille des seigneurs de Ilhavo e Carvalhaes, aujourd'hui comtes de Carvalhaes; 2° le 18 décembre 1745, dona Léonora Ernestina Eva, Wolfonga Josepha, comtesse de Daün, dame d'honneur des reines dona Mariana d'Autriche et dona Mariana Victoria, dame de l'ordre autrichien de la Croix étoilée, fille du comte de Daün Henri Richard, général d'armée et sergent-major de la place de Vienne et de sa femme Violante Josepha, comtesse de Boymond de Baysberg, dame de l'impératrice Léonore.

Il laissa pour enfants de son second mariage :

XIX. 1° Henri Joseph Marie de Carvalho e Mello. deuxième comte d'Oeyras, deuxième marquis de Pombal, conseiller d'État, gentilhomme de la chambre de la reine dona Maria Ire, grand'croix de l'ordre du Christ, président du Sénat de la chambre de Lisbonne ; né à Vienne en Autriche, le 24 janvier 1748 ; il se maria à dona Maria,

Antonia de Menezes, sœur du premier marquis de Vallada, et fille de don Joseph de Menezes et de sa femme, comtesse de Rappach; il n'en eut pas d'enfants, mais laissa la fille naturelle suivante qui, comme telle, n'hérita pas des majorats :

Dona Maria Leonora de Carvalho e Mello mariée à son cousin Sébastien de Carvalho Mello e Povoas administrateur de plusieurs majorats, gentilhomme de la chambre, qui exerça plusieurs gouvernements outre mer et eut des enfants;

2° Joseph François de Carvalho qui continue la filiation;

3° Dona Theresa Violante Eva Judith de Carvalho e Daün comtesse de Sampaio;

4° Dona Maria Francisca Xaviera Eva Anselma de Daün, mariée à don Christoval Manuel de Vilhena, de la deuxième branche de la maison du duc de Terceira; elle eut des enfants;

5° Dona Maria Amelia de Carvalho e Daün, comtesse de Rio Maior qui eut beaucoup d'enfants.

XX. Joseph François de Carvalho, Mello e Daün, premier comte de Redinha, troisième comte d'Oeyras et troisième marquis de Pombal, seigneur de la maison de Redinha fondée par son père pour servir de caution à de Pombal parce que le deuxième marquis n'avait pas de succession; il fit passer ce majorat au second fils de la maison de Pombal dont il hérita par la mort de

son frère. Il fut commandeur de l'ordre de Saint-Jacques, et colonel du premier corps d'état-major de la Cour. Il naquit le 1er avril 1753, et se maria en 1776 avec dona Francisca de Popolo de Lorena e Albuquerque, dame du majorat fondé par le grand Alfonse d'Albuquerque, et qui, à ce même titre, hérita des anciens comtes de Saint-Jacques, fille de Nuno Gaspard de Lorena, frère du dernier marquis de Tavora, tous deux fils du comte d'Alvor Bernard de Tavora et de dona Juanna de Lorena, fille des ducs de Cadaval. Il eut les enfants suivants :

1° Sébastien Joseph de Carvalho Mello e Albuquerque qui continue la filiation.

2° Dona Maria Leonora de Carvalho Daün e Lorena, comtesse de Rio Maior.

3° Nuno de Carvalho Daün e Lorena, troisième comte de Redinha, marié une première fois à dona Maria Victoria de Sampaio, comtesse du même titre.

4° Dona Juanna Carolina de Carvalho Daün e Lorena, naquit en 1795 et mourut demoiselle en 1844.

5° Une fille naturelle dona Leonora de Carvalho et Daün, plus tard religieuse sous le nom de sœur Leonora Sallustienna de Patrocinio, fut pendant bien des années, abbesse du couvent du Crucifix, à Lisbonne, fondé par la reine de Portugal, qui

fut mariée aux deux rois don Alfonse VI et don Pedro II.

XXI. Sébastien Joseph de Carvalho Mello e Albuquerque fut deuxième comte de Redinha, quatrième comte d'Oeyras et quatrième marquis de Pombal, seigneur de la maison de son père. Il n'hérita pas du majorat du grand Alfonse d'Albuquerque, parce qu'il mourut du vivant de sa mère. Il fut colonel des milices, pair du royaume de Portugal, commandeur des ordres du Christ et de la Conception, décoré de la médaille de la Guerre péninsulaire. Il naquit le 9 septembre 1785, et mourut le 23 février 1834. Il avait épousé le 16 septembre 1806, sa cousine dona Leonora Ernestina de Saldanha Oliveira e Daün, dame de l'ordre autrichien de la Croix étoilée, fille du comte de Rio Maior Juan de Saldanha Oliveira e Souza, dix-septième administrateur du majorat d'Oliveira et de la comtesse dona Maria Amelia de Carvalho e Daün. Il eut pour enfants :

1° Dona Maria Amelia de Carvalho e Lorena, née le 5 juin et mariée à son cousin don Antonio Manuel de Vilhena, fils des seigneurs de Pancas, comtes d'Alpedrinha qui eut des enfants.

2° Jean de Carvalho Daün e Lorena, cinquième comte d'Oeyras qui mourut enfant.

3° Manuel Joseph de Carvalho qui suit.

XXII. Manuel Joseph de Carvalho e Mello e Albuquerque, sixième comte d'Oeyras, cinquième

marquis de Pombal, administrateur des majorats de la maison de son père et de celui fondé par le grand Alfonse d'Albuquerque pour son aïeule la marquise de Pombal, dona Francisca de Lorena e Albuquerque qui naquit le 28 novembre 1755, et mourut le 12 septembre 1837. Pair du royaume, commandeur de l'ordre du Christ, grand'croix de l'ordre de Notre-Dame de la Conception de Villa Viçoza et bailli honoraire de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, il naquit le 3 mars 1821 et se maria deux fois; la première fois, le 2 juillet 1846, avec dona Marguerita Manoel, dame d'honneur de la reine de Portugal dona Stephania, fille du dixième comte d'Atalaya, née le 24 juin 1831 et morte le 16 décembre 1859; ses enfants furent :

1° Dona Marguerita de Carvalho Daün e Lorena qui mourut enfant.

2° Sébastien Joseph de Carvalho e Mello, septième comte d'Oeyras, successeur des titres de la famille.

3° Antonio de Carvalho Daün e Lorena, comte de Saint-Thiago.

4° Joseph de Carvalho Daün e Lorena.

5° Edouard de Carvalho Daün e Lorena, décédé.

6° Dona Leonora de Carvalho e Lorena, décédée.

Le 29 novembre 1866, il convola en secondes noces avec dona Maria Ritta de Castello Branco, fille de don Juan de Castello Branco, fils du marquis de Bellas. Jusqu'à présent il n'en a pas eu d'enfants.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

DÉDICACE 7

INTRODUCTION. 11

CHAPITRE PREMIER.

Situation générale du Portugal sous Jean V. — Joseph de Carvalho, sa jeunesse, son mariage. ses ambassades. — Mort de Jean V. — Avénement de Joseph Ier au trône. — Carvalho, secrétaire d'Etat. 21

CHAPITRE II.

Rénovation du Portugal. — Les jésuites. — La colonie du Sacramento. — Tremblement de terre de Lisbonne. — Belle conduite du roi et de Pombal. — Carvalho est fait premier ministre. — Reconstruction de Lisbonne. 49

CHAPITRE III.

Sages mesures du ministre. — Affaire des vins de Porto. — Encore les jésuites. — Assassinat du roi. — Pombal découvre les coupables.— Leur exécution. — Expulsion des jésuites du Portugal. — État du pays. 83

CHAPITRE IV.

Pages

Le pacte de famille. — Guerre contre l'Espagne et la France. — Réorganisation militaire et maritime. — Administration intérieure. — Collége des nobles. — Écoles. — Liberté de navigation. — Nouvel édit contre les jésuites. — Le nouveau monde. — Mesures concernant l'agriculture 121

CHAPITRE V.

Les béats. — Rétablissement du tribunal de l'Inquisition. — Mesures intérieures. — Le code portugais. — Affaire du Maroc. — Belle conduite du comte dans cette circonstance. — Fondation de l'imprimerie royale. — Réconciliation avec la cour de Rome. — Tentative d'un fou contre la vie du Roi. — Le comte d'Oeyras est créé Marquis de Pombal . . 165

CHAPITRE VI.

Encore les questions religieuses. — Projets de réforme. — Réglementation des études. — Suppression de couvents d'hommes et de femmes. — Développement de l'industrie nationale. — Protection aux lettres et aux arts. — Établissement d'écoles publiques. — Le commerce. — Érection de la statue de Joseph. — Maladie du roi. — Sa mort 195

CHAPITRE VII.

Démission de Pombal. — Sa retraite. — Révision du procès d'Aveiro. — Décret qui exile Pombal à vingt lieues de la cour. — Sa mort. — Jugement sur Pombal. — Retour de ses cendres. — Hommage à lui rendre 219

Généalogie de la maison de Pombal 239

MARC MICHEL & IMPRIMERIE DE
REY BOUILLON
W
LIBERTAS
OBLIGO
M. WEISSENBRUCH
IMPRIMEUR DU ROI
BRUXELLES.